

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA.

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMERCIALES ET DES SCIENCES  
DE GESTION

Département des Sciences Economiques

## Mémoire de fin de cycle

En vue de l'obtention du diplôme de Master en Sciences Economiques

Option : Monnaie Banque et Environnement International

### Thème

**Impact des fluctuations du prix de pétrole  
sur la politique budgétaire en Algérie**

Présenté par :

**Mr. BOUKAIBA Nassim**

**Mr. AIT HAMMOUDA Hicham**

Dirigé par :

**Mr. GHANEM Lyes**

Devant le Jury composé de :

Président : Mr GHANA Brahim

Rapporteur : Mr GHANEM Lyes

Examineur : Mr RACHID Mohamed

*Promotion 2015- 2016*

# *Dédicaces*

*On dédie ce modeste travail à tous ceux et celles qui sont chères à notre égard, à nos très chères parents, pour tout leur amour, leurs efforts, leurs sacrifices, leurs encouragements, leur soutien, que Dieu les garde et les protège.*

**NASSIM**

# Dédicaces

Ce modeste travail est le fruit de nos efforts que je tiens à dédier :

A mes très chers parents qui ont attendu et espéré ma réussite , je leur témoigne mon profond respect et de connaissance pour tout ce qu'ils ont fait pour moi et à qui je ne rendrai jamais assez. Ainsi qu'à mon très cher frère Kader

A mes très chers frères et sœur :

-KADER et sa femme DJIDJI et sa petite fille LUNA

-OUIHIB et sa femme HAFIDA ainsi à sa petite fille SARA

-FAHAM

Ce filigrane est pour la version d'essai, enregistrez-là pour obtenir la version complète !

- A mes cousins et cousines

Les avantages de la version complète:

1. Aucun filigrane sur vos documents
2. Aucune limitation de page pour les fichiers PDF.
3. Possibilité de scanner les fichiers PDF avec l'OCR.

[Retirer le Filigrane Maintenant](#)

- A toutes l'équipe de la cité universitaire Berchiche 01

-A la mémoire de mon chère ami BACHIR

-A tout ce qui me aidé de prés ou de loin : ASMA. MEISSA.LOUIZA.  
SOUMIA.TINA.IDRIS.DJIGOU.NABIL.MOURAD.MAMOU.MAHDI.

-A mon binôme NASSIM et toute sa famille « BOUKIABA »

-Ainsi un remerciement pour Mr moffok pour son soutien et sa sympathie et sa gentillesse avec nous.

**HICHAM**

## **Remerciements**

Dieu tout puissant, de qui nous inspire la force à travers la foi en lui, merci

Nos vifs remerciements vont chaleureusement vers notre promoteur Mr. GHANEM Lyes, pour ses conseils, ses encouragements et sa manière d'encadrement, très motivante.

Je tiens à remercier les membres des jury de soutenance pour l'honneur qu'ils nous font en acceptant d'examiner ce travail et de participer à la soutenance.

Nos remerciements également pour tous les enseignants et les travailleurs du département des sciences économiques et plus particulièrement Mr. LALALI, et la secrétaire Mira pour leur accueil, générosité, disponibilité et leurs conseils si précieux.

Enfin nous souhaitons adresser nos remerciements les plus sincères aux personnes qui nous ont apporté leur aide et qui ont contribué à l'élaboration de ce mémoire ainsi qu'à la réussite de cette formidable année universitaire.

Afin de ne manquer aucun proche, je remercie tous nos amis, et tous ceux qui nous ont aidé, de près ou de loin, tout au long de notre parcours.

## La liste des abréviations

---

### La liste des abréviations

**AIE** : Agence Internationale de l’Energie

**BA** : Banque d’Algérie

**BM** : banque mondiale

**DGT** : Direction Générale de Trésor

**FMI** : Fond Monétaire International

**FRR** : Fond de Régulation des Recettes

**FP** : fiscalité pétrolière

**GPL** : Gaz de Propane Liquéfié

**LF**: Loi de Finance

**M3** : mètre cube

**mb/j** : million de barils par jour

**MD** : milliards de dinars

**MD** : Milliard de Dinars

**PIB** : Produit Intérieur Brut

**PIP** : Plan Investissement Public

**PNB** : Produit National Brut

**PIB\*** : taux d’accroissement annuel du PIB

**PPC** : Prix du Pétrole Courant

**PPA** : Parité de Pouvoir d’Achat

**PSRE** : Plan de Soutien à la Relance Economique

**P** : PRIX

**PIBR** : Produit Intérieur Brut Réel

**PP**: Prix de Pétrole

**O** : Offre

**OPEP** : Organisation du Pays Exportateur de Pétrole

**OCDE** : Organisation de Coopération et de Développement Economiques

## La liste des abréviations

---

**ONS:** Office National des Statistiques

**TVA :** Taxes sur la Valeur Ajoutée

**VA :** valeur ajoutée

**USD :** Dollar Américain

**GNL :** gaz naturel liquéfié

## Table des matières

---

<b>Introduction générale</b> .....	1
<b>CHAPITRE 01 : Notions de base sur la politique budgétaire</b> .....	4
<b>Section 1 : Le budget et la loi de finances</b> .....	4
<b>Section 02 : Généralités sur la politique budgétaire</b> .....	10
<b>Section 03 : Théories de la politique budgétaire</b> .....	17
<b>Chapitre02 :Généralités sur l'économie pétrolière mondiale</b> .....	25
<b>Section 01: Généralités sur le marché pétrolier</b> .....	25
<b>Section2 : Marché pétrolier mondial</b> .....	35
<b>Section03 : Les différents chocs pétroliers</b> .....	41
<b>Chapitre 03 : présentation du secteur des hydrocarbures en l'Algérie.</b> .....	47
<b>Section 01 : Les réserves prouvées des hydrocarbures</b> .....	47
<b>Section02 : Production et exportation des hydrocarbures en Algérie</b> .....	51
<b>Section 3. Le rôle du secteur des hydrocarbures dans l'économie algérienne</b> .....	60
<b>CHAPITRE 4 : L'impact de fluctuation du prix du pétrole sur la politique budgétaire</b> 65	
<b>Section 1 :L'impact des fluctuations du prix du pétrole sur le budget de l'État</b> .....	65
<b>Section 2 : L'impact des fluctuations du prix du pétrole sur la balance des paiements et le PIB.</b> .....	79
<b>Section 3: Les stratégies adoptées face aux fluctuations du prix du pétrole</b> .....	85
<b>Conclusion génér</b> .....	90

### Introduction générale

Le pétrole demeure toujours la première source d'énergie primaire dans le monde. Depuis le début du 20<sup>ème</sup> siècle jusqu'à aujourd'hui, les hydrocarbures et particulièrement le pétrole et le gaz naturel ne cessent de prendre une place de plus en plus considérable dans notre civilisation, non seulement parce qu'ils sont une source d'énergie importante, mais aussi par leur rôle prépondérant dans un système économique mondial.

A l'instar de ces pays producteurs qui sont en majorité des pays en voie de développement où le secteur des hydrocarbures constitue le principal moyen de leur développement économique, il est aussi un gisement fiscal très appréciable grâce à la fiscalité pétrolière qui représente plus de 60% de ses recettes budgétaires. L'économie algérienne, dont la dépendance vis-à-vis des hydrocarbures est considérée comme élément vital pour son fonctionnement est quasi-totale (représente 97% des exportations totales, 45% du PIB et 55% budget de l'Etat), il est aussi un gisement fiscal très appréciable grâce à la fiscalité pétrolière qui représente plus de 60% de ses recettes budgétaires. La forte contribution des recettes d'exportation d'hydrocarbure dans le PIB et les recettes budgétaires rendent l'économie algérienne vulnérable à la fluctuation du prix du pétrole. Ce qui a bloqué le développement des autres secteurs, malgré les tentatives d'industrialisation de l'Etat.

La hausse des prix du pétrole sur le marché international depuis les années 2000, à donner aux autorités nationales des moyens de financement des projets visant la situation de la croissance économique afin de réaliser leur ambition de développement économique et social.

Actuellement, les pays producteurs se penchent vers une coopération avec ces compagnies internationales par le biais de leurs compagnies nationales qui sont de plus en plus présentes au niveau international.

La dépendance de l'Algérie vis-à-vis des recettes d'hydrocarbure justifie la vulnérabilité de son économie face aux fluctuations des prix du pétrole, considérée comme principal facteur de la croissance, L'économie reste toujours dépendante d'une manière forte aux exportations d'hydrocarbures et elle est donc sensible aux pressions exercées sur les cours du pétrole et sur la production pétrolière. à la distribution des ressources et plus particulièrement à la stabilité macroéconomique du pays.



## Introduction générale

---

La politique budgétaire en Algérie joue un rôle important dans la stabilisation macroéconomique, dans un contexte d'amélioration de l'allocation des ressources notamment au profit de l'activité économique. Le renforcement de la politique budgétaire constaté ces dernières années s'est accompagné d'un mouvement de rationalisation des choix à savoir : l'action sur les dépenses publiques, l'action sur les impôts et taxes ou l'action sur les transferts

L'objectif principal de notre analyse se concentre sur l'étude de l'impact de la variation des prix du pétrole sur la politique budgétaire en Algérie. Cette analyse va nous permettre de montrer la forte sensibilité de l'économie algérienne aux fluctuations du prix du pétrole. Pour ce faire nous allons tenter d'étudier la situation de l'économie, et le rôle du pétrole et son importance dans la politique budgétaire.

Notre thème de recherche « étude de la variation du prix du pétrole sur la politique budgétaire en Algérie » vise l'analyse de la relation prix du pétrole/ politique budgétaire, et à dégager les effets de changement des prix du pétrole sur les variables macroéconomiques en Algérie.

Ainsi, notre préoccupation dans ce travail consiste à démontrer l'effet de la volatilité des prix de pétrole sur la politique budgétaire en Algérie. Autrement dit ; « **Quel est l'impact des fluctuations du prix du pétrole sur la politique budgétaire en Algérie durant la période 2000-2014. ?** »

Pour répondre à cette question, il apparaît important de poser quelques questions complémentaires :

- quelle est la situation de la politique budgétaire en Algérie ?
- quelle est la situation du marché pétrolier mondial ?
- quel est l'état du secteur des hydrocarbures en Algérie ?
- quel est l'impact de la variation du prix du pétrole sur les recettes fiscales, les dépenses publiques et le Fond de Régulation des Recettes. ?

Pour bien mener notre travail nous allons poser les hypothèses suivantes :

## Introduction générale

---

**Hypothèse1** : Le Fond de Régulation des Recettes, est un moyen nécessaire mais insuffisant pour apporter une solution définitive à la dépendance de la politique budgétaire envers les hydrocarbures.

**Hypothèse 2** : En Algérie, l'orientation de la politique budgétaire est fortement dépendantes des développements de la conjoncture pétrolière mondiale.

Pour pouvoir répondre à la question posée précédemment, nous allons entamer une investigation basée sur une recherche bibliographique et documentaire fondée sur les ouvrages, les revues, les articles, collecte des données auprès des organismes chargés de l'élaboration des séries statistiques annuelles (ONS, Banque Mondiale, Ministre des finances).

Le plan de travail se présente sous forme de 04 chapitres : le chapitre 1 va présenter les notions de base de la politique budgétaire ; le deuxième chapitre va traiter du marché pétrolier ; le troisième chapitre sur le secteur des hydrocarbures en Algérie. Quant au dernier chapitre, se rapporte de manière cruciale à notre étude va analyser l'impact des fluctuations des prix du pétrole sur la politique budgétaire.

# Chapitre I

### CHAPITRE 01 : Notions de base sur la politique budgétaire

La politique budgétaire consiste à influencer la conjoncture économique par le biais du budget de l'État. Avant la crise de 1929, les finances publiques n'avaient pour but que d'assurer les activités régaliennes de l'État, ce qui limitait les possibilités de mise en œuvre d'une telle politique. Ce n'est qu'avec la mise en application des théories keynésiennes que la relance économique a pu avoir lieu par l'augmentation des dépenses publiques.

La politique budgétaire est l'ensemble des mesures qui ont une conséquence sur les ressources ou les dépenses inscrites au budget de l'État et permettant d'influer sur la conjoncture économique. Comme Keynes l'a démontré, le budget de l'État n'est pas neutre par rapport à l'économie, il exerce un rôle d'atténuation des fluctuations conjoncturelles et de relance de l'activité dans ce cadre. Lorsque la conjoncture économique se dégrade, les gouvernements sont tentés de mener une politique budgétaire volontariste et de compenser la faiblesse des dépenses privées par un surcroît de dépenses publiques.

Dans ce chapitre, nous allons présenter le fonctionnement et la portée de la politique budgétaire, en présentant différentes conceptions de la politique budgétaire ainsi que la relation étroite que celle-ci entretient le budget de l'État.

#### Section 1 : Le budget et la loi de finances

Dans la conduite des affaires publiques, l'État fait de choix ; ceux-ci s'expriment tout d'abord dans la loi de finances qui détermine la nature, le montant et l'affectation des ressources et des charges de l'État.

Les économistes emploient la notion « budget de l'État », tandis que les juristes parlent de « loi de finances ». Au fond, les deux définitions recouvrent la même réalité, la définition économique est descriptive, alors que la définition juridique est normative.<sup>1</sup>

#### 1. Le budget de l'État

##### 1.1. La nature du budget de l'État

Le budget est, au sens strict du terme, l'ensemble des comptes exprimant en une approche de « finances publiques », le programme annuel de ressources et de charge de l'État. Le terme

---

<sup>1</sup>CARON MATTHIEU; 2007, budget politique budgétaire » ; Edition Bréal ; page13

## **CHAPITRE 01 : Notions de base sur la politique budgétaire**

---

de budget est aussi employé, en un sens plus général, pour qualifier les mêmes types de programmes des administrations publiques.

Le budget de l'État, est une notion évolutive, le règlement général sur la comptabilité publique du 31 mai 1862 a donné, une définition classique qui entend s'appliquer à tous les budgets et non au seul budget de l'État :

« Le budget est l'acte par lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses annuelles de l'État et des autres services que les lois assujettissent aux mêmes règles »<sup>2</sup>

### **1.1.1. Les fonctions du budget de l'État**

#### **A. L'aspect financier du budget de l'État**

##### **✓ La prévision des ressources et des charges**

Toute politique autre que purement improvisée suppose un minimum de prévision sur une période plus ou moins longue. Elle comporte la détermination de certains objectifs dont le coût doit être évalué ainsi que le choix des moyens permettant de les atteindre : impôt, taxe ou emprunt. Le fait que le budget correspond à un programme d'action chiffré permet de distinguer d'autres documents financiers dont l'importance théorique et pratique apparaît également considérable<sup>3</sup>.

##### **✓ Le budget et le compte**

Alors que le budget décrit des opérations destinées à être exécutées, le compte retrace des opérations qui ont effectivement été accomplies. Ce document permet non seulement d'apprécier la fidélité de l'exécution du budget, mais aussi le plus ou moins grand réalisme de la prévision budgétaire. Tel est le rôle dévolu, en droit positif, aux lois des comptes.

##### **✓ Le budget et le bilan**

Alors que le budget correspond, dans une large mesure à un pari sur l'action future des pouvoirs publics, le bilan donne une image aussi précise que possible de la situation financière à un moment déterminé. Il oppose un actif à un passif, c'est-à-dire d'une part des valeurs immobilisées ou des créances, d'autre part des capitaux propres et des dettes. Dans une

---

<sup>2</sup> BIGAUT CHRISTIAN ; finances publiques droit budgétaire » ; Edition Ellipses ; Paris, page 25

<sup>3</sup> PIERRE Di Malta ; « finances publiques » ; Edition presse Universitaire de France ; Paris 1999, page 15

entreprise, c'est un instrument indispensable à une gestion de qualité, de même que le support des obligations fiscales. La question se pose en revanche, de savoir s'il peut exister un bilan décrivant la situation patrimoniale de l'État. La difficulté à laquelle se heurte l'établissement d'un tel document réside dans le fait que différents postes de ce bilan ne sont pas susceptibles d'une évaluation, même approximativement.

### ✓ **Le budget et le rapport économique et financier**

Depuis que la politique financière de l'État absorbe une part majeure de la richesse nationale et veut exercer une action ambitieuse dans le domaine de la production et de la répartition des richesses, il est apparu indispensable que le gouvernement dispose d'une documentation précise sur l'état de l'économie et des finances.

### **B. L'aspect politique du budget l'État**

L'état de prévision des ressources trouve naturellement sa place parmi les instruments du pouvoir dans tout pays, quel qu'en soit le régime politique. En revanche, le budget, au sens plein du terme, n'existe qu'à condition qu'une assemblée représentative autorise par le vote des organes exécutifs à réaliser les opérations financières prévues.

La notion du budget est apparue à sa plénitude en Angleterre des siècles avant d'être transposée dans d'autres pays. Elle n'est pas née d'un acte particulier, mais par étapes l'autorisation des recettes ayant précédé celle des dépenses. L'autorisation accordée à l'exécutif s'est appliquée aux recettes, puis aux dépenses.

### **C. L'aspect juridique du budget de l'État**

Le budget est généralement qualifié de loi, mais la question se pose de savoir si cette qualification est justifiée. Il apparaît, tout d'abord, que le budget, constituant une décision du parlement, s'analyse, comme les autres décisions parlementaires, en une loi au sens organique, de terme.

## **2. Caractéristiques du budget de l'État**

### **2.1. Un acte de prévision**

Le budget se définit comme un acte de prévision ou document budgétaire a priori ; un budget public est toujours établi avant son exécution effective. Cette première étape du

## **CHAPITRE 01 : Notions de base sur la politique budgétaire**

---

mécanisme budgétaire se présente comme une opération à la fois systémique et obligation, quelles que soient les difficultés de la prévision et la nécessité de l'adapter en cours d'exécution.

### **2.2.Un acte d'autorisation**

L'acte d'autorisation constitue la seconde étape de l'opération budgétaire. Cette autorisation présente deux caractéristiques qui donnent au budget de l'État toute sa spécificité. Elle revêt la forme d'une série d'autorisations données, sur la base du document prévisionnel, par le parlement au gouvernement. Cette caractéristique apparaît comme la conséquence nécessaire de l'existence d'un régime représentatif. Cette autorisation doit être préalable, c'est-à-dire qu'elle doit précéder les opérations d'exécution<sup>4</sup>.

### **3. Les principes d'élaboration du budget de L'État**

Les principes fondamentaux du budget relèvent, quant à leurs finalités originales, du souci de l'appareil législatif de disposer des outils nécessaires devant lui permettre d'accomplir convenablement sa mission de contrôle du pouvoir exécutif.

Il existe six principes budgétaires : cinq régissent l'établissement du budget, le sixième s'applique au vote du budget<sup>5</sup>.

#### **3.1.Le principe de l'annualité**

Le principe de l'annualité est le premier principe de droit budgétaire. Il signifie que la durée de l'exercice budgétaire est d'un an. Il implique donc une exécution annuelle du budget : l'autorisation de recette et de dépenses donnée par le parlement et l'exécution de cette autorisation valent pour une année donnée.

#### **3.2.Le principe de l'unité budgétaire**

Le principe de l'unité budgétaire signifie l'obligation de présenter l'ensemble des charges et des produits sans exclusions d'aucune sorte ; l'obligation de présenter cet ensemble dans un document unique. Ce principe ne souffre aucune exception dans le budget de l'État qui doit

---

<sup>4</sup> MERROUCHE KHADIDJA, SILVA BIOTE CARINE JACIRA « la politique budgétaire et la croissance économique cas de l'Algérie de 1970 à 2013 » mémoire de master en économie appliquée et ingénierie financière, université Bejaia 2013, page.8-10.

<sup>5</sup> ASTIER FRANCOISE ; « finances publiques » ; droit budgétaire ; Edition marketing S.A ; paris 1996. Page 16-20

## CHAPITRE 01 : Notions de base sur la politique budgétaire

---

toujours récapituler les recettes et les charges dans un seul document, même si celle-ci sont purement prévisionnelles.

L'unité budgétaire constitue ainsi une règle qui permet de voir immédiatement si un budget est en équilibre, puisqu'il suffit d'examiner un seul document.

### 3.3.Le principe de l'universalité budgétaire

Le principe d'universalité signifie que toutes les dépenses et toutes les recettes doivent figurer dans le budget sans que soit établie une compensation entre catégories de dépenses et une catégorie de recette qui permet de ne faire figurer au budget que le solde restant. Ce principe permet ainsi de connaître précisément le volume du budget et d'éviter que certaines charges soient couvertes par des recettes incertaines ou aléatoires, se décompose en deux règles :

- **La règle de non-compensation**, qui interdit la compensation des dépenses et des recettes. Ainsi, il n'est pas possible de soustraire certaines dépenses de certaines recettes (par exemple, déduire les frais de recouvrement prélevés par l'État du montant des impositions), et de soustraire des recettes de certaines dépenses pour ne présenter que le solde des opérations ainsi "compensées". Il existe des dérogations applicables, par exemple, à certains comptes spéciaux. La compensation des ressources et des dépenses permettrait en effet de dissimuler certaines charges, ce qui nuirait à la lisibilité et à la sincérité du budget.
- **La règle de non-affectation**, qui interdit l'affectation d'une recette à une dépense déterminée. Elle implique de verser toutes les recettes dans une caisse unique où l'origine des fonds est indéterminée. Elle permet à l'autorité budgétaire de conserver son pouvoir de décision et de gérer les fonds publics en respectant les notions de solidarité et d'unité nationales. Elle connaît toutefois quelques dérogations (ex : les budgets annexes ou les comptes d'affectation spéciale qui retracent des dépenses bénéficiant d'une affectation particulière de recettes, sous réserve qu'elles soient, par nature, en relation directe).

### 3.4.Le principe de spécificité budgétaire

Le principe de spécificité conduit à une présentation détaillée de l'autorisation budgétaire par catégorie de crédit, et non pas de manière globale. Recettes et dépenses



## **CHAPITRE 01 : Notions de base sur la politique budgétaire**

---

seront individualisées par rubriques appelées chapitres budgétaires en application du principe de la spécialité des crédits. Ce principe de spécialité signifie que :

- l'autorisation budgétaire est donnée par l'autorité. Le bénéfice réalisé sur un chapitre ne pourra pas servir à combler le déficit d'un autre chapitre, sauf à obtenir pour cela un nouvel accord de l'autorité.

### **4. La loi de finance**

La loi de finances, couramment appelée « budget de l'État » est un texte de loi qui prévoit et autorise, pour chaque année civile, l'ensemble des recettes et dépenses de l'État<sup>6</sup>.

#### **4.1. La notion juridique de loi de finances**

La première notion de loi de finances est donnée par les articles 13 et 14 de la déclaration des droits de l'homme et de citoyen du 26 août 1789 aux termes desquels tous les citoyens doivent, d'une part, participer à l'entretien de la force publique et aux dépenses d'administration en raison de leurs facultés contributives, et ont le droit, d'autre part, de constater, de suivre l'emploi et de déterminer les modalités de fixation de cette contribution publique librement consentie. Ce principe de consentement des citoyens pour contribuer aux charges de l'état est repris dans la constitution algérienne de 1996 dont l'article 22 alinéas 12, prévoit que c'est au parlement que revient le vote du budget.

Dans la pratique, c'est surtout la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984 relative aux lois de finances qui sert de base à l'élaboration de ces lois qui ont pour objet de « déterminer la nature, le montant et l'affectation des ressources et des charges financières de l'Etat, compte tenu d'un équilibre économique et financier qu'elles définissent »<sup>7</sup>.

#### **4.2 .Les différentes lois de finances**

##### **4.2.1 La loi de finances de l'année**

La loi de finances initiale appelée « le budget de l'année » est le budget de l'État proprement dit. Elle prévoit et autorise, pour chaque exercice budgétaire (correspondant à l'année civile), l'ensemble des ressources et des charges de l'État. Elle est votée par le

---

<sup>6</sup> BEITIONE ALAIN ; Antoine Cazorla ; Christine Dollo ; Anne-Marai ; « dictionnaire des sciences économiques » ; Paris 2001, page 269

<sup>7</sup> Article 01 de loi organique n° 84-17, journal officiel de la république algérienne publié le 10 juillet 1984.

## **CHAPITRE 01 : Notions de base sur la politique budgétaire**

---

parlement lors de la session d'automne, avant le début de l'année concernée. Et respecter les 5 principes budgétaires, qu'on vient d'évoquer.

### **4.2.2. La loi de finances complémentaires ou modificative**

Elle modifie les autorisations initiales en fonction de nouvelles prévisions, elles sont relativement fréquentes, surtout lorsque les conditions économiques sont difficilement prévisibles. Selon l'article 04 de loi n° 84-17, «seul les lois de finances dites complémentaires ou modificatives peuvent, en cours d'année, compléter ou modifier les dispositions de la loi finances d'année ».

### **4.2.3. La loi de règlement**

La loi de règlement ou « exécution » arrête le montant définitif des recettes et des dépenses du budget ainsi que le solde budgétaire qui en découle (excédent ou déficit). Elle constate le budget tel qu'il a été exécuté ainsi que les différences entre les résultats enregistrés et les prévisions de la loi de finances initiale, complétée, le cas échéant, par ses lois rectificatives. Comme pour la loi de finances, le gouvernement élabore un projet de loi de règlement, qui, après le vote du parlement, devient loi de règlement. Le vote peut intervenir plusieurs mois après la fin de l'exercice budgétaire<sup>8</sup>.

La loi de règlement n'est pas un acte de prévision, elle est un acte d'autorisation, car elle approuve les différences entre les résultats escomptés et ceux auxquels, on est effectivement parvenu, elle constitue un des éléments du contrôle de l'exécution du budget, car elle permet au parlement d'exercer son droit de regard et de sanction sur les résultats obtenus.

## **Section 02 : Généralités sur la politique budgétaire**

La politique budgétaire est une invention de 20 siècles, qui doit beaucoup aux travaux de John Maynard Keynes. Cette nouvelle approche des problèmes économiques et financiers va séduire de nombreux gouvernements après la seconde Guerre mondiale, car le maniement de la politique budgétaire paraît à la fois mécanique et simple.

---

<sup>8</sup>HUART FLORENCE; « Économie des Finances Publiques » ; Édition Dunod ; paris 2012, page 16.

## CHAPITRE 01 : Notions de base sur la politique budgétaire

---

### 1. Définition de la politique budgétaire

Une politique budgétaire est une politique économique qui privilégie l'outil budgétaire au détriment de l'outil monétaire. Plus, globalement la politique budgétaire « désigne l'action des pouvoirs publics exercée par le biais du budget de l'Etat, dans le but d'influer sur la conjoncture économique »<sup>9</sup>.

La politique budgétaire, est une politique économique conduite au moyen du budget de l'État pris globalement, incluant l'action par les recettes et l'action par les dépenses publique<sup>10</sup>. Elle vise à agir sur la situation économique par l'intermédiaire du budget de l'État. L'action par le budget peut être réalisée par l'intermédiaire :

- Des recettes fiscales ;
- Des dépenses budgétaires ;
- Du solde budgétaire.

Mais en réalité, la définition de la politique budgétaire est plus complexe qu'il n'y paraît, à telle enseigne qu'on devrait employer le pluriel et parler plutôt des « politiques budgétaires ». En effet, il n'y a pas une définition unanime de la politique budgétaire.<sup>11</sup>

Les praticiens de l'économie, les décideurs politiques et leurs conseillers, ont le choix entre trois horizons temporels pour pratiquer une politique budgétaire. À court terme, ils peuvent pratiquer une politique budgétaire conjoncturelle. À long terme, ils peuvent recourir à une politique budgétaire structurelle. Ils peuvent même décider de ne pas se fixer d'horizon temporel précis, mais focaliser leur attention sur le respect permanent d'une règle économique fixée à l'avance en pratiquant une politique budgétaire de règles.

### 2. Les objectifs de la politique budgétaire

La politique budgétaire vise donc à réaliser les objectifs du « carré magique » de Nicholas Kaldor : plein-emploi (évalué par le taux de chômage) ; stabilité des prix (mesurée par le taux d'inflation) ; croissance économique (mesurée à partir du taux de croissance du PIB) et l'équilibre extérieur (évalué par le solde de la balance de paiements courants).

---

<sup>9</sup> CARON MATTHIEU ; « budget et politiques budgétaires » ; édition bréal ; Paris 2007, page 31

<sup>10</sup> ALAIN BEITONE ; Antoine Cazorla ; Christine Dollo ; ANNE-Mary Draï ; « Dictionnaire Des Sciences Économiques » Éditions Armand Colin ; Paris, page 326

<sup>11</sup> DOLLO CHRISTINE ; Jean-pierre Guidon ; Alain le dardez ; « dictionnaire Des Sciences Économiques » ; Édition Armand colin. Paris 1991, page 252

## **CHAPITRE 01 : Notions de base sur la politique budgétaire**

---

### **2.1. Les Objectifs conjoncturelles**

La politique budgétaire conjoncturelle est d'inspiration Keynésienne. Selon Keynes, c'est la demande qui est déterminante pour la production, et la régulation de l'activité économique doit passer par l'action sur les différents composants de la demande globale. Sur la conjoncture, la masse des dépenses publiques, en créant des revenus qui seront consommés ou épargnés, et en stimulant la demande, produit un effet multiplicateur qui permet d'augmenter le niveau de revenus et de l'emploi.

En situation de baisse conjoncturelle, le niveau de la demande globale est insuffisant pour permettre le plein-emploi des facteurs de production. L'État peut alors pratiquer une politique de relance de la demande (ou politique budgétaire expansionniste) par les deux instruments suivants :

- Une hausse des dépenses publiques : elle agit sur le niveau de la consommation publique et de l'investissement public, mais aussi le niveau des investissements privés, de la consommation privée ou des exportations ;
- Une baisse des impôts : elle peut agir sur la consommation privée, sur l'investissement privé, ou sur les exportations.

### **2.2. Les objectifs structurels**

La politique budgétaire structurelle vise, à apporter des changements en profondeur aux structures économiques et à l'appareil productif d'un pays. Elle affecte surtout les décisions d'investissement des entreprises et ses effets ne se font sentir qu'à plus long terme.

Sur les structures, les effets de cet interventionnisme sont multiples. En effet, l'utilisation des dépenses publiques dans le but de modernisation et de développement du pays en finançant certaines infrastructures est multiforme. Il s'agit de dépenses publiques d'investissement, considérées comme étant fortement productives en ce qu'elles concourent à l'accroissement du patrimoine de l'État ou favorisent le développement de l'appareil de production de la nation.

L'État peut ainsi favoriser l'implantation des entreprises, nouvelles en accordant des subventions à l'investissement, des bonifications d'intérêt ou des dégrèvements fiscaux. Elle consistait à payer une partie des intérêts d'un emprunt de façon à en abaisser le coût pour l'emprunteur.

### **3. Les instruments politiques budgétaires**

La politique budgétaire consiste à utiliser le budget de l'État comme un instrument de régulation conjoncturelle. Elle peut servir à freiner l'activité en cas de déséquilibre des échanges extérieurs et d'inflation. Mais elle a surtout été pratiquée, selon les prescriptions de Keynes, pour dynamiser une économie dépressive. De ce fait, l'État peut intervenir sur les dépenses, elles peuvent réguler les recettes, comme elle peut intervenir sur le budget en général.

#### **3.1. Les instruments des dépenses publiques**

Les dépenses publiques sont l'ensemble des dépenses réalisées par l'État. Ces dépenses sont utilisées par des différents politiques (revenu, l'emploi, industrielle) comme instruments, pour atteindre leur objectifs.

##### **3.1.1. La politique de l'emploi**

La politique visant à améliorer la situation de l'emploi en réduisant le chômage par le biais d'une action directe ou indirecte sur la demande de l'emploi, d'une part visant à stimuler l'activité économique et d'autre part des actions spécifiques sur le marché de travail.

On distingue généralement deux grands types de politique :

- La politique de l'emploi passive : c'est le traitement social du chômage ; le but est de limiter l'offre de travail ou la demande d'emploi, elles concernent la population active (travail à temps partiel, allongement de la durée de la scolarité) ;
- Politique d'emploi active : c'est le traitement social du chômage, le but est de limiter l'offre de travail ou la demande d'emploi, elles concernent les entreprises.

La politique de l'emploi désignant en générale les politiques pour aider à la création d'emplois dans le secteur non-marchand par un financement public ; améliorer le fonctionnement du marché de travail par une meilleure communication entre l'offre et la demande de l'emploi.

##### **3.1.2. La politique de revenu**

Au sens large, c'est l'ensemble des modalités par lesquelles les pouvoirs publics tentent d'agir sur les revenus des agents économiques.

## **CHAPITRE 01 : Notions de base sur la politique budgétaire**

---

L'objectif de la politique de revenu est la stabilité des prix, la lutte contre l'inflation. Les autorités publiques contrôlent par cette politique la progression des salaires nominaux par rapport à l'évolution de la productivité du travail en cas de progression trop rapide afin d'éviter une pression sur les prix.<sup>12</sup>

### **3.1.3. La politique industrielle**

La politique industrielle est définie comme l'ensemble des règles et des mesures instituées par les pouvoirs publics pour créer des conditions favorables à la compétitivité industrielle et favoriser certains secteurs considérés comme producteurs, dans le but d'accélérer la croissance économique nationale. Elle revêt une importance capitale du fait des effets d'entraînement qu'elle suscite et de rôle que joue l'industrie dans la dynamique des autres secteurs.<sup>13</sup>

### **3.2. Les instrument des recettes fiscales**

Les recettes publiques sont l'ensemble des recettes prélevées par l'État. Elles se constituent essentiellement des impôts, taxes, et cotisations sociales.

#### **3.2.1. La politique fiscale**

La politique fiscale est un ensemble des actions menées par les pouvoirs publics, que ce soit pour des dépenses ou pour les recettes publiques. La politique fiscale n'est que l'une des dimensions de cet ensemble, du fait qu'elle soit le produit des choix de pouvoirs publics qui déterminent les caractéristiques générales des prélèvements obligatoires dans leurs doubles aspects, juridiques et économiques.

Le principe de la politique fiscale est de manipuler la demande globale dans l'économie pour atteindre les objectifs économiques de la stabilité des prix, le plein-emploi et la croissance économique. La politique d'imposition (fiscale) s'appuie sur trois catégories d'instrument : l'État peut agir sur le taux de la TVA ; l'impôt sur le revenu, en modifiant les taux d'imposition et aussi l'État peut agir sur le taux de l'impôt sur les sociétés.<sup>14</sup>

---

<sup>12</sup> R.LEURIO J.L.RIVAUD ; , M.Biales, c.Biales « Dictionnaire d'économie et des faits économiques et sociaux contemporains » Edition foucher, paris-1996,p 473-474.

<sup>13</sup> ALEXANDRE HOMEVOR « Intégration régionale et promotion des investissements dans l'espace UEMOA »université Cocody-Centre Ivoirien de Recherche Economique et social,2005,p13

<sup>14</sup>MAYOR.T MICHELLE J. L et « économie internationale ». Édition Dalloz, avril 2005, p318

### 3.2.2. La politique commerciale

La politique commerciale est l'ensemble des actions menées par les pouvoirs publics pour stimuler les exportations et freiner les importations, il peut passer par les mises en place d'obstacle tarifaires (droit de douane) ou non-tarifaire (contingentements). Elle peut s'appuyer sur une manipulation du taux de change puisque une dévaluation ou une dépréciation volontaire permet d'abaisser le prix des produits nationaux exprimés en monnaie étrangère.

### 3.2.3. Le solde budgétaire

Le solde budgétaire est considéré comme un bilan de la politique budgétaire menée pendant l'année. Lorsque le solde est nul, le budget est équilibré, lorsque le solde est positif, le solde est excédentaire, et lorsque le solde est négatif, le solde est déficitaire. Le solde budgétaire est égal aux recettes fiscales moins les dépenses publiques.<sup>15</sup>

## 4. Les typologies de la politique budgétaire

La politique budgétaire consiste à voir comment l'action sera faite, et cela, selon les différentes situations économiques du pays, qui nous conduit à constater les différents types de la politique budgétaire afin d'atteindre les objectifs visés.

### 4.1. La politique budgétaire expansionniste

Une politique budgétaire expansionniste implique des dépenses publiques dépassant les recettes fiscales et est généralement effectuée en période de récession.

La politique budgétaire est dite expansionniste lorsque le gouvernement dégrade le solde public (hausse des dépenses, baisse des recettes) avec l'espoir d'accroître l'activité économique, tout en sachant que l'augmentation de la dette publique devra être contre balancée par des futures politiques de rigueur. L'augmentation des dépenses publiques engendre des revenus supplémentaires qui sont pour partie consommés, pour partie récupérés par les administrations publiques sous forme d'impôt et de cotisations sociales.<sup>16</sup>

---

<sup>15</sup> MICHAEL ; PARKIN, ROBIN BADE : BENOITE CARMICHAEL ; « Introduction à la Macroéconomie Moderne » ; Edition, Paris 1998, p387

<sup>16</sup> BONNAZH ; « les gouvernements utilisant-ils la politique budgétaire pour atténuer les cycles économique » Paris 1996, p64

### **4.2. La politique budgétaire restrictive**

La politique budgétaire restrictive se produit lorsque les dépenses publiques sont inférieures à celui des recettes fiscales. Elle est habituellement engagée à payer la dette du gouvernement. Une augmentation du profit des entreprises leur permettra d'investir et provoquera une augmentation de PIB. Le gouvernement met en place cette politique dans le but d'éviter l'accumulation des déficits publics qui gonfleraient la dette publique et donc le service de la dette ; de freiner l'inflation : quand elle trop élevée, elle perturbe le bon fonctionnement économique.

### **4.3. La politique budgétaire volontariste**

Cette politique consiste à soutenir l'activité économique à court terme en faisant jouer le « multiplicateur keynésien » qui permet de compenser la faiblesse des dépenses privées par un accroissement des dépenses publiques. En effet, une augmentation des dépenses publiques engendre des revenus supplémentaires qui sont pour partie consommés, pour partie épargnée et pour partie récupérés par les administrations publiques sous forme d'impôts et cotisations sociales.

Cette politique stimule l'activité économique, mais dans une moindre proportion que les dépenses publique, car une partie de ce revenu supplémentaire est épargnée par les ménages et les entreprises. Une politique volontariste peut néanmoins avoir des effets défavorables sur l'activité économique.

### **4.4. La politique budgétaire de demande**

Une politique budgétaire de demande, c'est une politique d'inspiration keynésienne menée par l'État visant à augmenter la demande en augmentant les investissements publics et la consommation du secteur public, en essayant de favoriser la consommation privée. Les politiques de la demande induisent une hausse des dépenses et une baisse des recettes qui peuvent conduire à des déficits financés par l'emprunt et donc à une hausse de la dette publique. On utilise cette politique pour contrôler le niveau de la demande dans l'économie

### **4.5. La politique budgétaire de l'offre**

La politique budgétaire de l'offre améliore le fonctionnement des marchés. De cette façon, elle améliore la capacité de l'économie à produire et ainsi à décaler la courbe de l'offre globale vers la droite, cela devrait permettre à l'économie de se développer d'une manière



## CHAPITRE 01 : Notions de base sur la politique budgétaire

---

non-inflationniste. Si l'État diminue ses prélèvements sur les entreprises (baisse d'impôt, versements d'aides et de subventions), la compétitivité nationale s'améliore et les entreprises pourront produire à moindres coûts, elles baisseront alors leur prix, augmentant indirectement le pouvoir de d'achat, et par suite, les quantités vendues, ce qui demandera un accroissement de capacité de production, donc des investissements et des offres d'emploi susceptible de réduire le chômage<sup>17</sup>.

### Section 03 : Théories de la politique budgétaire

C'est avec la théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie de Keynes (1936) qu'est conceptualisée l'utilisation de la politique budgétaire pour influencer le niveau de la demande agrégée. Alors que la théorie néoclassique se préoccupait essentiellement de la solvabilité, les analyses de Keynes conduisent à privilégier les flux de dépenses et de recettes publiques, et mettent au second rang les considérations relatives au stock de la dette.

La dette résulte de l'accumulation des flux : cette simple évidence a longtemps été ignorée de vue, c'est surtout après les années 1970, avec l'utilisation abusive de la politique budgétaire, conduisant à des déficits systématiques et une forte croissance de ratio de dette public/PIB, que la préoccupation de la dette est revenue au premier plan, dans lesquels les effets de la politique budgétaire dépendent du niveau d'endettement.

A cet effet de nombreuses recherches théoriques et empiriques se confrontent pour mettre en évidence le rôle important que peut jouer la politique dans le développement et la croissance à long terme.

#### 1. Les politiques de relance Keynésienne reposent sur le principe du multiplicateur

L'existence d'un équilibre de sous-emploi nécessite dans une perspective Keynésienne, l'intervention de l'État qui, en augmentant le niveau de la demande effective, va permettre à l'économie de converger vers un équilibre de plein emploi.

##### 1. 1. Effet de multiplicateur

Un accroissement d'une unité de la dépense publique, non financé par l'impôt, augmente PIB de plus d'une unité. Si  $\Delta Y$  désigne la variation du PIB et  $\Delta G$ , la variation de la dépense publique, on peut écrire :  $\Delta Y = K \cdot \Delta G$  avec  $K > 1$  ( $k = 1/1-c$ ). L'augmentation de cette

---

<sup>17</sup> BONNAZH, « les gouvernements utilisent-ils la politique budgétaire pour atténuer les cycles économiques » Année 1996, Paris, p81

## **CHAPITRE 01 : Notions de base sur la politique budgétaire**

---

dépense est à l'origine d'une production supplémentaires. Donc de nouveaux revenus qui sont eux-mêmes source de dépenses supplémentaires et par conséquent, de nouvelles productions qui vont engendrer à leur tour de nouveaux revenus etc. Si la dépense publique supplémentaire était financée par une hausse de la fiscalité, le PIB augmenterait mais d'un montant moindre que précédemment. T. Haavelmo a montré en 1945 qu'un accroissement d'une unité monétaire des impôts ou cotisations impliquait une baisse égale de revenu disponible et allait diminuer la demande de moins d'une unité monétaire car les ménages dépensent une fraction seulement de leur revenus (propension marginale à consommer  $<1$ ). L'effet net reste donc positif. Même un budget équilibré exercerait un effet stimulant sur l'activité.

Donc le mécanisme de l'effet multiplicateur et le suivant :

L'État, par une politique de commandes publiques (traditionnellement les travaux publics), relance partiellement certains secteurs économiques. Cette intervention étatique a pour conséquence de favoriser l'investissement d'entreprises ayant bénéficiée de commandes publiques, de créer des emplois et de distribuer les revenus favorisant la relance de la consommation qui à son tour, va favoriser autres entreprises du secteur privé. Pour se développer, elles embaucheront à leur tour, créeront des revenus et ainsi de suite.<sup>18</sup>

### **1. 2. L'approche keynésienne**

L'approche keynésienne repose sur un ensemble d'hypothèses dont les deux principales sont les suivantes :

- Faible rigidité de l'offre ;
- Rigidité des prix relatifs à court terme, qui conduit à la détermination de la demande des ménages par le revenu courant ;

Dans le cadre du modèle « offre agrégée, demande agrégée », la théorie keynésienne suppose que la courbe d'offre est faiblement croissante (la pente de la courbe de l'offre est faible) : les producteurs peuvent faire varier leur offre à la hausse ou à la baisse moyennant une faible variation de prix, parce que les prix (ou les salaires) sont rigides à court terme, ou parce qu'il existe des marges de capacités inemployées. La courbe de la demande agrégée est décroissante en raison de l'impact négatif de l'inflation sur la demande de biens et services

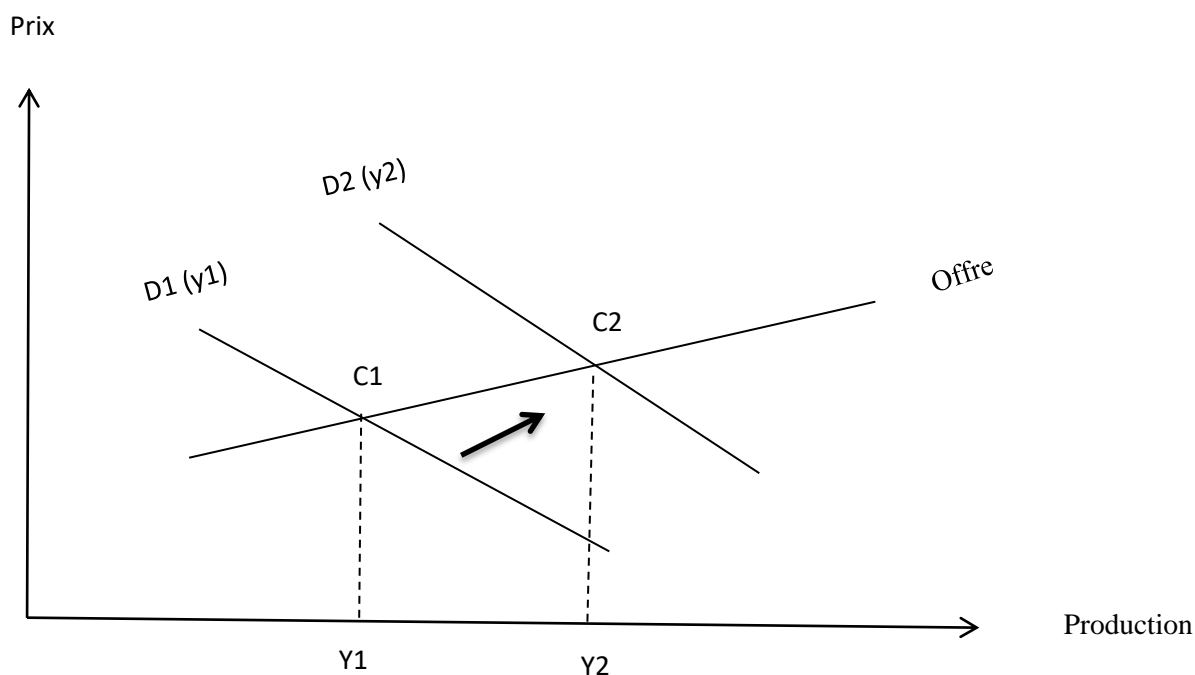
---

<sup>18</sup> CHATAIL CYRILLE, « finance publique », centre de publication universitaire, 2001-2002, Paris. P35.

## CHAPITRE 01 : Notions de base sur la politique budgétaire

via un effet d'encaisses réelles ou par la hausse endogène du taux d'intérêt. Une relance budgétaire (par hausse des dépenses ou baisse des recettes) se traduit par déplacement vers la droite de cette courbe de la demande, ce qui élève la production et le revenu sans hausse importante du niveau général des prix.<sup>19</sup>

**Figure 01** : Effet d'une politique budgétaire expansive selon la théorie keynésienne



Toute augmentation de dépenses implique une augmentation de la demande qui entraîne une augmentation plus que proportionnelle du produit national(y), car elle induit d'autres dépenses supplémentaires. Par exemple, lorsque la dépense publique s'accroît, cela engendre des revenus supplémentaires distribués aux ménages du moment où les entreprises sont incitées à emboucher plus afin d'honorer cette demande. La consommation va donc s'accroître à son tour, ce qui implique un impact final sur le produit national plus fort que l'impulsion initialement donnée sur les dépenses publiques. C'est le mécanisme du multiplicateur keynésien.<sup>20</sup>

<sup>19</sup> BENASSY-Agnès, BENOIT-Queré, COEURE-Pierre, FERRY-Jacquet, « la politique économique » Edition de brock université, deuxième édition, Bruxelles p 189

<sup>20</sup> CARTELIER.J, « L'ECONOMIE de KEYNES », Edition de brock , beuxelles.1995

### 1.3. Les limites du modèle

C'est d'ailleurs en raison de ces effets défavorables qu'elle tend aujourd'hui à être de plus en plus critiquée.

- Les besoins de financement liés à l'accroissement des dépenses publiques provoquent généralement une hausse des emprunts, qui induit à son tour une hausse des taux d'intérêt. Or, cette hausse des taux découragera une partie des achats des consommateurs financés par l'emprunt, et réduira les investissements des entreprises.
- L'accumulation des déficits budgétaires vient gonfler l'encours de dette publique et augmente donc les charges futures de l'État. Or, plus un État est endetté, plus la charge de cette dette est l'élevée. Celle-ci pèse d'autant plus sur son budget qu'un niveau de dette important entraîne des taux d'intérêt élevés lorsque l'État veut contracter de nouveaux emprunts. A terme, le poids de la dette peut ainsi devenir insoutenable par rapport au niveau des recettes de l'État.
- Les délais liés à la prise de décision politique font que les effets de la politique budgétaire peuvent être inadaptés à la conjoncture au moment ils affectent les décisions des agents économiques.

### 2. L'approche néoclassique

S'ils critiquent l'utilisation de la politique budgétaire pour réguler la demande agrégée, les économistes néo-classiques soulignent l'utilité d'une baisse de la fiscalité pour stimuler l'offre agrégée. L'idée est que la fiscalité élève les prix exigés par les producteurs pour une même quantité offerte. A l'inverse, réduire la fiscalité déplace la courbe d'offre vers le bas, ce qui stimule l'activité et fait baisser les prix.

Dans cette optique néoclassique, la politique budgétaire est totalement inefficace, et complément opposante à la politique keynésienne, cette critique repose sur les arguments distincts :

- L'éviction financière : la hausse du déficit public provoque une hausse de taux d'intérêt qui déprime la demande privée (effet d'éviction).
- Effet d'éviction<sup>21</sup> : augmentation des titres publiques → pour attirer l'épargne l'État va augmenter les taux d'intérêts par rapport à des titres privés → Donc ces

---

<sup>21</sup> [http://yves.michel.escbx.free.fr/poleco/politique budgétaire](http://yves.michel.escbx.free.fr/poleco/politique%20budg%C3%A9taire)

## CHAPITRE 01 : Notions de base sur la politique budgétaire

---

augmentations des taux vont baisser l'investissement privé → effet négatif sur la sphère privée.

### 2.1. L'Équivalence ricardienne

La proposition de Barro<sup>22</sup> est qu'il n'y a, d'un point de vue macroéconomique, pas de différence significative entre un financement par l'impôt et un financement par l'emprunt d'un montant donné de dépenses publiques. Dit autrement, l'argument est le montant de l'épargne nationale n'est pas modifié par le remplacement de l'un par l'autre. Il suggère également que le problème central de la politique budgétaire consiste à déterminer le montant et la nature de dépenses publiques, plus que la méthode de financement.

Aussi, les tests empiriques rejettent l'hypothèse d'équivalence ricardienne totale par la vérification de l'évolution respective de l'épargne privée ou publique. L'importance de la dette publique rend les individus plus « ricardiens », autrement, pas de corrélation négative entre les deux, mais tend à confirmer l'existence d'effets ricardiens qui réduiraient l'efficacité de la politique budgétaire.

### 2.2. Le critique de Milton Friedman

Milton Friedman, chef de file des monétaristes dans les années 60, critique l'analyse de relance de Keynes<sup>23</sup> pour lui, les politiques de relance keynésienne peuvent réduire le chômage en augmentant l'inflation pendant un temps, mais ensuite le chômage revient à son niveau d'origine, qui est son niveau naturel compte tenu des rigidités de marché du travail, et par contre, l'inflation s'auto entretient. Les politiques de relance keynésienne, selon lui, sont donc essentiellement inflationnistes.

Le mécanisme est le suivant : une relance par le déficit budgétaire, par exemple, augmente la demande et donc en partie les prix, tandis que les salaires ne réagissent pas tout de suite, le salaire  $W/P$  est donc transitoirement réduit. Les entreprises embauchent donc, ce qui amplifie la relance. Mais rapidement, les salariés s'aperçoivent de leur perte de pouvoir d'achat et obtiennent des augmentations de salaires. Quand le niveau du salaire réel est revenu à ce qu'il était, les entreprises n'ont aucune raison d'employer plus de main d'œuvre qu'avant la relance et on retrouve le niveau de chômage " naturel " de l'économie. Par

---

<sup>22</sup> BENNASY-AGNES, BENOIT-queré, COEURE-Pierre, FERRY-jacquet, « la politique économique » Edition de brock université, deuxième édition, 2010, bruxelles p 195

<sup>23</sup> PIERRE-NOËL GIRAUD, « Initiation à l'économie » cerna 207, 2004-2005, Paris

contre, une spirale inflationniste hausse des prix- hausse des salaires.

Les prescriptions de politique économique qui en résultent sont les suivantes :

- ✓ il est néfaste que l'État cherche à manipuler la demande en augmentant le déficit budgétaire ou on abaissant les taux d'intérêt pour stimuler l'investissement des entreprises, car cela ne modifie que temporairement le taux de chômage, mais accroît l'inflation.
- ✓ La seule intervention macroéconomique légitime de l'État est de contrôler l'évolution de la masse monétaire pour éviter l'inflation. C'est la politique dite "monétaire".

### **3. Une nouvelle approche de la politique budgétaire : la réduction de la dépense publique**

#### **3.1. Débat**

Les inconvénients de la permanence des déficits publics poussent les pays de l'OCDE à mettre en place des politiques de réduction de ces déséquilibres<sup>24</sup>. L'action va porter davantage sur la réduction des dépenses que sur l'augmentation des recettes (cette nouvelle approche est qualifiée de budgétariste). L'idée est que le soutien à la croissance économique peut être le mieux assuré par le déficit par la baisse des dépenses et de soutenir la croissance par une restructuration et un allègement de la fiscalité.

Le débat théorique sur la politique budgétaire se nourrit des résultats contrastés que nous avons mentionnés ci-dessus. Les «économistes néo-classiques critiquent l'utilisation de la politique budgétaire pour réguler la demande agrégée, soit parce qu'ils jugent l'effet d'éviction par les taux d'intérêt soit parce qu'ils font l'hypothèse de comportement Ricardien. Cependant, ils soulignent l'utilité d'une baisse de la fiscalité pour stimuler l'offre agrégée.

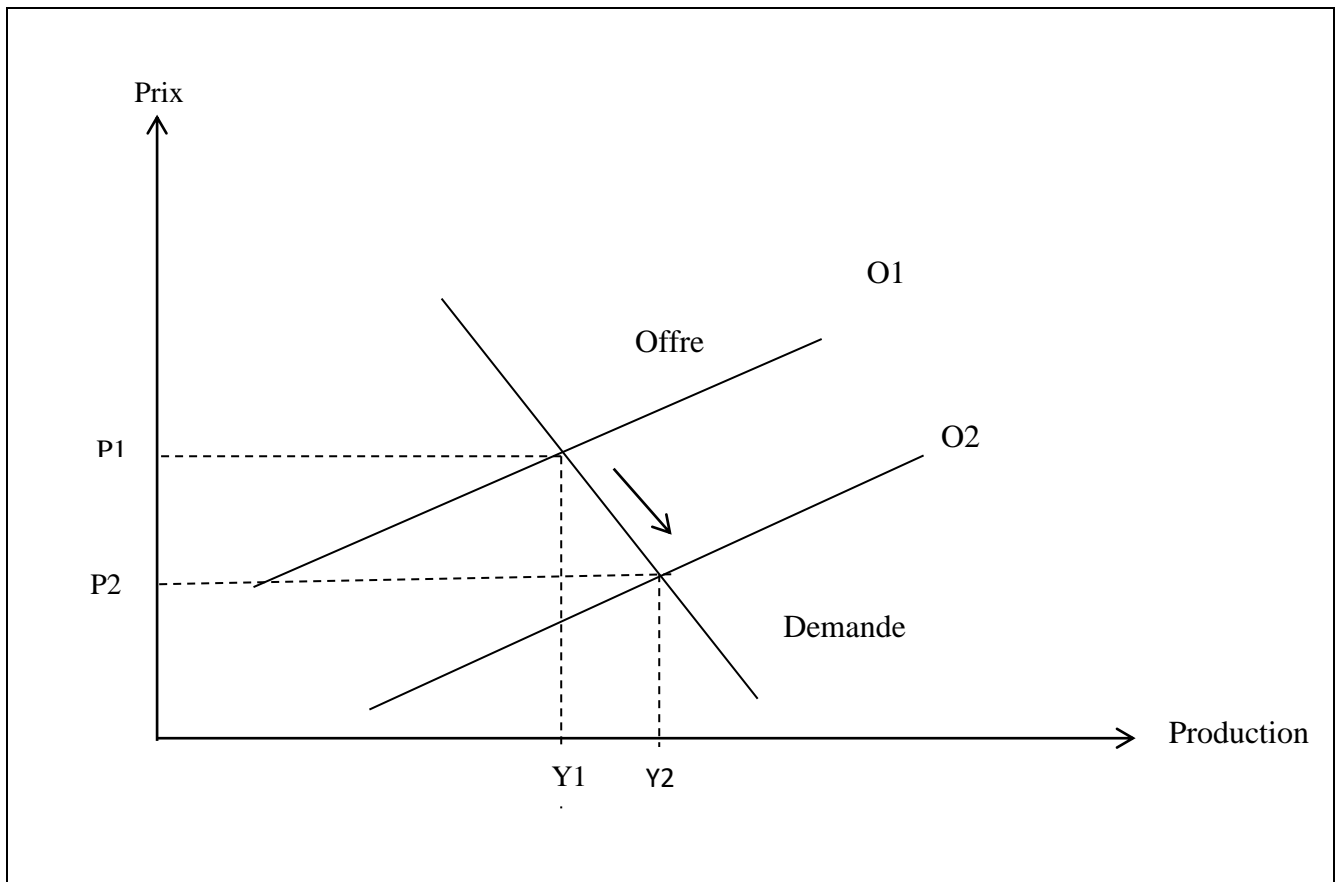
L'idée est que les prélèvements fiscaux forcent les producteurs à élever leur prix pour une même quantité offerte. A l'inverse réduire la fiscalité déplace la courbe d'offre vers le bas, ce qui stimule l'activité et faire baisser les prix, comme le montre le graphe(3). Ainsi, les néo-classiques rejoignent les keynésiens pour suggérer des baisse d'impôts en cas de croissance médiocre ; mais pour eux, il s'agit de stimuler l'offre, tandis que pour les keynésiens agissent par le supplément de la demande dû élévation de revenu disponible<sup>25</sup>.

---

<sup>24</sup> BENNASY-AGNES, BENOIT-queré, COEURE-Pierre, FERRY-jacquet, « la politique économique » Edition de brock université, deuxième édition, 2010, bruxelles p 212

<sup>25</sup> Op.cit .page 19.

Figure 02 : Effet a une baisse des prélèvements obligatoire



Le clivage est plus important sur les dépenses budgétaire, considérées par les keynésiens comme un moyen de stimuler la demande, tandis que les néo-classiques y voient au contraire une source d'élévation future de la fiscalité, avec un effet négatif au court terme sur les anticipations de l'information des agents. D'autre part, les économistes keynésiens redoutent les périodes d'ajustement budgétaire qui pèse sur la demande agrégée, tandis que les néo-classiques jugent favorablement les initiatives d'ajustements des finances publiques par réduction des dépenses. Pour eux, ces ajustement assainissent les finances publiques sans nuire à l'activité.

### 3.2. Approches mixtes

Ces travaux suggèrent que l'économie pourrait être Keynésienne ou non Keynésienne. En particulier, les ajustements budgétaires de grande ampleur auraient davantage de chances de susciter des périodes critiques ou le comportement des agents se modifie.

## **CHAPITRE 01 : Notions de base sur la politique budgétaire**

---

Un premier ensemble de travaux prend appui sur le modèle néoclassique, reposant sur la prise en considération des distorsions liées à la fiscalité : hausse d'impôts ou augmentation de dépenses, puisque un accroissement permanent des dépenses suscite une anticipation d'impôt à venir et réduit la production par le canal d'effet d'offre, tandis que les périodes de détresse budgétaire conduisent plus souvent à des coupes permanentes de dépenses qui à leur tour conduisent à exercer des effets positifs (au pire neutres) sur le niveau de l'activité économique.

La seconde catégorie de modèles (modèles keynésiens), repose sur l'accumulation de la dette, tant que les agents économiques sont assurés que l'endettement public reste soutenable, ils peuvent supposer que ses effets seront reportés loin dans le futur. Mais si la dette atteint un niveau critique, ils savent qu'un programme de stabilisation va nécessairement devoir être mis en place à brève échéance.

### **Conclusion**

La politique budgétaire est l'un des leviers de la politique économique, consistant à utiliser le budget de l'État, et plus largement des administrations publiques, en vue d'assurer une politique de stabilisation conjoncturelle, et ainsi une politique d'action sur les composantes de la demande globale, qui mettent en jeu le mécanisme du multiplicateur par lesquels la variation d'une composante du budget entraîne une variation plus que proportionnelle du produit global. Les règles budgétaires peuvent être extrêmement utiles dans le contexte d'une politique budgétaire saine. En effet, des indications nettes montrent qu'elles facilitent le maintien de la discipline budgétaire et favorisent les efforts d'assainissement lorsque de tels efforts s'avèrent nécessaires. Afin de pouvoir atteindre cet objectif, il est toutefois essentiel que les règles budgétaires respectent les principales propriétés inhérentes à toute règle budgétaire idéale.



# Chapitre II

### **Chapitre02 : Généralités sur l'économie pétrolière mondiale**

Le pétrole est l'un des moteurs fondamentaux de la croissance économique mondiale. Les pays industrialisés tout comme les pays en développement ont recours à cette énergie quotidiennement, et la variation des prix a donc un impact marqué sur la conjoncture économique.

Le marché du pétrole est considéré comme le plus grand marché de matière première au niveau mondiale. Il est de ce fait instable dû aux fortes fluctuations des prix du pétrole. Cela est expliqué principalement par les variations incessantes de l'offre et de la demande sur ce marché.

Ce chapitre est structuré en trois sections, la première section est consacrée à une présentation du marché pétrolier, dans la deuxième section, nous allons présenter les déterminants du prix du pétrole, Et la troisième section nous allons présenter les chocs et les contre chocs pétroliers.

#### **Section 01: Généralités sur le marché pétrolier**

Le pétrole a toujours constitué une matière première indispensable au fonctionnement des économies depuis sa découverte en 1859. Le pétrole a été résumé par ses propriétés à travers la formule « oil is liquid » de l'économiste pétrolier PAUL FRANKEL. Le pétrole joue, ainsi, un rôle exceptionnel dans l'équilibre énergétique mondial, c'est parce qu'il se prête mieux que les autres sources d'énergie.

#### **1. Historique et évolution des prix du pétrole**

##### **1.1 Définition du pétrole**

Le pétrole est défini comme « une huile minérale naturelle (bitume liquide) accumulée en gisements et utilisée comme une source d'énergie, notamment sous forme d'essence »<sup>1</sup>

Comme le souligne DUROUSSET.T « le pétrole est d'origine organique, hypothèse confirmée par des expériences de laboratoire qui ont montré que des matières organiques animales ou végétales peuvent donner naissance à des hydrocarbures. Le pétrole dérive de la substance d'être vivants incorporés dans les sédiments. Lors de leur dépôt la matière

---

<sup>1</sup> ROBERT MICRO, « dictionnaire du français primordial », éd broder et taupin, paris, 1987, p78

## Chapitre02 : Généralités sur l'économie pétrolière mondiale

---

organique provient d'organismes vivant en milieu marin, sur les autres voisins et transportés par les rivières »<sup>2</sup>

Etymologiquement du mot pétrole vient de l. petrolieum, du mot grec Petra (roche, et du latin oléum, huile) est une roche liquide carbonée, une huile minérale composée d'hydrocarbures plus ou moins légers et de divers composés organiques piégés dans des formations géologiques particulières.<sup>3</sup>

L'exploitation de cette énergie fossile est l'un des piliers de l'économie industrielle contemporaine, car le pétrole fournit la quasi-totalité des carburants liquides (fioul, gazole, kérosène essence.etc.), tandis que le naphta produit par le raffinage est à la base de la pétrochimie, dont sont issus un très grand nombre de matériaux usuels (plastiques, textiles synthétiques, caoutchoucs synthétiques (élastomères), détergents, adhésifs, engrais, cosmétiques. Etc.)<sup>4</sup>

### 1.2. Evolution des prix du pétrole

Comme toute matière première, le pétrole a un prix très volatile. Il s'agit des fluctuations de l'offre et de la demande qui sont toutes deux, à court terme, peu élastique au prix.

Le graphique ci-dessous résume l'évolution des cours de pétrole depuis 1970 jusqu'au 2014.

---

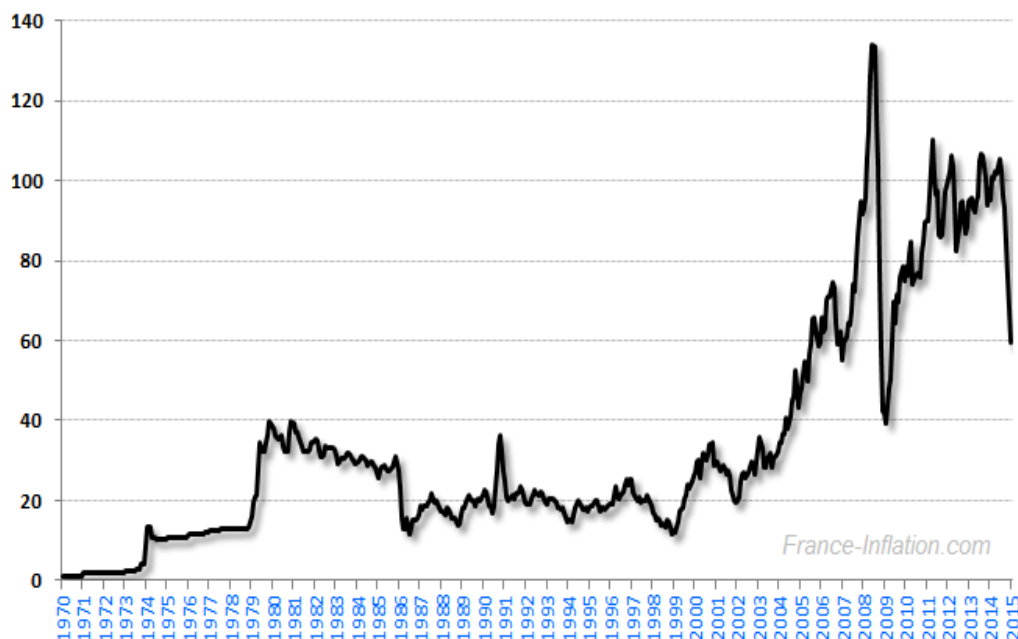
<sup>2</sup> DUROUSSET.M « le marché du pétrole, ellipses », éd marketing S.A., paris, 1999, p8

<sup>3</sup> FR.wikipedia.org

<sup>4</sup> UCHAVTARD Sophie, « géopolitique et pétrole », éd studryama, 2007, p11

Figure 03 : Evolution du prix de pétrole

### Cours de baril de pétrole en dollars (moyennes mensuelles).



Source : France-inflation.com.

A travers ce graphique, nous distinguons que les prix du pétrole au cours de la période 1970-1980 ont connu deux choc pétrolier majeurs (1973-1979).et la période qui est comprise entre (1981-2008) a une tendance persistante à la hausse.

En effet en 2008, le prix du brut a culminé à 145 dollars le baril. Depuis, il a retombé aux alentours de 38 dollars le baril en 2009, ce qui a introduit un ralentissement de la croissance économique.

Le pétrole a atteint en moyenne sur l'année 2011 un record historique de 111dollars le baril et qui est caractérisé par une forte volatilité. En dernier, depuis l'été 2014, les cours du pétrole continuent de reculer, sans que l'on sache quand s'arrêtera cette baisse.

L'étude historique de l'évolution des prix du pétrole atteste bien le caractère erratique et la volatilité persistante et fulgurante des cours du pétrole. Cette irrégularité des évolutions peut être illustrée par le graphique suivant :

En suivant l'évolution historique du cours du pétrole, on peut distinguer cinq phases :

### **1.2.1 Première phase 1930-1973**

Le pétrole a longtemps été une denrée peu chère, permettant l'essor économique des Etats-Unis et des pays européens. Ainsi, entre 1930 et 1973, son cours a évolué entre 10 et 15 dollars le baril.

La création de l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) le 14 septembre 1960 par le Venezuela, l'Arabie saoudite, l'Irak, l'Iran et le Koweït, n'a pas entraîné une modification sensible des prix<sup>5</sup>.

### **1.2.2 Deuxième phase 1973 – 1979**

C'est la phase la plus instable dans l'histoire des marchés pétroliers. Le début de cette phase commence avec le premier choc pétrolier, suite aux conflits israélo-arabe dans la guerre de Kippour, le 6 octobre 1973, où les pays arabes membres de l'OPEP ont décidé de faire un embargo des approvisionnements envers les pays occidentaux qui soutiennent Israël. La réduction de la production, qui en résulte, a engendré le quadruplement des prix du pétrole qui sont passés, au bout de cinq mois, de 2.60 USD en octobre 1973 à 11.65 USD en mars 1974 le baril (159 litres).

Cinq ans plus tard, la révolution iranienne et la guerre entre l'Iran et l'Iraq ont amorcés le second choc pétrolier. Les réductions des exportations sont à l'origine de la hausse des prix du pétrole, qui sont passés entre 1979 et 1981 de 14 USD à 39 USD le baril en septembre 1980.

### **1.2.3. Troisième phase 1981 - 1986 :**

Cette forte augmentation du prix du pétrole va exercer deux conséquences : du côté de l'offre, elle va permettre l'arrivée sur le marché du pétrole de nouveaux producteurs, dont l'exploitation jusque-là n'était pas rentable, provenant principalement du Mexique, de l'Alaska et de la mer du Nord ; du côté de la demande, elle va accentuer la réduction de la consommation engagée à la suite du premier choc pétrolier à travers des politiques d'économie d'énergie et de diversification. Ainsi, la France lance en 1974 son premier programme électronucléaire et la construction de 16 tranches de 900 Mégawatts chacune. En

---

<sup>5</sup> J. KERGUERIS et Claude SAUNIER, Rapport d'information fait sur les perspectives d'évolution du prix des Hydrocarbures à moyen et long terme, 2005, p. 9.

## **Chapitre02 : Généralités sur l'économie pétrolière mondiale**

---

conséquence, les prix du pétrole vont diminuer, voire s'effondrer en 1986, et ce malgré la réduction de près de moitié de la production des pays de l'OPEP<sup>6</sup>.

### **1.2.4. Quatrième phase 1987 - 2000**

Au cours de cette période, les prix ont évolué au tour de la moyenne des 20 USD, à l'exception de quelques perturbations (la hausse brutale des prix suite à l'invasion du Koweït par l'Irak et la chute des prix suite à la crise financière des pays d'Asie). Le principal enseignement de cette phase est l'augmentation des consommations, favorisées par des prix stables et bon marché, en dépit de l'intensification de la dépendance pétrolière.

### **1.2.5. Cinquième phase 2000 - 2008**

C'est la phase du pétrole cher qui s'envole d'un record à un autre. À l'exception des baisses enregistrées en 2002 suite à la contraction de l'activité économique, engendrée par les attentats du 11 septembre 2001. Un rappel démenti en janvier 2008 quand le prix du baril table, pour la première fois de son histoire à la bourse de New York, sur les 100 USD. La fièvre haussière se poursuit et les prix atteignent les 130 USD en mai et en dépassant les 145 USD en juillet 2008.

Cette trajectoire a été alimentée par l'expansion économique qui a suscité une forte demande de pétrole et dont la croissance globale s'est établie, selon les statistiques de l'Agence Internationale de l'Energie, à 0,5% en 2002, 1,9% en 2003 et 3,8% en 2004. La mise en fin de cette dynamique haussière date à la contraction de l'activité économique mondiale suite à la crise financière des subprimes<sup>7</sup>.

Maintenant nous allons expliquer le mode de fixation des prix du pétrole, ressource rare et bien particulier. L'analyse est centrée sur le marché du pétrole brut, à l'exclusion des produits raffinés, dont les évolutions sont évidemment liées mais qui sont aussi régies par d'autres déterminants. Ce marché n'est ni pur ni parfait. Résultat d'une histoire mouvementée, il met en présence deux oligopoles, plus ou moins soudés, celui des pays détenteurs des ressources et celui des compagnies pétrolières. Il apparaît comme le lieu où se joue le partage d'une rente. De plus, "le marché pétrolier" cache en fait l'extrême diversité des produits et des marchés sur lesquels ceux-ci sont échangés. Ces singularités expliquent sans doute en partie

---

<sup>6</sup> MM. Joseph KERGUERIS et Claude SAUNIER; Op cit, p.10

<sup>7</sup> La crise qui a touché le secteur des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis à partir de 2008

## **Chapitre02 : Généralités sur l'économie pétrolière mondiale**

l'extrême difficulté qu'ont les économistes à prévoir les évolutions du prix du pétrole, soumises plus à des décisions stratégiques qu'à des mécanismes économiques.

### **2. Les fondamentaux et déterminants des prix du pétrole sur marché pétrolier :**

#### **2.1. Les fondamentaux du marché pétrolier**

**Tableau 01** : Les fondamentaux du marché pétrolier(millions de barils par jour)

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Demande de pétrole	5.6	7.6	9	11	2.4	3.5	5.0	6.5	6.1	5	7.4	8.8	6.5	6.8	2.5
offre de pétrole		8.1	9.1	1.6	3.2	4.1	5.6	5.8	6.4	5.2	7.5	8.4	7.7	6.3	3.6

*Source* : réalisé par l'auteur à partir des données de l'AIE et de l'OPEP

L'examen de l'évolution de la demande et de l'offre de pétrole à l'échelle mondiale laisse apparaître l'émergence d'une relative entente des fondamentaux du marché pétrolier.

En effet depuis 2002 jusqu'à 2006 l'offre mondiale du pétrole augmentent plus vite que la demande. Selon l'agence internationale de l'énergie (AIE), la demande de pétrolière mondiale est estimée à 82,4mb/j en 2004, après un rythme annuel moyen de l'ordre de 1,2mb/j, la croissance a abattu un record à 2,7mb/j entre 2003 et 2004. L'exédent de l'offre a été de 0,6 millions de barile par jour (mb/j) en 2003, 0,8mb/j en 2004, 0,6 mb/j en 2005 et 0,6 mb/j en 2006. la demande excède l'offre en 2007de 1,2mb/j, en 2011 de 0.4mb/j, et en 2013 de 0,5mb/j. en 2014 l'offre a augmenté de 2,26mb/j contre 2013. Néanmoins cette amélioration apparente ne permet pas de rendre compte de la faiblesse persistante des capacités de production supplémentaire disponible face à une demande dont la croissance est aussi forte qu'inattendue.

### 2.2. Les déterminants des prix du pétrole

L'instabilité du marché pétrolier et la volatilité des prix s'expliquent par plusieurs facteurs qui sont très difficiles à prévoir, et qui tiennent aussi bien aux fondamentaux du marché pétrolier qu'au poids des incertitudes géopolitiques. L'ensemble de ces facteurs peuvent influencer le niveau du prix du pétrole soit à court on a long terme.

#### 2.2.1 Les déterminants à court terme

Il y a plusieurs facteurs qui permettent de déterminer les prix du pétrole à court terme, à savoir des facteurs fondamentaux du marché (l'offre et la demande), et les facteurs financiers ayant trait à la spéculation sur le marché à terme et au cours du dollar américain (monnaie des échanges du pétrole).

##### a. Offre de pétrole

Au niveau de l'offre, les ressources de pétrole sont inégalement réparties : environ 60% des gisements pétrolifère à faible coûts (moins de 5\$/b1), sont concentrés au Moyen-Orient, principalement dans les pays du golfe. L'Arabie saoudite possède à elle seule 25% des réserves prouvées dans le monde. Les 11 pays de l'OPEP contrôlent 68% des réserves de pétrole. Les coûts de productions sont les plus bas dans ces pays. Le coût technique peut varier de 2 à 3\$/b, pour le Moyen-Orient à 12\$/b à 15\$/b pour certains gisement difficiles de la mer du nord ou en Sibérie orientale.

L'estimation du volume des réserves d'hydrocarbures prouvées et récupérables est un sujet qui provoque régulièrement des discussions sur la fin prochaine du pétrole et du gaz.

En 1973, le ratio des réserves prouvées de pétrole sur la consommation annuelle était de 30 ans. En 2004, il était de 47 ans pour le pétrole et 67 ans pour le gaz naturel. En trente ans, de nombreuses découvertes ont été effectuées, des gisements connus sont devenus exploitables du fait de l'évolution technologique, le taux de récupération du pétrole dans les gisements a augmenté.

Il faut donc être très prudent dans l'interprétation des chiffres et distinguer les réserves prouvées (en principe connues et récupérables aux technologies et aux prix actuels), et les ressources ultimes beaucoup plus abondantes et dont le volume exact dépend de très nombreux paramètres. Les acteurs pétroliers n'ont guère d'inquiétudes sur le volume des ressources d'hydrocarbures. Certes, ces ressources représentent des stocks physiquement finis mais le concept de réserves récupérables dépend non seulement de la géologie mais aussi de la technologie et des prix. Par exemple, les forages en mer pourraient amener à de très



## Chapitre02 : Généralités sur l'économie pétrolière mondiale

---

importantes découvertes en profondeur. Il suffirait que les prix mondiaux augmentent pour que des ressources non conventionnelles abondantes puissent être économiquement mobilisées (les sables bitumeux d'Alberta au Canada représentent les 2/3 des réserves récupérables de l'Arabie Saoudite). Au niveau de prix que nous enregistrons depuis quelques années, même l'exploitation offshore est devenue rentable.

Un deuxième élément à prendre en compte est celui de l'instabilité politique des pays exportateurs de pétrole. Celle-ci n'a jamais été aussi forte. Quels que soient les efforts de diversification géographiques et énergétiques opérés, la dépendance pétrolière des pays consommateurs vis-à-vis du Moyen Orient ne cesse de croître. Tous les pays pétroliers de la région sont caractérisés par un nationalisme pétrolier très fort (Arabie Saoudite, Iran...), une faible ouverture aux échanges, de fortes inégalités dans la distribution des richesses et des différences politiques, économiques et sociales d'un état à l'autre. Loin de s'améliorer, la situation s'est aggravée ; les tensions se multiplient entraînant la radicalisation politique de certains Etats. Cette instabilité du cadre politique et juridique freine l'investissement et le développement de l'économie de ces pays. La plupart des pays pétroliers du Moyen Orient ont cru que l'argent du pétrole leur apporterait la richesse, la prospérité et la puissance militaire. En fait, beaucoup d'entre eux sont touchés par ce que l'on appelle « la malédiction pétrolière ». L'exploitation de la richesse liée aux hydrocarbures a des effets pervers sur le développement économique.

D'une part, les revenus pétroliers qui alimentent les budgets publics dépendent de prix du pétrole très variables, créant une instabilité dans les recettes. D'autre part, la situation économique est aggravée par la croissance démographique et les fortes inégalités dans la répartition de la richesse. La dépendance vis-à-vis du pétrole a rendu ces pays prisonniers de recettes financiers exogènes qui ne sont parfois plus suffisantes pour maintenir une paix politique et sociale. Rares sont les pays exportateurs qui ont su mettre leurs ressources pétrolières au service du développement économique.<sup>8</sup>

### **b. La demande de pétrole**

La concentration de l'offre répond à une concentration de la demande, le pétrole s'est imposé comme principale source énergétique des économies modernes. Avec l'augmentation de la production mondiale, la demande est hausse constante. La Chine, toujours plus vorace en énergie a surpassé les Etats-Unis sur le marché mondial du pétrole depuis le mois

---

<sup>8</sup>MERITET, S., (2006), « Déterminants des prix du pétrole », Université paris dauphine, p.3-4.

## **Chapitre02 : Généralités sur l'économie pétrolière mondiale**

---

d'octobre 2013. Le changement a été rapide car il y a tout juste 10ans, en 2003, à eux seuls les USA consommaient près de 1,4 milliards de litres par jour soit plus que tous les autres pays.

La dépendance des pays importateurs au pétrole varie d'un pays à l'autre et a diminué depuis les chocs pétroliers des années soixante-dix. Dans l'Union Européenne, si aucune mesure n'est prise, la dépendance énergétique pourrait atteindre 70% en 2030 : 90% des besoins en pétrole et 80% des consommations en gaz naturel seraient assurés par des importation.

Au niveau de la demande d'hydrocarbures, deux phénomènes se produisent en parallèle:

Les pays développés cherchent à améliorer leur efficacité énergétique, à assurer leur sécurité d'approvisionnement et à limiter leur dépendance énergétique. Mais malgré leurs efforts, leur demande globale d'hydrocarbures continue à croître. Les pays exportateurs deviennent cependant de plus en plus préoccupés par les réformes engagées en Europe pour assurer la sécurité d'approvisionnement et la diversification du mix énergétique. Ils craignent que ces réformes ne conduisent à une diminution sensible de la demande qui leur est adressée.

Les pays en voie de développement enregistrent des taux de croissance élevés mais ils disposent de peu de ressources naturelles. Leur dépendance énergétique ne cesse donc de croître. La croissance de leur consommation d'énergie est souvent supérieure à leur taux de croissance économique et leur système énergétique peu efficace. La facture énergétique pèse lourdement sur leur équilibre commercial et financier.

Les enjeux géopolitiques derrière la détermination d'une fourchette de prix sont importants. <sup>9</sup>La détermination du prix du pétrole apparait comme dépendante de nombreux facteurs :

Facteurs d'ordre politique :

- Insécurité : guerre en Irak.
- Doute sur les investissements futurs dans le contexte général : fermeture aux investisseurs internationaux, durcissement fiscal, instabilité politique, trouble sociaux, etc.

Facteurs conjoncturels récurrents :

---

<sup>9</sup> Ibid. p.6

## Chapitre02 : Généralités sur l'économie pétrolière mondiale

---

C. **Les fonds spéculatifs** : l'activité des fonds spéculatifs n'a pas de relation directe avec l'activité pétrolière, mais leur puissance financière leur permet d'influer sur les cours du pétrole brut en prenant des positions sur ces marchés.

- **Le cours du Dollar** : le prix international du pétrole est libellé en dollar américain, L'évolution du prix du pétrole et le cours du Dollar sont corrélés négativement, soit une relation décroissante, ce qui veut dire, que la montée du cours du Dollar implique une baisse du prix du pétrole et vice-vers-ça.
- **La psychologie des acteurs du marché** : La psychologie des acteurs du marché détermine leur comportement en tant qu'acheteurs ou vendeurs. En période calme, les acteurs sont sereins et n'achètent ou ne vendent qu'en fonction de leurs besoins. En période agitée ou incertaine, des comportements d'achat ou de vente massive apparaissent, par exemple, lorsque le marché est déprimé, et que les prix sont bas, certains vendeurs paniquent et cherchent à liquider leur production physique ou leur position financière, accentuant la baisse des cours. Et lorsque le marché craint la pénurie, les consommateurs ont tendance à acheter plus pour stocker plus afin de se prémunir contre d'éventuelles ruptures d'approvisionnement.

### 2.2.2. Les déterminants à long terme

A long terme, le prix du pétrole brut et ces différents produits dérivés dépendent d'un côté, de leurs coûts de production, de raffinage, de transport et de distribution, et de l'autre côté, par les coûts sociaux.

**Le coût de production** : Le coût de production représente la variable fondamentale de la détermination des prix sur le marché international. Ce coût dépend de la qualité du gisement pour l'extraction, et le progrès technologique. Le coût de production contient les coûts suivants : dépenses d'exploration, dépenses de recherche et de développement et les dépenses d'exploitation. Le coût moyen de production des pays membre de l'OPEP s'élève à 3,8 dollars/baril, soit compris entre 0,4 et 4 dollars/baril. Tandis que, ceux des pays d'Europe et Etats Unis sont compris entre 3,2 et 15 dollars/baril.

### **Section2 : Marché pétrolier mondial**

L'histoire du marché pétrolier peut se ramener à des rapports de force, d'abord entre quelques grands capitaines d'industrie, plus tard entre compagnies, enfin entre compagnies et Etats producteurs, et ainsi la scène pétrolière se situe vraiment dans une perspective géopolitique.

L'objet de cette section est de présenter l'historique du pétrole mondial. Mais avant de commencer, il est nécessaire de donner une brève définition de pétrole.

#### **1-Evolution du marché pétrolier**

Aujourd'hui indispensable à la vie quotidienne de l'humanité le pétrole est devenu au fil du temps un véritable successeur du charbon, combustible qui avait rendu possible la première révolution industrielle. Le développement de l'industrie pétrolière a énormément bouleversé le cours de l'histoire à travers l'invention de carburant liquide, principal animateur de la deuxième révolution industrielle. Les étapes ci-dessous retracent la chronologie de l'avènement du pétrole jusqu'à son importance de nos jours.

##### **- Naissance d'une industrie pétrolière (1859-1901)**

L'exploitation proprement dite du pétrole débuta en Pennsylvanie aux Etats-Unis avec Edwin Drake. Il produisit les premiers barils de l'ère moderne en forant son puits dans une région connue pour les affleurements de pétrole. Les États-Unis en produisent 274 tonnes en 1859. Il s'ensuivit alors une « ruée vers l'or noir <sup>10</sup>» dans différentes régions du monde : Azerbaïdjan, Pologne, Alberta, Californie et Transylvanie.

Les travaux de recherche du chimiste Silliam (1885) ont permis de trouver un certain nombre de produits naturels par distillation du pétrole tels que : goudron, lubrifiant, naphta, solvant pour la peinture, ainsi que l'essence.

##### **- Accroissement de la production (1901-1945)**

La croissance démographique et les deux guerres mondiales, créant une forte demande en carburants liquides, ont permis aux industries pétrolières de multiplier les prospections de recherche du brut. C'est ainsi que des gisements de grande taille comme spindletop, East Texas ou kirkouk, furent si prolifiques qu'on avait du mal à écouler la

---

<sup>10</sup> Afflux de personne vers des régions, dont les terres, recèlent de l'or noir

## **Chapitre02 : Généralités sur l'économie pétrolière mondiale**

---

production. Le pétrole devint alors une source d'énergie importante, au même titre que le charbon. On assista à une prolifération des industries pétrolières dans le monde, mais dominée par la production américaine, qui en 1945, représente 60 % du chiffre mondial de 7Mb/j<sup>11</sup>. Toutefois, une grande partie des réserves se situe au Moyen- Orient.

### **- Surproduction (1945-1973)**

La forte expansion économique qu'ont connue les pays développés entre 1950 et le milieu de 1970 n'a pu être possible qu'au prix d'une forte augmentation de la consommation d'énergie. En effet, cette consommation a triplé en 20 ans, passant de 1,7 milliard de TEP en 1950 à 5,2 milliards de TEP<sup>12</sup> en 1970. A cette époque, les gisements de pétrole se trouvaient facilement et leur cout d'exploitation était relativement bas, capable d'offrir une production supplémentaire. On assista ainsi à l'accroissement de la production pétrolière qui entraîna la baisse des prix.

Les années 60 marquèrent la naissance de l'OPEP dont le but est de régulariser le marché et de coordonner les intérêts des pays membres, ses actions relativement timides au début, deviennent par la suite prépondérantes. Vers la fin des années 70, les pays producteurs ont commencé à prendre conscience du danger qui guettait l'humanité si cette croissance exponentielle de la production se maintenait dans le long terme.

### **- Chocs pétroliers (1973-1985)**

Les années 70 furent marquées par une série de nationalisations des compagnies pétrolières dans certains pays producteurs tels que, l'Algérie (février 1971), Irak (1972), Libye (1973). Dans cette même période, les pays arabes décrétèrent un embargo pétrolier suite aux mécontentements après la dévaluation du dollar américain, monnaie internationale qui sert à payer le pétrole. Le prix de pétrole bondit alors de 3 à 13 USD (premier choc pétrolier 1973-1975).

En 1979, la révolution iranienne provoque une autre crise plus grave, le prix de pétrole culmina à 40 USD en 1981. On assista à une baisse de la production mondiale qui passa à 66 mb/j en 1983. Face à la flambée des prix, d'énormes efforts en matière d'énergie nucléaire furent intensifiés, ainsi que les économies d'énergie. L'usage du gaz naturel et du charbon pour l'électricité fut accru. L'économie mondiale entre en récession et les

---

<sup>11</sup> Mb/j : million de barils par jour

<sup>12</sup> Tonne équivalente pétrole

## **Chapitre02 : Généralités sur l'économie pétrolière mondiale**

---

répercussions politiques furent importantes. Les crises pétrolières eurent des conséquences variées dans la vie quotidienne tant au niveau des ménages que des entreprises.

### **- Retour à la surproduction (1986-2001)**

A partir de 1986, les prix de pétrole deviennent relativement bas jusqu'en 2001. La chute des prix durant cette période est due à la combinaison de plusieurs phénomènes.

D'une part, les pays du golf augmentèrent massivement leur production. Cette mesure, en partie convenue avec les États-Unis a été prise dans le but de couler l'économie soviétique, pour laquelle le pétrole est une source de devise importante. Les pays du golf ayant des coûts de production bas contrairement à ceux de l'URSS, pouvaient donc supporter les chutes du prix du baril

### **- Depuis 2002 : l'inquiétude de marché pétrolier**

La dernière décennie a été une période marquante dans l'évolution des prix de pétrole. On assista ainsi à une flambée des prix qui avoisinèrent les 100 USD le baril. Depuis 2002, l'inquiétude s'installe sur les marchés pétroliers du fait de la tendance haussière des prix. En 2006, les prix atteignirent les 75 USD, soit 5 fois qu'en 2001. Cette hausse surprend tous les analystes économiques, d'autant plus qu'elle s'est produite sans raison politique majeure, comparativement aux crises pétrolières des années 70. Cependant la production mondiale a baissé, à cause de :

- L'épuisement rapide des réserves de certaines régions pétrolifères telles que la mer rouge ;
- L'incapacité des pays du golf à accroître suffisamment leur production du fait du vieillissement de leurs grands gisements et des trop faibles investissements dans la filière pétrolière de la décennie précédente .
- La hausse de la demande mondiale, particulièrement celle de la Chine avec une augmentation de sa consommation de 2Mb/j en quatre ans ;
- Des tensions politiques et surtout des guerres dans certains pays producteurs :

Les prix du pétrole ne cessèrent de grimper jusqu'en 2008 pour atteindre 97 USD en moyenne, ce qui entraîna des crises socio-politiques et économiques dans le monde. La crise alimentaire en 2007 engendra des émeutes surtout dans les pays en développement. Dans les pays développés, il était plutôt question de récession économique, caractérisée par la hausse

## **Chapitre02 : Généralités sur l'économie pétrolière mondiale**

---

du taux de chômage, l'inflation et une baisse de la consommation. Les années suivantes furent moins agitées, les prix chutèrent de 35 USD/baril en 2009 et de 18 USD /baril en 2010 en moyenne.

Les différents chocs pétroliers suscitérent l'accroissement du budget dans les pays développés, ce qui permis de développer certaines sources énergétiques telle que, les énergies renouvelables les l'énergie nucléaire. Les énergies renouvelables sont sollicitées de nos jours, car ayant des vertus écologiques. Certains biocarburants provoquent cependant des inquiétudes, ils entrent en compétition avec l'agriculture destinée à l'alimentation et avec le milieu naturel pour l'occupation des terres.

### **2. Les acteurs du marché**

Les grandes sociétés pétrolières, l'organisation des pays exportateurs du pétrole (OPEP), l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), sont aujourd'hui les nouveaux acteurs qui contribuent par leurs poids relatifs, leurs action et leurs stratégies à influencer et à façonner le marché pétrolier international et, par voie de conséquence, à peser sur les prix du pétrole brut. Mais, il est indéniable que la politique américaine a toujours joué et continue encore de jouer un rôle primordial dans l'orientation du marché pétrolier international.

#### **2.1. Les grandes sociétés pétrolières**

Pendant près d'un siècle, le marché pétrolier international a été dominé par les grandes sociétés, dénommées les sept sœurs<sup>13</sup> ou majors, qui opéraient aussi bien aux États-Unis qu'à l'étranger, au moyen de concession acquise auprès des gouvernements locaux. Elles fixaient elles-mêmes leur prix et contrôlaient le volume de pétrole disponible sur les marchés internationaux. En 1973 ces sociétés fournissent plus de 70 % de la production pétrolière mondiale. Elles ont réalisé, cette même année, un chiffre d'affaires de 108 ,2 milliards de dollars et un profit net de 8813 millions de dollars<sup>14</sup> . Lorsque, dans les années 1970, l'OPEP a réduit quelque peu le droit de propriété de ces sociétés et leur contrôle de la production de pétrole brut, faisant ainsi passer leur production, en 1983, à 584,5 millions de tep , soit moins de la moitié de ce qu'elles produisent en 1973, ces majors décident alors de modifier profondément leurs comportements aussi bien dans le domaine de l'exploration et de la

---

<sup>13</sup> Les sept sœurs : standard oil of new jersey, California, tascaco, guelfe Mobil, royal ditch selle, chevron, British pétrolium

<sup>14</sup> J-M. chevalier, « économie de l'énergie », Dalloz, paris, 1986, p.222.

## **Chapitre02 : Généralités sur l'économie pétrolière mondiale**

---

production ( activités situées en amont ) que dans le domaine du raffinage et de la distribution (activités situées en aval). Elles ont alors subi des changements structurels profonds qui ont transformé leur rôle et leurs stratégies.

### **2.2. L'organisation du pays exportateur de pétrole (OPEP) (organisation of pétrolant)**

Créée en 1960, à l'initiative du Venezuela, ce n'est que dix ans après que l'OPEP de vient agissante. Il est vrai que, déjà en 1965, l'organisation adopte un plan de fixation de la production et les quotas par pays, mais ce n'est qu'en 1970 que les prix affichés sont alignés, pour la première fois, les pleins pouvoirs en la matière étaient détenus par des sociétés pétrolières étrangères OPEP<sup>15</sup>.

En 1971-72, les nationalisations et les prises de participation dans les actifs des sociétés pétrolière aident, puis, en 1973, à la faveur du conflit israélo-arabe, les prix du pétrole ont été quadruplés en quelques mois, puis doublé en 1979-80, à la suite du déclenchement de la guerre Iran-Irak.

### **2.3. L'Agence Internationale de l'Energie (AIE) (International Energy Agency (IEA))**

L'agence internationale de l'énergie (AIE), qui a été créée en 1975 sure et accessible pour ses 28 pays membres<sup>16</sup> à mis en place un important dispositif pour contrecarrer l'action de l'OPEP quand en 1973, les pays de l'OPEP augmentent le prix du pétrole brut, les pays capitalistes industrialisés, à leur tête les États-Unis, se mobilisent pour réduire à néant tout pouvoir de l'OPEP. C'est dans ce cadre qu'a été créée l'Agence Internationale de l'Energie qui met en œuvre un important dispositif destiné à déstabiliser et à faire pression sur l'OPEP.

L'AIE avait pour mission première d'aider les pays membres à coordonner une réponse collective aux perturbations graves des approvisionnements en pétrole, par la mise en circulation de stocks de pétrole sur le marché. Aujourd'hui, l'action de l'AIE se concentre sur quatre domaines :

- La sécurité énergétique : diversité, l'efficacité et la flexibilité dans tous les secteurs énergétiques ;

---

<sup>15</sup> Rapport de l'OPEP du 14 décembre 1960.

<sup>16</sup> Les 28 pays membres, de l'AIE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Corée du sud, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la France, la Finlande, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Nouvelle- Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovaquie, LA suède, la Suisse, la Turquie



## **Chapitre02 : Généralités sur l'économie pétrolière mondiale**

---

- Le développement économique : assurer un approvisionnement stable en énergie pour les membres et promouvoir des zones de libre-échange afin de favoriser la croissance économique et d'éliminer la pauvreté énergétique
- La sensibilisation sur l'environnement : faire connaître, au niveau international, les options existantes pour juguler le changement climatique
- L'implication au niveau mondial : agir en concertation avec les pays non membres, en particulier les principaux producteurs et consommateurs se rassemblent, dans le but de trouver des solutions aux problèmes énergétiques et environnementaux communs.

### **2.4. Les nouveaux acteurs**

Si, du côté de l'offre, la Russie est déjà une superpuissance énergétique et que le bassin de la mer Caspienne offre d'énormes possibilités, notamment celle d'accroître la production, qui pourrait passer de 1.6 million de barils par jour en 2001 à 5 millions de barils par jour en 2010, du côté de la demande, la Chine constitue à l'avenir un acteur sérieux qui pèsera de tout son poids sur la scène énergétique mondiale.

Par ailleurs, si les pays de l'OCDE produisant en 2001 autant de pétrole que le Moyen-Orient, le contingentement de cette région ne pourrait être soutenu dans l'avenir ou en 2030, le Moyen-Orient serait responsable de presque la moitié de la production mondiale de pétrole, avec la concentration des importations à partir de cette région du globe.

### **3. Les différents types du marché pétrolier**

L'offre et la demande de pétrole peuvent se rencontrer, dans un premier lieu sur un marché physique au comptant « spot » ou à livraison différée « à terme ». En plus du marché physique, il s'est développé, ces dernières années, un autre type de marché à terme financier « future ».

#### **3.1. Le marché physique au comptant (dit spot)**

Est celui des transactions physiques à livraison immédiate (ou quasi immédiate, compte tenu des délais d'acheminement des produits), qui ne jouant jusqu'aux années 1970 qu'un rôle d'appoint marginal, est devenu central. Pour les opérations de livraison physique et la détermination du prix de celles-ci, les principaux opérateurs sur ce marché spot sont les compagnies productrices privées et publiques (du côté vendeur des raffineurs (et du côté acheteur les négociants ou « traders »

### **3.2. Le marché physique à terme**

Correspond aux transaction physique à livraison différée, on parle encore de marché « forward ». Sur ce marché s'échangent des cargaisons de pétrole pour une date ultérieure (dans trois ou six mois par exemple à un prix prédéterminé, ce marché est utilisé par les vendeurs pour garantir l'écoulement de leur production future, et les acquéreurs pour sécuriser leur approvisionnement, le tout à un prix connu d'avance, ce type de transaction était autrefois dominant ( jusqu'aux années 70 ) et a cédé du terrain avec le développement du marché au comptant et des marchés de couverture à terme. Son principal inconvénient réside dans son manque de souplesse : l'une des parties du contrat ne peut se retirer qu'à condition de trouver un tiers se substituant à lui ; c'est un marché de gré à gré<sup>17</sup>.

### **3.3 Marché à terme ou financier futur**

C'est un marché où s'échangent des intentions d'achat ou de ventes futures à un prix immédiatement fixé, mais à la différence des contrats forward ; les contrats sur les futures ne débouchent généralement pas sur des transactions physiques, la plupart des opérateurs ne l'utilisent que comme un intermédiaire financier commode pour gérer leur couple rendement / risque. Par ailleurs, il s'agit d'un marché organisé, et non un marché de « gré à gré » ; les positions y sont généralement dénouées avant échéance de sorte qu'elles ne donnent pas lieu à des échanges effectifs<sup>18</sup>.

## **Section03 : Les différents chocs pétroliers**

### **1. Les chocs pétroliers**

Un choc pétrolier correspond à une hausse massive et rapide du prix du pétrole qui déclenche généralement une crise pour les pays qui sont dépendants de l'importation. Les chocs pétroliers sont dus à différentes raisons soit économique ou politique. La hausse des prix peut survenir d'une forte demande mal anticipée qui provoque un déséquilibre sur le marché et permet aux pays producteurs d'imposer des prix élevés. Il existe deux types de choc pétrolier : un choc d'offre et un choc de demande.

---

<sup>17</sup> Marché de gré à gré : un acheteur et un vendeur décrivent dans un contrat sur mesure les conditions de leur transaction.

<sup>18</sup> JEAN-PIERRE FAVENNEC « géopolitique de l'énergie, besoins, ressources, échanges, mondiaux » éd, technos, paris, 2009.

## **Chapitre02 : Généralités sur l'économie pétrolière mondiale**

---

Un choc d'offre, il s'agit d'une perturbation imprévue de l'activité économique liée à une variation brutale de la situation économique des offreurs, notamment de leurs coûts de production ou de leur niveau de productivité. Il existe deux types de choc d'offre, le premier est le choc pétrolier en 1973, et le deuxième choc en 1979. Et un choc de demande, qu'est une perturbation de l'activité économique liée à une hausse ou à une baisse brutale de la demande. L'irrégularité de la croissance effective trouve sa source principale dans les variations de la demande globale entraînées par les chocs de demande. Le troisième choc pétrolier en 2008 est considéré comme un choc de demande qui liée à la hausse de la demande des pays importateurs.

### **1.1. Le premier choc pétrolier de 1973**

Le 06 octobre 1973, l'Égypte et la Syrie attaque Israël, c'est la guerre de Kippour qui est à l'origine la cause du premier choc pétrolier. C'est un choc d'offre, les prix de baril de pétrole ont été plus élevés passant de 2,9 dollars à 11,6 dollars, ce qui a empêcher les Etats-Unis à diminué ces importation (premier pays importateur du pétrole).

Donc l'OPEP a décidé d'organiser un embargo des livraisons pétrolières envers les pays occidentaux en limitant le volume de ses exportations de pétrole (une réduction de 5% par mois de la production pétrolière).

Alors ce choc a entraîné un ralentissement de la production industriel, ce qui a provoqué l'accélération du chômage, et une forte augmentation des déficits budgétaire de la plupart des pays. Pour les pays occidentaux, le déficit passe de 1,5% du PIB pour la période allant de 1972 à 1974 et de 4,5% en 1975. <sup>19</sup>

### **1.2. Le deuxième choc pétrolier en 1979**

Le deuxième choc pétrolier s'est produit en 1979, liée à la révolution Iranienne, c'est aussi un choc d'offre qui s'est traduit par un doublement du prix du baril de pétrole. Après la guerre de Iran- Irak, puis la chute de shah d'Iran qui a provoqué la diminution puis la quasi-disparition des livraisons de pétrole de l'Iran, qui a fait réduire la production pétrolière mondiale ce qui a engendré une hausse du prix du pétrole qui est passée de 14 dollars le baril en 1978 à plus de 24,5 dollars le baril en 1979. De plus, en 1980 certains Etats membre de l'OPEP agit librement, l'Iran vend son pétrole de 30 dollars le baril, l'Algérie 35 dollars le

---

<sup>19</sup>Armand, C., (2013), Revue internationale et stratégique, Edition Dunod, N°91, P. 139-149.

## **Chapitre02 : Généralités sur l'économie pétrolière mondiale**

---

baril, ce qui oblige l'Arabie saoudite à accepter de porter le prix de l'OPEP à 32 dollars le baril en décembre 1980 avec une tolérance jusqu'à 36 dollars.

Cette hausse des prix de pétrole accentue l'inflation monétaire mondiale, car elle met en circulation des milliards de pétrodollars, ce qui a provoqué une baisse de taux de croissance de la plupart des pays développés importateurs de pétrole.<sup>20</sup>

### **1.3. Le troisième choc pétrolier en 2008**

L'année 2008 est marquée par une explosion de la demande de pétrole des pays émergents, par la montée en puissance de la Chine, de l'Inde et d'autres pays asiatiques sur les marchés mondiaux qui s'est accompagnée d'une hausse de leurs besoins en produits pétroliers. La chute du dollar a également contribué au troisième choc pétrolier qui est un choc de demande, qui est très différent des deux premiers chocs (1973 et 1979). Ceux-ci avaient fortement perturbé la croissance mondiale. Il correspond à une forte hausse des prix de pétrole qui a débuté entre 2003 et 2005 ainsi il a été de 38 dollars le baril en 2003 pour atteindre les 54,52 le baril en 2005, ensuite il a connu une augmentation historique en 2008. En juillet 2008, ils ont atteint 145 dollars

Cette forte augmentation des prix en 2008 a entraîné une baisse de taux de croissance mondiale qui a été de 3,2% contre 5,2% en 2007 et le volume des échanges mondiaux des biens et services a été réduit à 3,3% en 2008 contre 7,2% en 2007.<sup>21</sup>

## **2. Les contre-chocs pétroliers**

Le contre-choc pétrolier désigne la chute brutale des prix du pétrole sur le marché mondial du pétrole, cette baisse est due soit à une contraction de la demande, soit à une offre abondante.

### **2.1. Le contre-choc pétrolier de 1986**

Après le pic atteint au début des années 80 (plus de 36 dollars le baril), les cours du pétrole ont baissé à moins de 10 dollars le baril lors du contre-choc pétrolier 1986. Cette baisse est due au changement de la stratégie de l'Arabie Saoudite qui a décidé d'augmenter sa production en contre partie de la récupération de sa part du marché de l'OPEP diminué après l'augmentation de la production du pétrole en Mexique et Angola.

---

<sup>20</sup> DUROUSSET, M., (1999), « le marché du pétrole », Ed. Ellipses, Marketing S.A, Paris, p.47.

<sup>21</sup> JEAN-MARIE CH., (2010), « Rapport du travailleur sur la volatilité des prix du pétrole », p.2

## **Chapitre02 : Généralités sur l'économie pétrolière mondiale**

---

Depuis cette date le marché mondial est devenu excédentaire, et les prix fluctuent, si l'on exclut la période de la guerre du golf dans une fourchette de 12 à 24 dollars le baril<sup>22</sup>.

### **2.2. Le contre-choc pétrolier de 1997-1998**

Depuis la fin des années 97, le marché mondial a connu des perturbations suite à la baisse des prix du pétrole, le pétrole de l'OPEP a perdu 30% de sa valeur dans un an (environ 10 à 11 dollars). Cette nouvelle perturbation du marché pétrolier trouve son origine suite à la crise financière asiatique. L'Asie est considérée comme le plus grand consommateur de pétrole et des produits pétroliers.

La crise financière asiatique a contribué au ralentissement de l'activité économique qui s'est traduite par une baisse de la demande de pétrole et par conséquent la chute des prix du pétrole. Cette baisse des prix a contribué un ralentissement de la croissance et de l'inflation pour les pays développés. Ainsi, pour les pays exportateurs de pétrole, la baisse des prix du pétrole affecte ces pays à travers une baisse des recettes d'exportation qui se répercute sur les soldes commerciale et courant, et celle des recettes budgétaires affectées par la baisse des rentrées fiscales.

Cette dégradation des soldes budgétaire et courant peut avoir des effets inflationnistes et générer une perte de confiance des opérateurs économiques.

### **2.3. Le contre-choc pétrolier de 2009**

En 2008, les prix du pétrole ont dépassé pour la première fois les 100 dollars, ainsi en juillet 2008 les prix ont atteint les 145 dollars le baril, puis à partir d'octobre 2008, les prix sont retombés au-dessous de 100 dollars. Au début de l'année 2009, les prix du pétrole ont chuté jusqu'à atteindre les 40 dollars le baril.<sup>23</sup>

Cette baisse des prix du pétrole touche les pays exportateurs de pétrole, elle entraîne des pertes des recettes d'exportations et des difficultés financière qui affecte le niveau de vie de leur population. Et pour les pays importateurs, ils bénéficient de cette réduction.

---

<sup>22</sup> BUDDOR, J., (1998), « l'industrie pétrolière mondiale : raréfaction, cout de production et surplus pétrolier », Revue d'économie industriel, n°86, p. 7.

<sup>23</sup> Perspective de l'économie mondial, (2009), « le pétrole ».p.1

### 2.4. Le contre-choc pétrolier de 2014

Les cours du pétrole ont été relativement stables entre 2011 et la première moitié de 2014, les prix du pétrole perdant près de 45% de sa valeur et avoisinant désormais les 50\$. En juin 2014, le baril s'échangeait à 112\$. Une chute vertigineuse qui rassure les uns mais qui inquiètent les autres. Trois facteurs principaux peuvent expliquer cette baisse :

Le premier facteur il s'agit de la croissance de la demande en 2014 qui a été plus faible que celle initialement anticipée, le second facteur qui est une conséquence du premier est que la production mondiale du pétrole a fortement augmenté depuis 2014, notamment du fait de la production du pétrole de schiste aux Etats-Unis, et le dernier facteur, l'OPEP a choisi de ne pas intervenir sur les prix du pétrole en conservant son objectif de production inchangé.<sup>24</sup>

### 3. L'impact des chocs pétroliers sur l'économie algérienne

Le terme de choc pétrolier correspond à une hausse sensible et rapide du prix du pétrole qui a comme conséquences une modification brutale sur l'économie mondiale. Les facteurs explicatifs d'un choc pétrolier sont multiples et varient d'une crise à l'autre. Les déséquilibres entre l'offre et la demande ainsi que les tensions géopolitiques constituent les deux grandes variables explicatives des variations du prix du pétrole.

On distingue trois crises différentes qui ont eu lieu en 1973, 1979 et 2008. Le début des années 2000 a également vu une importante augmentation du prix du pétrole mais sans atteindre la brutalité et les conséquences des trois autres crises et n'est donc pas considérée comme un choc pétrolier à proprement parler.

On parle de « premier choc pétrolier » en 1973 pour identifier l'augmentation massive du prix du pétrole due en particulier au fait que les États-Unis ont dépassé leur pic de production

en 1971, c'est-à-dire le point de production maximale. En parallèle, l'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) formée en 1960 se réunit en 1970 et 1971 afin de revaloriser le prix de pétrole.

Le deuxième choc pétrolier s'est produit en 1979. Sous les effets conjugués de la révolution iranienne, de la fuite du Shah et de la guerre Iran-Irak, le prix de pétrole est multiplié par 2,7 entre 1978 et 1981, ce qui déclenche aux États-Unis la crise monétaire de 1980.

---

<sup>24</sup> CARRIERE, M., (2015), « Analyse des prix du pétrole ». p.3

## **Chapitre02 : Généralités sur l'économie pétrolière mondiale**

---

L'expression « troisième choc pétrolier » est utilisée par certains journalistes, économistes et hommes politiques pour désigner l'augmentation des cours en 2008, initiée entre 2003 et 2005. Le « choc pétrolier » de 2008 est cependant différent des deux précédents :

- il n'est pas dû à une crise de l'offre causée par des instabilités géopolitiques, mais à un surcroît de demande ;
- il est étalé sur plusieurs années, contrairement aux chocs ponctuels de 1973 et 1979.

L'ensemble des études et des statistiques ont montré que tous les chocs pétroliers ont eu un impact fortement positif sur l'économie algérienne, grâce au premier et aux deuxièmes chocs. Les revenus des hydrocarbures deviennent importants et ils se maintiennent élevés pendant toutes les années 1970 ; ces ressources serviront à l'industrialisation du pays, à l'achat d'usines et à la valorisation des hydrocarbures (1978, plan Valhyd). Tant que la rente pétrolière augmente, le pays arrive à financer les importations, à payer le service de sa dette, à satisfaire sa population, mais une situation économiquement déjà difficile culmine avec le contre-choc pétrolier de 1986 et la chute des prix des hydrocarbures, amenant la déstabilisation économique du pays.

Pour ce qui concerne le troisième choc pétrolier, les revenus gaziers et pétroliers de l'Algérie ont considérablement augmenté depuis 2003 grâce à la très bonne qualité de son gaz, à la hausse des cours des hydrocarbures et au développement du commerce avec l'Union Européenne et les États-Unis. La dette nationale a pu être effacée, de nombreux projets ont vu le jour grâce à l'augmentation de la rente pétrolière.

### **Conclusion**

Il est clair que le marché mondial du pétrole n'est pas en situation de concurrence parfaite et qu'il faut tenir compte de la structure de marché. Ce n'est qu'au terme de ce tour d'horizon que l'on pourra tenter de faire le point sur les perspectives d'évolution du prix du baril.

La détermination du prix du pétrole demeure une tâche plus compliquée qu'une simple égalisation de l'offre et la demande. Deux grandes catégories d'acteurs se trouvent en confrontation avec des intérêts divergents, les pays exportateurs et les pays importateurs auxquels viennent s'ajouter les intérêts des compagnies pétrolières, les traders et les consommateurs finaux.

# Chapitre III



### **Chapitre 03 : présentation du secteur des hydrocarbures en l'Algérie.**

L'Algérie possède un important secteur des hydrocarbures comportant un portefeuille diversifié de produits. Le domaine minier algérien est d'environ de 1,5 million de km<sup>2</sup> avec des réserves prouvées en hydrocarbures de l'ordre de 45 milliards de tonnes en équivalent pétrole, à signaler que ces données sont en évolution continue en fonction des nouvelles techniques découvertes dans le cadre de la recherche et d'exploration des ressources naturelles.

La mise en valeur du secteur algérien des hydrocarbures remonte à 1958, peu après la découverte des deux immenses champs de période et de gaz à Hassi-Messaoud et à HassiR'Mel, dans la région du Nord du Sahara. La production de pétrole brut a été au cœur de l'expansion du secteur des hydrocarbures au cours des années 1960 et 1970, et ce bien que l'extraction du Gaz naturel ait débuté dès 1961. De plus, l'année de 1991 a vécu l'adoption de la loi N° 91/21 du 4 décembre 1991 portant sur les hydrocarbures en consacrant l'ouverture du secteur des hydrocarbures à l'investissement étranger, cette loi a permis de donner naissance à la signature de plus de 60 contrats d'exportation entre la compagnie nationale SONATRACH et des compagnies pétrolières étrangères et à la création de sociétés mixtes dans les activités de services, de maintenance et d'ingénierie.

Ce chapitre est structuré en deux sections, la première section est consacrée les réserves prouvées des hydrocarbures, dans la deuxième section, nous allons présenter la production et exportation des hydrocarbures en Algérie

#### **Section 01 : Les réserves prouvées des hydrocarbures**

##### **1. Les réserves prouvées des hydrocarbures en Algérie**

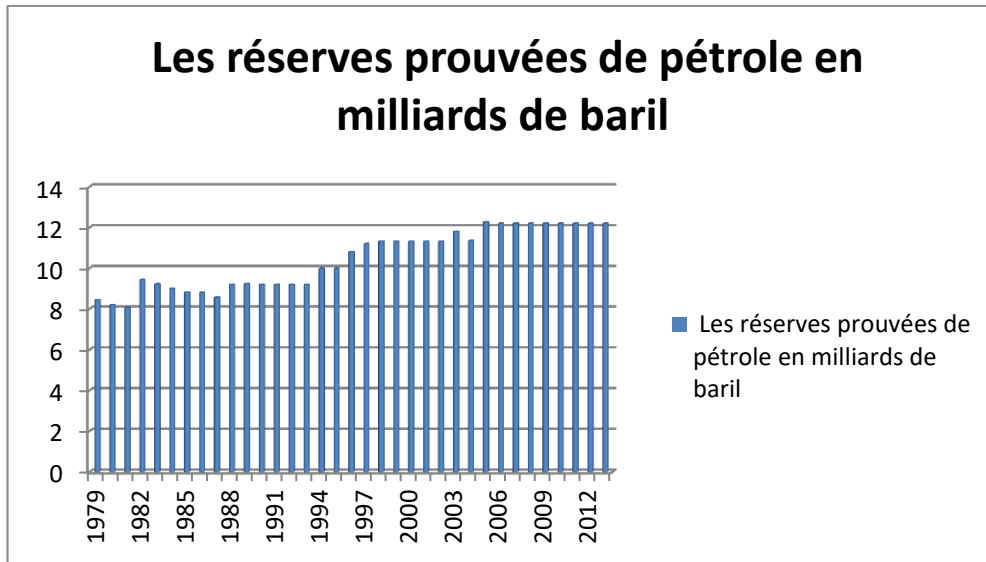
###### **1.1. Les réserves prouvées de pétrole brut**

La durée de vie des réserves est influencée par le volume des exportations. Pour 2012, pour le pétrole, selon les statistiques internationales l'Algérie aurait 12,2 milliards de réserves prouvées représentant 0,8% des réserves prouvées mondial sur un total mondial de 1478,2 milliards de barils contre par exemple 297,7 pour le Venezuela et 265,8 pour l'Arabie Saoudite. Les réserves estimées du gisement de HASSI MESSAOUD qui étaient de l'ordre de 9 milliards de barils avec un taux de récupération d'environ 27%, selon les statistiques

## Chapitre 03 : présentation du secteur des hydrocarbures en l'Algérie.

internationales sont actuellement entre 4 et 5 milliards de barils ayant déjà été extraits. HASSI MESSAOUD qui produit actuellement environ 400.000 barils/jour, représenterait donc à lui seul près du tiers de la dotation initiale du pays. Sur la base d'un taux de récupération de 27%, normes actuelles, et au rythme de l'extraction actuelle il lui resterait moins d'une dizaine d'années. Selon le ministre de l'Energie lors d'une conférence de presse, en marge du 25e congrès mondial du gaz courant.

**Figure 04:** Evolution des réserves prouvées de pétrole en Algérie (1979-2012).



Source : construite à partir des données d'OPEP annual statistical bulletin 1999, 2007, 2013, 2014

On constat dans la figure ci-dessus, une évolution constante dans les réserves prouvées du pétrole en Algérie, passant de 8,44 milliard de baril en 1979 à 11,35 milliard de baril en 2004. A partir de cette date, les réserves prouvées du pétrole en Algérie ont atteint une stabilité de 12,2 milliard de baril durant la période allant de 2005 à 2013.

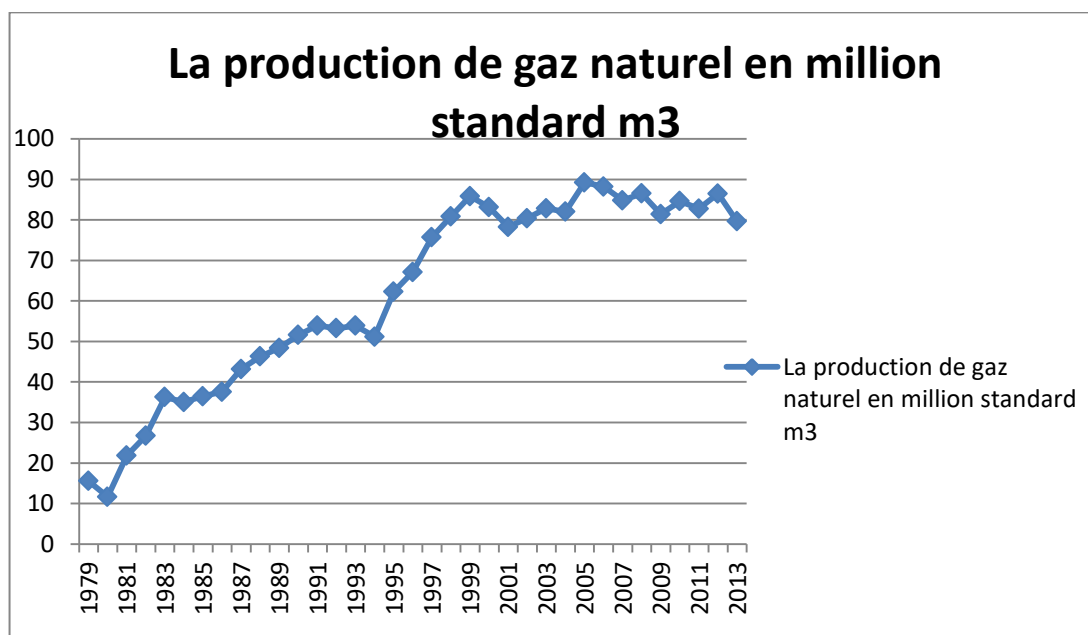
### 1.2. La production de gaz naturel

Le gaz naturel joue un rôle très important pour l'Algérie dans le développement de son industrie. La première production du gaz naturel au début en 1961, c'est la naissance de l'industrie gazière à HASSI R'MEL. Au début la capacité de production était de 156 millions de mètres cube, elle est destinée à la consommation intérieure. Puis en 1964, suite à une forte augmentation de la demande mondiale de gaz naturel, c'est pour cela que l'Algérie augmenté sa production. En 1970, la production de gaz naturel à HASSI R'MEL s'élève à 2.9 milliards de mètre cube, SONATRACH est devenue la société qui prend les commande de toute les champs gazières de HASSI R'MEL, elle est chargée de diriger et de contrôler les mouvements avec ses différents partenaires étrangères. Au cours des années 1980-1982, la production total

## Chapitre 03 : présentation du secteur des hydrocarbures en l'Algérie.

de gaz a plus que doublé. En 1984, des autres gisements de gaz ont été découverts ; ainsi grâce aux efforts de la compagnie SONATRACH, l'Algérie possède quatre complexes de liquéfaction de gaz (GNL) qui ont une capacité de 21 million de tonne, ce qui place l'Algérie dans les premiers rangs des producteurs de GNL dans le monde. . En effet, la production de gaz algérien était classée en première position mondiale sur le marché avec une capacité de production de 83.199 millions standards mètre cube durant la période allant de 1998 à 2003. Par la suite elle est déclassée en deuxième position après l'Iran durant la période de 2004 à 2008, et durant la période allant de 2009 à 2012, elle s'est classée en troisième position mondiale. Ce déclin est dû à la concurrence entre l'Iran et Qatar dans la production suite à l'augmentation de leurs gisements gazières découverts<sup>1</sup>.

**Figure 05 :** Evolution de la production de gaz naturel en Algérie (1979-2013).



*Source : construite à partir des données d'OPEP annual statistical bulletin 1999, 2007, 2013, 2014.*

D'après le graphique ci-dessus, durant la période allant de 1979 à 1999 la production de gaz naturel en Algérie est passée de 15.548 millions standards mètre cube à 85.848 millions standards mètre cube, et en 2012 cette capacité augmente à 86.454 millions standards mètre cube, avant de baisser 79,647 million standard mètre cube en 2013.

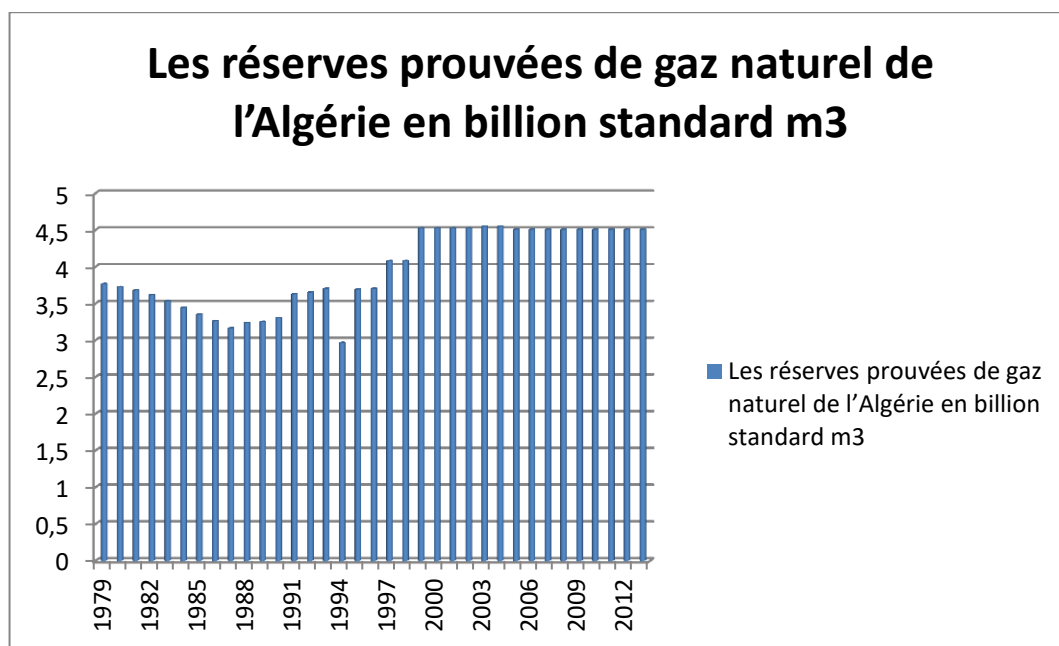
<sup>11</sup>MEKHELFI, A., (2012), « Evolution des exportations gazières de l'Algérie et son impact au sein de l'oepec », université KasdiMerbah-Ouargla, N°05, P.20

### 1.3 Les réserves prouvées de gaz naturel

Les réserves prouvées de gaz naturel algérien atteignent environ 4,5 billions de mètres cubes (m<sup>3</sup>), ce qui place le pays au septième rang mondial (un peu moins de 3% des réserves prouvées mondiales).

La production de gaz naturel a été découverte à HASSI R'MEL, il dispose plus de la moitié total de la production de ce produit, il représente le plus grand champ algérien en réserves prouvées de gaz naturel. Selon les statistiques de l'OPEP, durant la période 2005-2013 les réserves prouvées de gaz naturel de l'Algérie sont en croissance, en 2013 ces réserves ont atteint les 4.504 millions standard mètre cubes, ce qui place l'Algérie à la septième place au sein de l'OPEP. Ainsi elle dispose de la dixième place en termes de réserves gazières au monde et la deuxième en Afrique après le Nigéria de la même année<sup>2</sup>.

**Figure 06 :** l'Evolution des réserves prouvées de gaz naturel en Algérie (1979-2014)



Source : construite à partir des données d'OPEP annual statistical bulletin 1999, 2007, 2013, 2014.

En Algérie, les réserves de gaz naturel sont plus importantes que les réserves de pétrole. En effet, l'Algérie occupe la 9ème place parmi les pays disposant des plus importantes réserves de gaz naturel, en termes de quantité et de qualité, au niveau mondial. Depuis les années 1970, les réserves de gaz naturel du pays sont en évolution continue, elles

<sup>2</sup> Ibid. p3.

## **Chapitre 03 : présentation du secteur des hydrocarbures en l'Algérie.**

---

ont atteint des niveaux sommets, depuis 2002, grâce à l'accès aux techniques d'exploration et de production les plus avancées. En 2008, les réserves prouvées de gaz naturel atteignaient les 4,5 billions de mètre cube contre 2,95 billions de mètre cube en 1988.

### **Section02 : Production et exportation des hydrocarbures en Algérie**

#### **1. Les hydrocarbures en Algérie**

L'Algérie possède un important secteur des hydrocarbures comportant une diversité de produits. Le domaine minier algérien est d'environ de 1,5 million de Km<sup>2</sup> avec des réserves prouvées en hydrocarbures de l'ordre de 45 milliards de tonnes en équivalent pétrole.

La mise en valeur du secteur algérien des hydrocarbures remonte à 1958, peu après la découverte des deux immenses champs de pétrole et de gaz à HASSI-MESSAOUD et à HASSI R'MEL, dans la région du Nord du Sahara. La production de pétrole brut a été au cœur de l'expansion du secteur des hydrocarbures au cours des années 1960 et 1970, et ce bien que l'extraction du gaz naturel ait débuté dès 1961. De plus, l'année de 1991 a vécu l'adoption de la loi N° 91/21 du 4 décembre 1991 portant sur les hydrocarbures en consacrant l'ouverture du secteur des hydrocarbures à l'investissement étranger, cette loi a permis de donner naissance à la signature de plus de 60 contrats d'exploitation entre la compagnie nationale SONATRACH et des compagnies pétrolières étrangères et à la création de sociétés mixtes dans les activités de services, de maintenance et d'ingénierie<sup>3</sup>.

#### **1.1 La production des hydrocarbures en Algérie**

##### **1.1.1. La production du pétrole**

La production de pétrole brut en Algérie a débuté en 1957, et s'est développée au cours des années 1960-1970 suite à l'expansion du secteur des hydrocarbures. Ainsi, à partir de 1973 jusqu'à 1979, la production et l'exportation de pétrole brut ont connues une baisse importante qui a été causée par la forte augmentation des prix du pétrole sur le marché mondial. Cette période est caractérisée par les deux chocs pétroliers (de 1973 et de 1979).

Ensuite au cours des années 1980, la part de la production et a diminué rapidement ; la production pétrolière s'est limitée au membre de l'OPEP. En effet entre 1980 et 1982, la part de la production de pétrole brut réservée à l'exportation est passé de 80% à moins de 30%

---

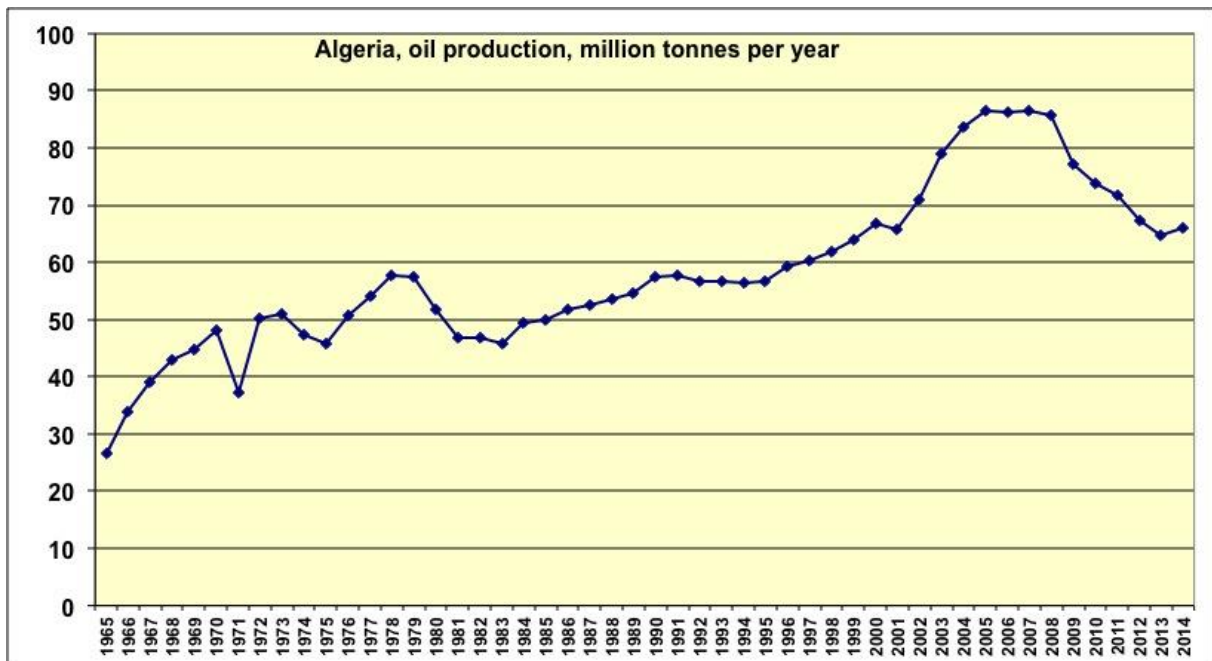
<sup>3</sup> HACHEMAOUI.M, « la nouvelle loi algérienne sur les hydrocarbures : les enjeux d'une libéralisation ».

## Chapitre 03 : présentation du secteur des hydrocarbures en l'Algérie.

tandis que la part exportée des produits pétroliers .Suite au contre-choc pétrolier en 1986, le secteur des hydrocarbures s'est ouvert à des participations étrangères, et s'est développé au début des années 1991<sup>4</sup>

Le graphe ci-dessous présente l'évolution de la production du pétrole brut en Algérie durant la période allant de 1965 jusqu'au 2014.

**Figure 07 : l'évolution de la production du pétrole en Algérie (1979-2014)**



Source : [http://www.manicore.com/documentation/pétrole/pic\\_passe\\_petrole.htm](http://www.manicore.com/documentation/pétrole/pic_passe_petrole.htm)

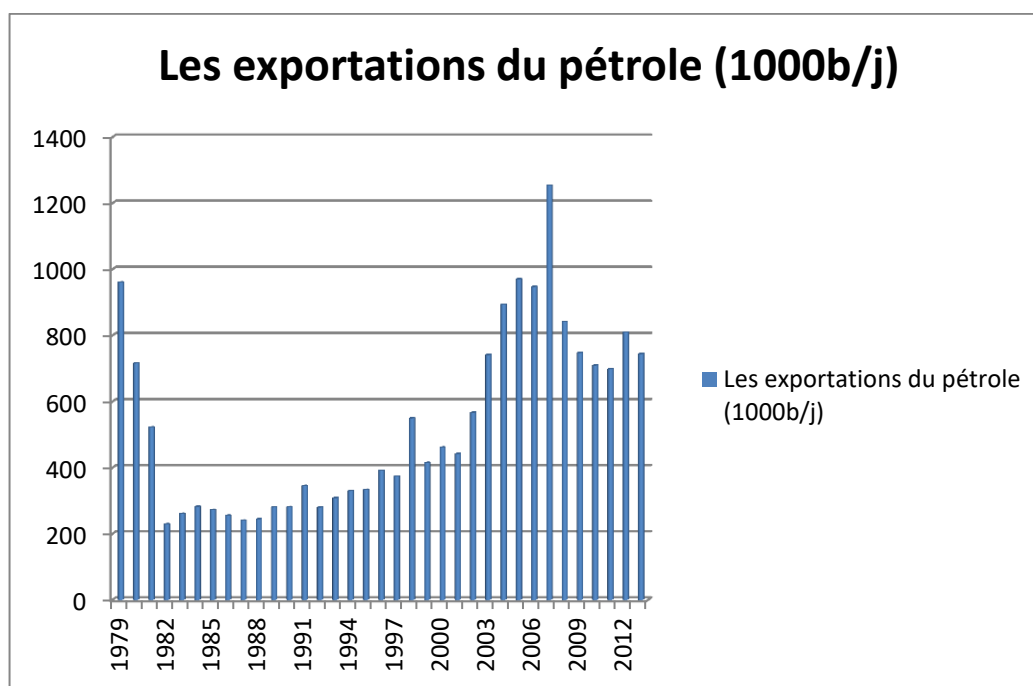
La production algérienne de pétrole est en évolution continue durant cette période d'étude, excepté les dates correspondant aux deux chocs pétroliers (1973/1979) où des mesures de réduction de la production avaient été prises par les pays de l'OPEP. En 2008, le volume de production de pétrole a atteint le niveau de 1,8 millions de barils/jour, cette augmentation est principalement due à la hausse de la demande mondiale en produits pétroliers. Si de nouvelles mesures de réduction de la production au sein de l'OPEP n'étaient pas mises en œuvre face à des conjonctures politico-économiques défavorables, la production de pétrole se maintiendrait à son niveau actuel et c'est au niveau du prix de pétrole que les variations seraient plus importantes.

<sup>4</sup>Rapport du FMI-Algérie, (2006), «Algérie:question choisie», N°.05/52, p.5

### 1.1.2. Les exportations du pétrole brut

L'économie algérienne est une économie basée essentiellement sur les exportations du pétrole, en effet le secteur pétrolier occupe une place primordiale dans la stratégie de développement économique. La figure ci-dessous représente l'évolution des exportations de pétrole de l'Algérie de 1979 à 2013.

Figure 08 : L'évolution des exportations du pétrole en Algérie (1979-2014)



Source : construite à partir des données d'OPEP annual statistical bulletin 1999, 2007, 2013, 2014.

A partir de cette figure, nous constatons une chute brutale suite au contre-choc pétrolier de 1986. A partir des années 1993 les exportations ont connues une augmentation mais avec un niveau faible, passant de 0,3 million b/j en 1990 à 0,5 en 2000 million b/j. depuis 2002 les exportations ont progressé jusqu'à atteindre 1,2 million b/j en 2007, ensuite à cause de contre choc 2009 les exportations ont retombé.

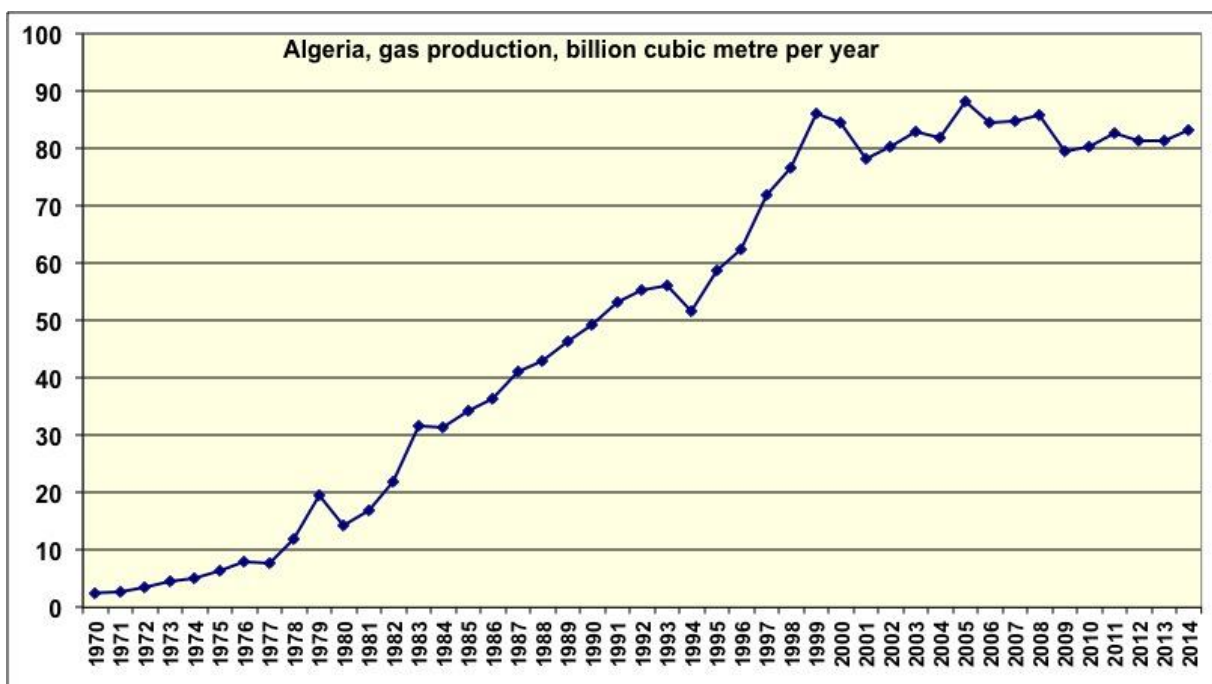
### 1.2. La production du gaz naturel en Algérie

En 1964, l'Algérie est devenue le premier producteur mondial de gaz naturel liquéfié (GNL) et la capacité de ses raffineries s'est accrue au cours des années 1970. La diversification des produits hydrocarbures s'est poursuivie lorsque les exportations de GNL

## Chapitre 03 : présentation du secteur des hydrocarbures en l'Algérie.

ont acquis une plus grande importance au milieu des années 1980. La production et l'exploitation du gaz ont plus que doublé au cours des années précédant grâce à l'expansion accrue de la capacité de liquéfaction des gaz et à l'extension et l'amélioration des canaux (pipe-lines) de distribution à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. La figure ci-dessous laisse apparaître l'évolution de la production, du gaz naturel en Algérie au cours de la période 1970-2014<sup>5</sup>.

**Figure N°09:** Evolution de la production de gaz naturel en Algérie durant la période 1970-2014 (en billion de pied cube).



Source: [http://WWW.manicore.com/documentation/pétrole/picJasse\\_gaZ.html](http://WWW.manicore.com/documentation/pétrole/picJasse_gaZ.html).

Depuis le début des années 80, la production de gaz naturel a pris une place de plus en plus importante dans la production totale d'énergie. L'Algérie se retrouve au 7ème rang mondial des pays producteurs de gaz naturel, ce qui lui confère une place particulière au sein de l'OPEP. Cela a poussé les représentants algériens au sein de cette organisation à développer avec la Russie et le Qatar l'idée d'une OPEP du Gaz, où le prix mondial de cette ressource ne serait plus indexé au prix du pétrole et où la régulation du marché du gaz serait totalement indépendante de celle du pétrole dans le but de mieux maîtriser son prix.

### 1.2.2. Les exportations gazières

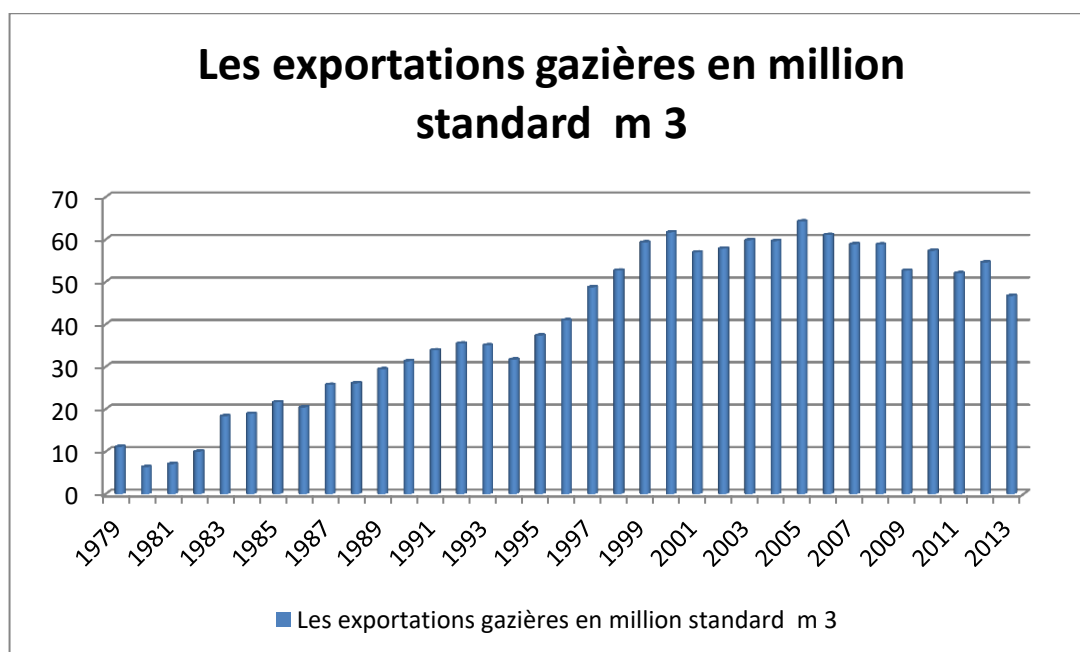
<sup>5</sup> HACHEMAOUI Muhammad, « La nouvelle loi algérienne sur les hydrocarbures : les enjeux d'une libéralisation », 2003, op.cit p. 04.



## Chapitre 03 : présentation du secteur des hydrocarbures en l'Algérie.

En 1964, l'Algérie est devenue le premier exportateur de gaz « GNL » dans le monde, les premières exportations ont été commercialisées vers l'Angleterre et la France, cette date représente l'entrée de l'Algérie dans le marché des grands exportateurs de gaz naturel. En effet grâce à sa position géographique, la qualité de son gaz, et le grand gisement découvert à HASSI R'MEL, l'Algérie enregistre un taux de 33% d'exportation de gaz naturel, 13% d'exportation de GNL, 30% d'exportation pétrolière, 5% d'exportation en condensat, 13% d'exportation des produits raffinés et 6% d'exportation de GPL, ce qui place l'Algérie en terme des exportation gazière première en Afrique et en cinquième place ans le monde.<sup>6</sup>

Figure N° 10: l'évolution des exportations de gaz naturel en Algérie (1979-2014)



Source : construite à partir des données d'OPEP annual statistical bulletin 1999, 2007, 2013, 2014.

A travers le graphe on constate que les exportations du gaz naturel ont progressé depuis les années 1980, cette progression s'accélère durant les années 1995, pour atteindre un record historique de 64,266 millions mètres cube en 2005. A partir de 2006, les exportations ont connu une chute brutale jusqu'à atteindre les 46,708 millions mètres cube en 2013.

### 2. Les facteurs explicatifs de la fluctuation du prix du pétrole depuis le début des années 2000.

<sup>6</sup> Ibid. P. 22

## Chapitre 03 : présentation du secteur des hydrocarbures en l'Algérie.

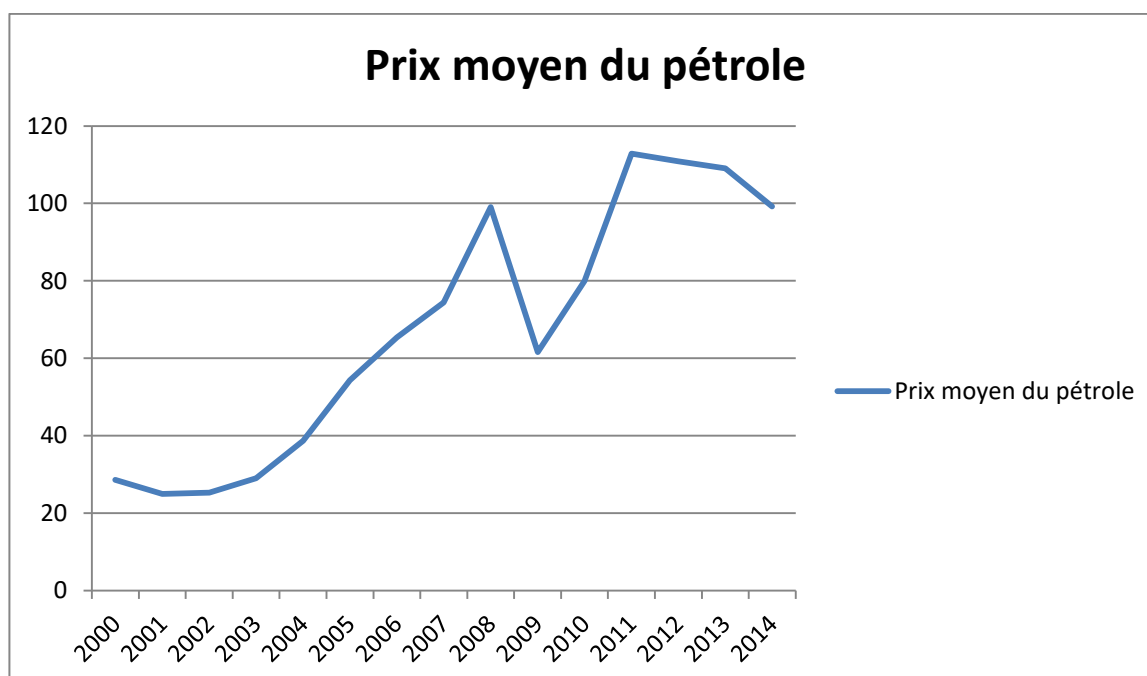
Le pétrole algérien est l'un des plus chers au monde, parce qu'il est léger, à moindre teneur en soufre, il est de ce fait apprécié des raffineurs. La variété de brut algérien est appelée Sahara Blend, selon sa qualité assez légère, il est coté comparativement au pétrole de référence « le Brent » négocié et coté sur le marché londonien. Son prix s'établit donc en fonction du marché de Londres et bénéficie en plus d'une prime de qualité qui varie selon l'offre et demande de bruts légers<sup>7</sup>.

Le tableau ci-dessous représente l'évolution du prix du baril de Brent algérien, en moyenne annuelle, sur la période 2000-2014 :

**Tableau n°02 : Évolution du prix du Sahara Blende sur la période 2000-2014**

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Prix moyen du pétrole	28.60	24.90	25.30	28.99	38.63	54.33	65.40	74.40
Année	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	-
Prix moyen du pétrole	99.06	61.60	79.91	112.87	110.74	109.08	99.17	-

Source : établi par nous-même à partir des données de la banque centrale.



<sup>7</sup>Zakia AKLI, nature du Fonds de Régulation des Recettes et son rôle dans le financement de l'économie de l'économie algérienne sur la période 2000-2014, année 2015, page 124.

## **Chapitre 03 : présentation du secteur des hydrocarbures en l'Algérie.**

---

Cette évolution des cours est concomitante à plusieurs facteurs qui tiennent aussi bien aux fondamentaux du marché pétrolier qu'au poids des incertitudes géopolitiques. Dans ce qui suit, nous allons analyser le comportement du prix du pétrole sur trois périodes 2000-2006, 2007-2009 et 2010-2013, une attention particulière sera ensuite accordée aux principales raisons qui sont à l'origine de la baisse du prix enregistrée depuis l'été 2014.

### **2.1. Sur la période 2000-2006**

La baisse de prix du pétrole au second semestre de l'année 1997, s'est amplifiée durant toute l'année 1998. Les prix n'ont aussi pas cessé de reculer durant le premier trimestre de 1999 repassant durant plusieurs jours de février 1999 sous le baril de 10 USD le baril, un niveau qu'ils n'avaient pas atteint l'été 1986<sup>8</sup>. Un renversement de tendance s'est opérée à partir du second trimestre 1999, à la suite des réductions décidées en mois de mars par les pays producteurs (OPEP, Oman, la Russie, le Mexique et la Norvège), les cours du pétrole ont enregistré un redressement spectaculaire, jusqu'à atteindre plus de 30 dollars américains/ baril un an plus tard.

Depuis l'année 2000, une embellie s'est nettement dessinée. Les cours sont remontés régulièrement. Cette évolution favorable s'explique principalement par l'accélération de la demande mondiale, avec notamment le maintien d'une expansion élevée en Europe et aux Etats-Unis et le retour de la croissance en Russie et dans les pays asiatiques.

A la suite des attentats du 11 septembre 2001, une légère hausse a eu lieu, mais très rapidement, du fait d'une baisse de la demande en fuel d'aviation et des perspectives de stagnation de la croissance économique qui prévalaient jusqu'alors, les cours ont à nouveau baissé.

L'OPEP a décidé de réduire sa production à partir de janvier 2002 à condition que les pays NOPEP contribuent également à cette réduction. Une année plus tard la guerre civile en Irak a débuté, débouchant sur une hausse des prix.

En 2004, les prix ont augmenté de manière très forte. Cette hausse s'explique essentiellement par la croissance de la demande indienne et chinoise, due à l'industrialisation de ces deux pays émergents asiatiques, à l'émergence de pays nouvellement industrialisés qui tendent à augmenter leur consommation d'énergie ainsi que par l'amélioration des conditions économiques dans certaines du monde.

---

<sup>8</sup> Banque de France, Rapport Zone France, 1999, page 26.

## **Chapitre 03 : présentation du secteur des hydrocarbures en l'Algérie.**

---

L'envolée des prix pétroliers s'est accentuée en 2005. Le prix du Brent a franchi de nouveaux records en raison fortes perturbations d'offre et des activités de forage et raffinage en lien avec les effets dévastateurs des ouragans dans le Golfe du Mexique (Katrina, Rita).

En 2006 des tensions au Proche-Orient ont été déclenchées (guerre Israël-Liban). Les prix ont été fortement influencés par les réactions spéculatives en relation avec ces perturbations potentielles au niveau de l'offre. À la même année, une fuite dans un oléoduc de BP a contraint la compagnie à arrêter la production du plus important gisement d'Alaska. De l'autre part, les incertitudes concernant l'avenir économique et politique de divers fournisseurs (Russie et le Venezuela) ont contribué à la hausse des prix.

### **2.2. Sur la période 2007-2009**

Cette période est caractérisée par les perturbations financières mondiales à la suite de la crise financière 2008 qui s'est accompagnée de très fortes fluctuations du prix de l'or noir sur le marché. La hausse des prix étalée sur plusieurs années s'est accentuée au premier semestre de l'année 2008 par la spéculation des hedgefund. Certains économistes pensent que l'origine de la crise fut l'impact de l'inflation d'un pétrole qui passe de 60 dollars à un seuil record sans précédent de 145 USD le baril en juillet 2008, en association avec la hausse des prix des produits de base (crise alimentaire mondiale). C'est ainsi que le premier semestre de l'année 2008 s'est caractérisé par la résurgence de l'inflation mondiale, sous l'effet du niveau historiquement élevé des prix des produits alimentaires et de l'énergie. La conjoncture allait changer au second semestre de la même année. La récession économique d'ampleur mondiale a conduit à une baisse de la demande du pétrole sur le marché, conduisant à une chute brutale des prix, passant d'un pic de 145 dollars le baril en juillet 2008 à un niveau bas de 35 dollars fin décembre 2008. Cette tendance baissière du prix du pétrole a suivi son cours en 2009, une année caractérisée par une croissance négative en matière d'activité économique dans le monde (crise financière 2008 et crise de la zone euro). Le Sahara Blend a atteint un prix moyen de 62,2 USD, soit une baisse de 37,82% par rapport au prix moyen enregistré en 2008.

### **2.3. Sur la période 2010-2014**

Cette période est marquée par un début de retour à la stabilité financière mondiale après la crise financière 2008. La demande énergétique mondiale a augmenté, tirée essentiellement par la demande des pays émergents. Or, comme l'offre ne suit pas ; du fait des

## **Chapitre 03 : présentation du secteur des hydrocarbures en l'Algérie.**

---

quotas de production dus aux prix bas et à la dépréciation du dollar des États-Unis par rapport à ses niveaux d'avant la crise ; les prix finissent par augmenter, soit une augmentation de 30° en 2010 par rapport à son niveau en 2009.

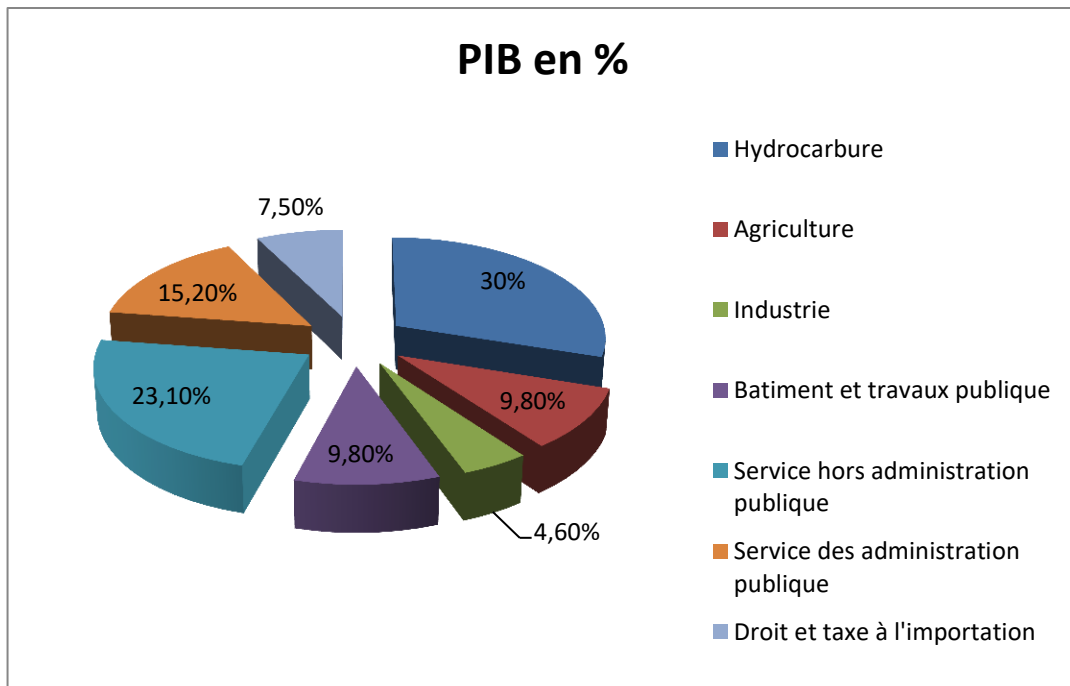
Cette reprise à la hausse s'est consolidée en 2011 avec les tensions géographiques qui ont éclaté d'abord l'Afrique du Nord puis le Moyen-Orient depuis la fin de l'année 2010. Ces troubles ont entraîné la suspension des opérations des compagnies pétrolières étrangères, entraînant l'interruption d'une partie de la production de ces pays.

Le printemps arabe prend de large de l'âge. Les révoltes ont marqué des pays situés en Afrique de Nord et au Moyen-Orient. Les tensions, troubles et conflits dans ces deux régions qui contrôlent, en plus de Irak, près des tiers des réserves prouvées du pétrole brut dans le monde, ne peuvent qu'avoir des conséquences directes sur l'évolution des cours pétroliers sur le marché, jusque-là, six pays ont été touchés : la Tunisie, l'Egypte, la Lybie, la Syrie, le Yémen et le Bahreïn, demain on ignore quels sont les futurs pays qui seront concernée et quel sera l'impact que cela peut avoir sur l'évolution des prix des hydrocarbures et du ralentissement qu'il peut provoquer dans les échanges internationaux.

### **2. La contribution des hydrocarbures au PIB**

La figure ci-dessous représente la contribution des différents secteurs d'activité économique à la croissance du PIB en Algérie, elle nous permet de détecter le degré de la dépendance de l'économie algérienne envers ces secteurs.

**Figure N°11:** la contribution des hydrocarbures au PIB en 2014



*Source : construite à partir des données de la banque d'Algérie, bulletin statistique trimestriel, N°29 mars 2016.*

La croissance algérienne reste toujours dépendante des performances du secteur des hydrocarbures et celle des services. Comme la montre le figure ci-dessus, le secteur des hydrocarbures contribue pour 30% à la croissance du PIB contre 23,1% pour les services. De ce fait, l'instabilité de ces deux secteurs notamment le secteur des hydrocarbures aura des conséquences directes sur le PIB en Algérie. En 2013 les hydrocarbures ont connu une baisse de 10,3% par rapport à 2012. Et les autres secteurs ont augmenté par rapport à l'année précédente.

### **Section 3. Le rôle du secteur des hydrocarbures dans l'économie algérienne**

Le secteur pétrolier algérien suscite un intérêt particulier depuis sa nationalisation le 24 février 1971, et ce pour son importante contribution à la croissance économique du pays, qui peut se traduire par les statuts suivants :

- La première source de devise représentée par les recettes d'exportations adoptées à l'enrichissement en fournitures industrielles ET des biens de consommations en plus de couvrir la dette extérieur.
- La plus importante source d'énergie dans le marché intérieur.
- Le revenu dominant pour le budget de l'État grâce à la fiscalité pétrolière.

L'Algérie est un producteur membre de l'OPEP et exportateurs de pétrole, elle a connue divers bouleversements sur ses recettes pétrolières, dû aux multiples changements qui

## Chapitre 03 : présentation du secteur des hydrocarbures en l'Algérie.

ont frappé le marché mondiale du pétrole. De ce fait, on va diviser l'évolution des revenus pétroliers algériens sur les étapes qu'a traversées le marché pétrolier mondiale.

### 3.1 Les revenus du pétrole de l'Algérie quand le prix du pétrole augmente

Cette étape a débuté en 1973, avec une flambé du prix du pétrole à 12 USD/baril après avoir été au niveau de 4 USD/baril, ce qui a causé un impact considérable dans l'évolution du revenu algérien du pétrole qui est arrivé à 3.239 milliards de dollars en 1974, après avoir été estimé à 977 millions de dollars l'année d'avant (Cf. tableau 05).

**Tableau N° 03 :** *Les revenus du pétrole algérien (1970-1980) (Unité : millions de USD)*

Année	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Les revenus	350	700	977	3239	3265	3699	4254	4254	4589	12500

*Source : Ministre de l'énergie et des mines (Algérie).*

À partir de ces données, nous constatons que lorsque l'État a récupéré le secteur des hydrocarbures en 1971, ses recettes pétrolières ont augmentées car elle avait le monopole sur sa production de pétrole. En 1973, l'année qui a coïncidé avec la guerre israélo-arabe et qui a conduit à une hausse des prix du pétrole, et par conséquent à une hausse de 23.6% des recettes pétrolières, qui n'a cessé d'augmenter jusqu'en 1979. En raison de la crise de cette année, le pétrole a atteint le prix de 18 dollars le baril. En conséquence, l'Algérie a vu ses revenus pétroliers augmenter de 63.7%, jusqu'à atteindre leur plus haut niveau à 12 500 millions de dollars en 1980.

### 3.2 Les revenus du pétrole algérien quand les prix du pétrole baissent

L'évolution des prix mondiaux du pétrole après 1982, démontre le commencement d'une période dominée par la chute des prix du pétrole d'année en année, un effondrement des prix aggravé par la crise de 1986, où les prix du pétrole ont baissé de 29 USD à 14 USD/baril. Une crise qui a projeté l'Algérie dans une phase d'endettement extérieur considérable (28 315 milliards de dinars en 1999)<sup>9</sup>, en raison des projets de développement en cours et des investissements énormes non couverts par les recettes pétrolières, étant donné l'impact de la crise sur les recettes de l'Algérie. L'État a publié une charte nationale au cours de la même année, qui visait à établir une nouvelle politique de développement, fondée sur la nécessité de rendre l'industrie le centre d'accumulation, sous la diminution des recettes en devises pour le pétrole et la hausse de la consommation nationale, ce qui a malheureusement abouti à une

<sup>9</sup> Ministre de l'énergie et des mines.

## Chapitre 03 : présentation du secteur des hydrocarbures en l'Algérie.

explosion sociale en 1988. Cet impact des prix du pétrole, dont la baisse s'est prolongée dans le temps dans un contexte de forte inflation, a été à l'origine d'une baisse progressive des revenus pétroliers, qui s'est prolongé jusqu'en 1994.

**Tableau N° 04:** Les revenus du pétrole algérien 1987-1985

Unité : milliards de dollars. (Courant)

Année	1981	1982	1983	1984	1985
Les revenus	10700	8500	9700	9700	9200

Source : *Ministre de l'énergie et des mines (Algérie)*

**Tableau N° 05 :** Les revenus du pétrole algérien (1992-1998)

Unité : milliards de dollars. (Courant)

Année	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Les revenus	7885	6902	6335	6938	9164	8800	5900

Source : *Ministre de l'énergie et des mines (Algérie)*

Au cours de cette année (1994), les recettes pétrolières ont chuté à 6.335 milliards de dollars ; une baisse due essentiellement à la diminution des prix du pétrole sur le marché mondiale, mais notamment à la détérioration de la valeur du dollar face aux autres devises. À partir de 1996, elles ont légèrement augmentées en raison du prix qui s'élevé à 21 USD après avoir été à 16 USD/baril en 1995, puis s'est effondré pour réduire les recettes pétrolières de 33% c'est-à-dire à 5 900 millions de dollars en 1998, la valeur la plus basse des années 90" ce qui a conduit à un endettement accru.

### 3.3. Les revenus du pétrole algérien dans le cadre du nouveau mouvement des prix du pétrole

Après l'année 1998, les prix du brut ont repris dans une nouvelle phase haussière sur le marché mondiale, jusqu'à porter la contribution des revenus pétroliers dans le budget de l'état au seuil des 59%<sup>10</sup>. Ainsi, les revenus ont continué à augmenter en raison de la hausse du volume des exportations, jusqu'à ce qu'ils atteignent 31,5 milliards de dollars en 2004. Ce mouvement d'augmentation des recettes pétrolières a entraîné une réduction de l'endettement extérieure, comme le démontre le tableau qui suit :

**Tableau N° 06 :** L'évolution de l'endettement extérieure en Algérie (2000-2012)

(Unité : Milliards US\$)

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Dettes	30	25	24.7	21.6	22.7	21.9	16.6	5	3.96	2.7	5.41	4.14	4.7

<sup>10</sup> Source ministre des finances.

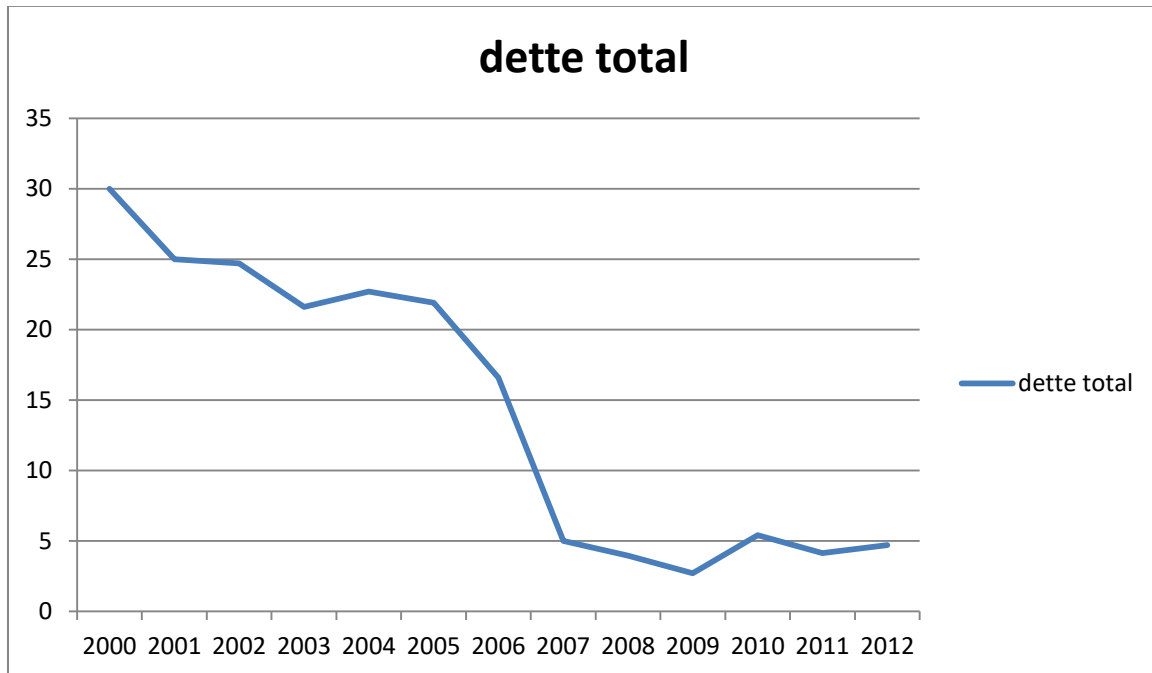


## Chapitre 03 : présentation du secteur des hydrocarbures en l'Algérie.

total													
-------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Source : les données sont publiées sur le site de statistique <http://www.indexmundi.com>.

**Graph N° 12** : L'évolution de la dette extérieure de l'Algérie (2000-2012).



Source : élaboré par nous-même à partir des données du tableau n°08

4 Source Ministère des finances.

Le tableau nous montre que la priorité de l'État durant les années 2000 est de réduire la charge de sa dette extérieure, qui est passée de 30 milliards de dollars en 2000 à 4.7 milliards de dinars en 2012. Cette réduction du poids de l'endettement international s'est faite par le biais de ses recettes pétrolières, résultant du volume colossal des exportations de pétrole réalisé grâce au prix élevé du pétrole sur le marché mondial à cette même période.

### Conclusion

L'Algérie est parmi les pays dont le sous-sol est regorgé de ressource naturelle, elle a pompé 15,8 milliards de barils pétrole depuis qu'elle a commencé l'exploitation commerciale de ce produit énergétique en 1956. L'Algérie, qui détient 1,5% des réserves mondiales, ambitionne de produire, à moyen terme, 1,7 million de barils par jour contre une capacité de 1,4 million de barils actuellement, Le secteur des hydrocarbures occupe une place prépondérante au sein de l'économie, représentant 98% des recettes. Durant la dernière décennie, les recettes des hydrocarbures ont permis de financer les différents programmes de relance économique et de réduire considérablement la dette extérieure du pays.

## **Chapitre 03 : présentation du secteur des hydrocarbures en l'Algérie.**

---

# Chapitre IV

## **CHAPITRE 4 : L'impact de fluctuation du prix de pétrole sur la politique budgétaire**

---

### **CHAPITRE 4 : L'impact de fluctuation du prix de pétrole sur la politique budgétaire**

Les revenus pétroliers en Algérie ne cessent d'augmenter notamment durant la décennie 2000, marquée par l'envolée des prix du pétrole. Cela permet, de doubler le niveau des revenus pétroliers notamment durant les périodes de chocs pétroliers tels que les chocs des années 1970 et le choc récent de 2008. Selon certains indicateurs, le niveau élevé et durable des prix du pétrole a permis au pays de restaurer ses équilibres macroéconomiques. En effet, depuis 1999, la balance des paiements et le budget de l'Etat sont excédentaires, les réserves officielles de devises ont augmenté et la dette extérieure a diminué.

Cependant, l'aisance financière cache une situation économique difficile qui reste caractérisée par : un très faible niveau de production et d'exportations hors hydrocarbures, Cette situation s'explique par la domination du secteur des hydrocarbures (pétrole et gaz) sur l'économie et la faiblesse des secteurs hors hydrocarbures.

L'objectif de ce chapitre est de montrer, à travers la conduite de la politique budgétaire en Algérie, l'impact de fluctuation du prix du pétrole sur certains indicateurs économiques, durant la période allant de 2000 à 2014.

#### **Section 1 :L'impact des fluctuations du prix du pétrole sur le budget de l'État**

Une grande part des recettes budgétaires de l'Etat algérien (plus de 60%) provient de la fiscalité pétrolière. La sensibilité des recettes budgétaires aux fluctuations du prix du pétrole est plus importante que celle des dépenses budgétaires. Ceci tient au fait que les fluctuations du prix du pétrole ont un effet immédiat sur les recettes publiques.

A partir de 1999, la hausse du prix du pétrole a libéré l'Etat de la contrainte des ressources et de celle des programmes d'ajustement. L'envolée du prix du pétrole, notamment durant la décennie 2000, a considérablement accru les revenus de l'Etat, ce qui a permis d'améliorer la situation des finances publiques.

##### **1. Le budget de l'Etat**

« Le budget de l'Etat peut être défini comme l'ensemble des documents, votés par le parlement, qui prévoient et autorisent les ressources et les charges de l'Etat pour chaque

## **CHAPITRE 4 : L'impact de fluctuation du prix de pétrole sur la politique budgétaire**

---

année. C'est donc un acte de prévision et d'autorisation annuelle de perception des impôts et de dépenses des deniers publics »<sup>1</sup>.

« Le budget de l'Etat est un document prévisionnel à un caractère financier et comptable qui détermine le montant des dépenses et recettes budgétaires de l'Etat pour l'année à venir »<sup>2</sup>.

Il peut être considéré comme l'un des comptes de la loi de finances. Autrement dit le budget de l'Etat est un tableau et la loi de finances est son expression juridique. La loi de finances constitue le cadre dans lequel sont inscrites les autorisations budgétaires qui déterminent la nature, le montant et l'affectation des charges et ressources de l'Etat.

### **1.1. L'évolution de la politique économique en Algérie avant 2000**

La crise de 1985-1986 a aggravé le chômage, l'inflation et des pénuries de toutes sortes. Ceci a mis à l'ordre du jour la réforme du système économique et la transformation de l'outil de production recourant aux mécanismes de l'économie de marché sous la supervision du Fonds Monétaire International (FMI). En effet, suite à la réduction de l'ordre de 40% de ses recettes d'exportation durant presque toute la deuxième moitié des années 80, l'Algérie fortement endettée se trouve en 1993 pour la première fois, depuis son indépendance, en cessation de paiement. Face à cette situation, le gouvernement a été contraint de lancer les discussions avec le FMI qui ont abouti à la signature de trois accords de confirmation appelé «Stand-by »<sup>3</sup>

Un premier accord de rééchelonnement de la dette extérieure sur une période d'une année 1994-1995, fût accompagné d'un programme de stabilisation dans le cadre des accords avec le FMI. Au cours de cette période, il était question d'adopter des réformes économiques sur le plan macroéconomique. Cependant, le premier rééchelonnement de la dette extérieure n'a pas pu être mené à termes, ce qui a aggravé la crise de la dette extérieure. Un deuxième accord de rééchelonnement de la dette extérieure sur une période de trois années (1995-1998) fût accompagné d'un programme d'ajustement structurel (PAS) dans le cadre des accords avec le FMI. Ces programmes visaient à corriger les déséquilibres budgétaires grâce à des

---

<sup>1</sup> ALAIN BEITONES. A., Dollo, C., CAZORLA.A. et DRAI.A.M, (2004), « Dictionnaire des sciences économiques », Armand Collin, Paris, p269.

<sup>2</sup>BENASSY-QUERIE. A., JACQY.B.J., PESANI-FERRY.J. (2004), « Politique économique », 1ière édition, De Boeck université, p234.

<sup>3</sup> Rapport de la banque d'Algérie 2009.

## **CHAPITRE 4 : L'impact de fluctuation du prix de pétrole sur la politique budgétaire**

---

mesures monétaires et fiscales prudentes, au rééchelonnement de la dette extérieure et l'instauration des réformes structurelles, à la privatisation des entreprises publiques et des banques. Au nombre de ces réformes figuraient la libéralisation du commerce, une dévaluation en deux étapes du Dinar algérien (70% au total)<sup>4</sup>.

La période (1998-2000) était consacrée à rétablir la stabilité conjoncturelle sur tous les plans (socio-économique, politique, etc.) ainsi que le rétablissement de l'équilibre macroéconomique qui devait passer par le rétablissement de l'équilibre de la balance des paiements. À partir de l'année 1998, l'Algérie a atteint une stabilisation macro-économique visée par les mesures du programme d'ajustement structurel (PAS). Durant ces cinq dernières années, elle a entamé des réformes économiques pour l'établissement de l'économie de marché, ceci s'est traduit par une diminution importante de l'inflation d'environ 5% en 1998 et d'une nette amélioration des finances publiques.

### **1.2. Les éléments du budget en Algérie**

Le budget de l'Etat contient essentiellement les différentes origines des ressources et affectations des dépenses de l'Etat.

#### **1.2.1. Les ressources**

Les ressources sont aussi nécessaires pour assurer l'équilibre économique et financier du budget, où il a été défini par les pouvoirs publics.

On peut définir les recettes publiques comme les principales ressources de secteur public qui comprennent les prélèvements obligatoires notamment la fiscalité directe et indirecte et aussi les contributions de sécurité sociale et des ressources non fiscales: les recettes commerciales des administrations, produit de cessions d'actifs public. Ces ressources peuvent être divisées en deux grandes catégories : les ressources brutes et les ressources nettes ;

\* Les ressources brutes : dont on peut citer

#### **✓ Les recettes fiscales**

Soient ordinaires ou pétrolières ; celles-ci sont caractérisées en premier lieu par les moyens juridiques utilisés par l'Etat pour les procurer. Il s'agit essentiellement des

---

<sup>4</sup>Rapport de la banque d'Algérie 2000.

## CHAPITRE 4 : L'impact de fluctuation du prix de pétrole sur la politique budgétaire

principaux impôts directs (sur le revenu et sur les sociétés), les principaux impôts indirects, représentés par la TVA qui est la ressource principale de l'Etat, et la taxe intérieure sur les produits pétroliers, et les autres contributions (impôt de solidarité sur la fortune, taxe sur les salaires...).

### ✓ Les recettes fiscales pétrolières

La fiscalité pétrolière algérienne concerne la société nationale SONATRACH ainsi que les entreprises qui lui sont associées dans les activités de recherche et d'exploitation des hydrocarbures. Elles sont composées de deux types de prélèvements : la redevance et les impôts sur les résultats.

### ✓ Les recettes non fiscales

Présentées par les retenues et cotisations sociales, de dividendes perçus par l'Etat au titre de ses participations dans des entreprises publiques.

Le tableau ci-dessus présent les recettes budgétaires de l'État.

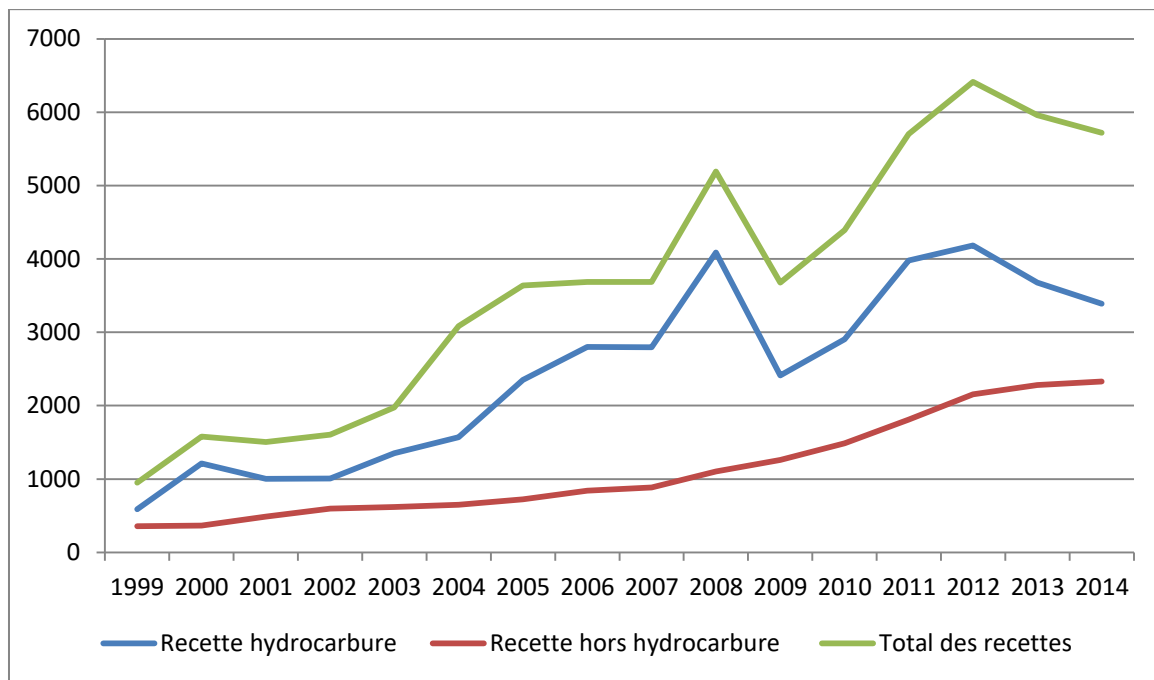
**Tableau n°07** : L'évolution des recettes budgétaire de L'État 1999-2014(En milliards de dinars)

Année	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Recette hydrocarbure	588,3	1213,2	1001,4	1007,9	1350,0	1570,7	2352,7	2799,0
Recette hors hydrocarbure	358,3	364,9	488 ,5	595,1	616,6	649,0	724,1	840,5
Total des recettes	950,5	1578,1	1505,5	1603,3	1974,7	3082,6	3639,8	3687,8
Année	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Recette hydrocarbure	2796,8	4088,6	2412,7	2905,0	3979,7	4184,3	3678,1	3388,3
Recette hors hydrocarbure	883,0	1101,5	1259,4	1487,8	1810,4	2155,0	2279,4	2330,6
Total des recettes	3687,8	5190,5	3676,0	4392,9	5703,4	6411,3	5957,5	5719,0

**Source** : établi par nous-même à partir des données de banque d'Algérie

## CHAPITRE 4 : L'impact de fluctuation du prix de pétrole sur la politique budgétaire

**Figure N°14:** L'évolution des recettes budgétaire de L'État 1999-2014(En milliards de dinars)



**Source :** établi par nous-même à partir des données de banque d'Algérie

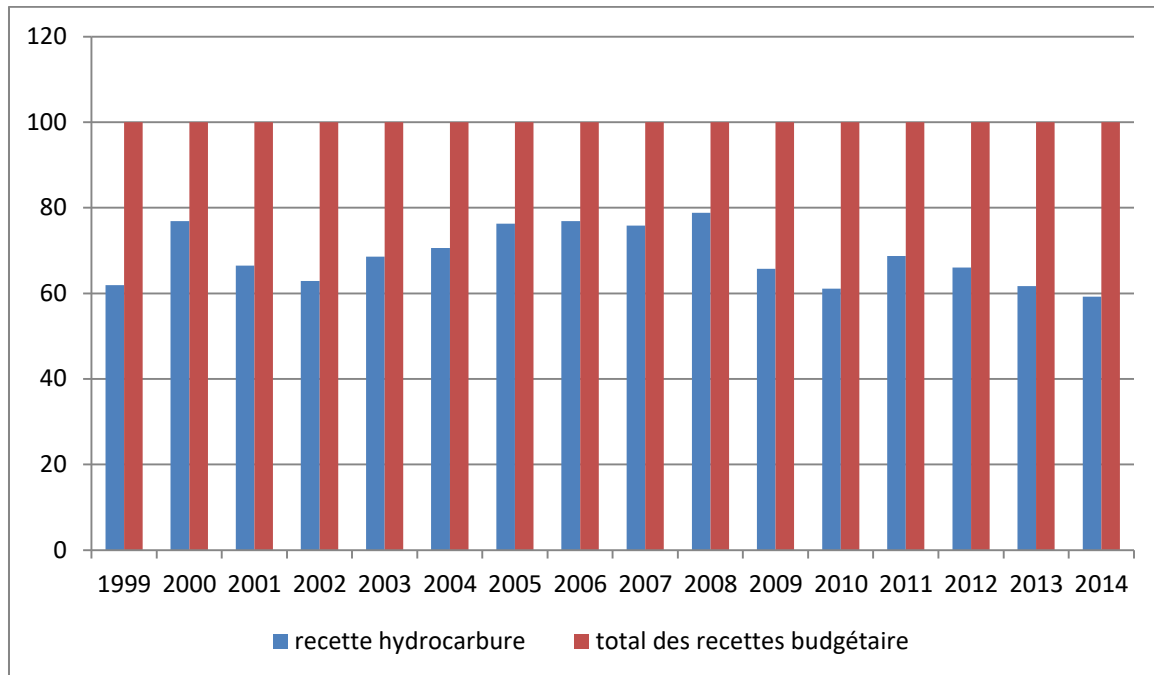
On constate que les recettes budgétaires de l'Algérie ont plus que quadruplé pendant la période de 1999 à 2012, passant de 950,3 DA en 1999 à 6411,3 milliards de DA en 2012. Mais cette croissance est essentiellement le résultat de l'évolution favorable des recettes des hydrocarbures due à la hausse continue des prix de l'énergie sur le marché. La baisse enregistrée pendant la période de 2013 et 2014, passant de 5957,5 à 5719,0 DA, est due également aux prix de pétrole. La figure ci-dessus de monter clairement que les variations des recettes des hydrocarbures sont à chaque fois de l'origine de l'évolution des recettes fiscale totale. Cela est d'autant plus voir que les recettes hors hydrocarbures ont observé une évolution constante durant tout la période étudiée. La croissance des recettes hors hydrocarbure demeure relativement faible mais constante.

A partir des données du tableau, on peut calculer le pourcentage que représentent les recettes des hydrocarbures du total des recettes de l'État tout au long de cette période.



## CHAPITRE 4 : L'impact de fluctuation du prix de pétrole sur la politique budgétaire

**Figure N°15:** La part des recettes hydrocarbure dans le total des recettes budgétaires



**Source :** établi par nous-même à partir des données de banque d'Algérie

L'économie algérienne est basée sur l'exportation des hydrocarbures (pays mono exportateur), les recettes d'exportation des hydrocarbures dépassent 60% du PIB et représentent plus de 97% des exportations globales. L'évolution des recettes d'exportations des hydrocarbures correspond à l'évolution de la production ainsi qu'à l'évolution du prix du pétrole. Cette situation est préoccupante, puisque le marché pétrolier est une donnée exogène et sur lequel l'Algérie ne détient pas une position privilégiée lui permettant d'agir sur l'évolution du prix du pétrole.

### 1.2.2. Les dépenses publiques

Les dépenses publiques sont des dépenses qui figurent dans le budget de l'Etat, voté chaque année par le parlement. Il s'agit des dépenses budgétaires, qui correspondent aux dépenses effectuées par l'Etat, par les collectivités territoriales (communes, département et région) et par les organismes de sécurité sociale.

#### A. Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement représentent de plus en plus un budget de rémunération que les pouvoirs publics maîtrisent difficilement. Mais qui a tout de même une conséquence positive tant que l'Etat et les collectivités locales versent des salaires pour les salariés. Qui font augmenter leur pouvoir d'achat et avancer l'économie du pays.

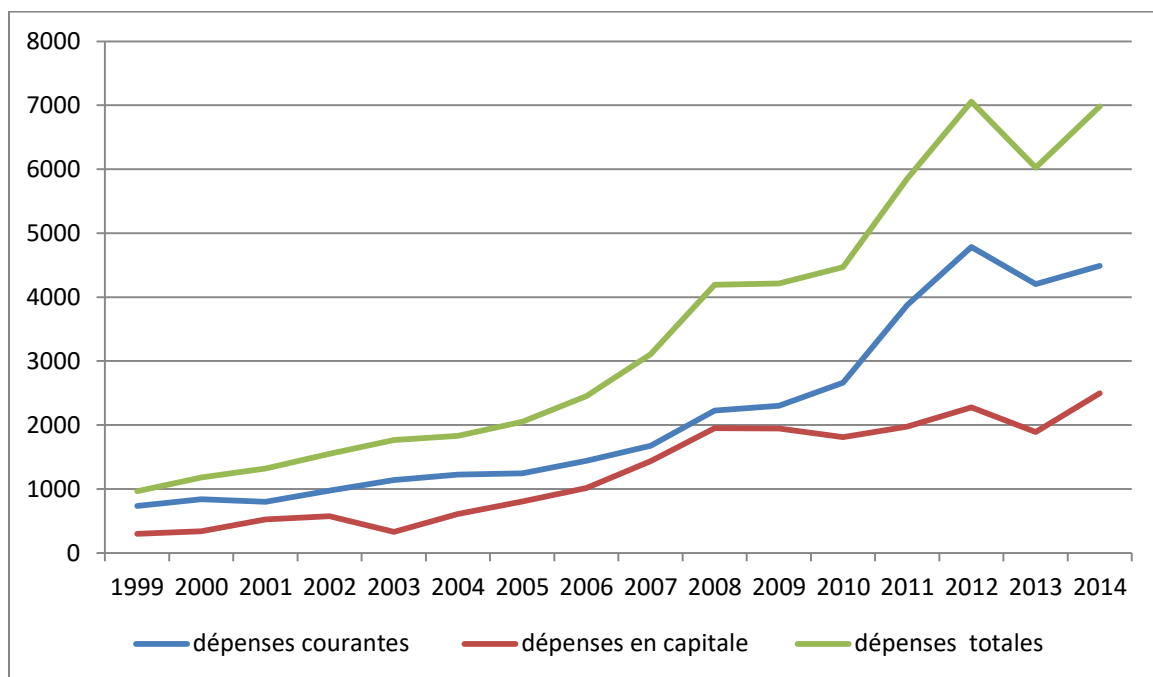
## CHAPITRE 4 : L'impact de fluctuation du prix de pétrole sur la politique budgétaire

Les dépenses de fonctionnement sont effectuées soit dans les dépenses de personnel, qui sont des dépenses liées au personnel en activité ou à la retraite de la fonction publique, soit dans les dépenses de petit matériel qui sont des dépenses de fonctionnement courant dans l'administration.

### B. Dépenses d'investissements

Les dépenses d'investissements sont des dépenses créatrices des biens durables. Elles augmentent le patrimoine des collectivités publiques et créent une richesse nouvelle, comme elles peuvent aussi favoriser l'activité économique générale. Elles sont effectuées dans plusieurs domaines, à titre d'exemple nous trouvons des dépenses civiles (comme les infrastructures) et des dépenses militaires (exigences de la sécurité nationale).

**Figure N°16 :** Évolutions de dépenses budgétaires (1999-2014)



**Source :** Etablir par nous-mêmes à partir des données de la banque centrale

Les dépenses budgétaires totales ont progressé au cours de la période 1999 à 2014, et atteint 6980,2 milliards en 2014 contre 961,7 milliards dinars en 1999, Sur la même période, les dépenses courantes ont augmenté de 774,7 milliards dinars à 4489,3 milliards dinars.

Cette tendance témoigne de l'effort budgétaire consenti pour la relance d'activité économique à travers l'impulsion budgétaire apportée par les divers programmes de dépenses publique (programme de soutien à la relance économique de 2001 à 2004, programme de

## CHAPITRE 4 : L'impact de fluctuation du prix de pétrole sur la politique budgétaire

développement agricole, programme de reconstruction des infrastructures détruites par le séisme de 2003, programme complémentaire de soutien à la croissance 2005-2009, programme spécial complémentaire de développement des wilayas du sud, etc.).

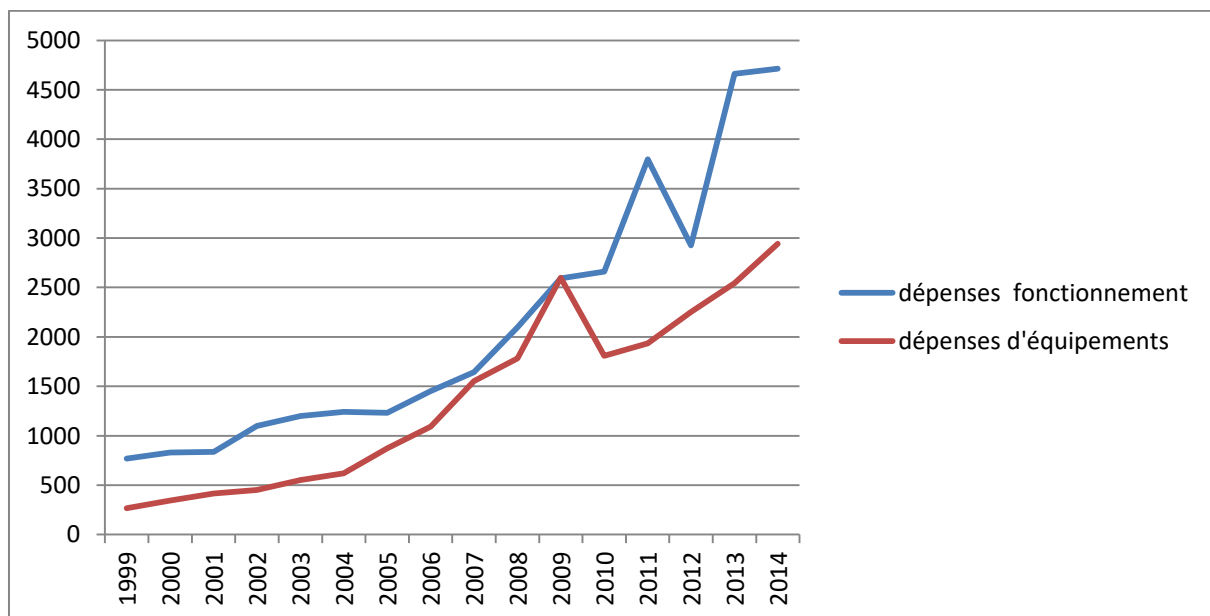
**Tableau N° 08 :** Évolution de dépenses budgétaire selon leur nature (1999-2014)<sup>5</sup>

(En milliers DA)

Année	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Dépenses fonctionnement	768,5	830	836	1097,7	1199,4	1241,2	1232,6	1451,9
Dépenses d'équipement	265,5	346	415	452,9	553,6	618,8	872,5	1091,3
Total	1034	1176	1251	1550,6	1753	1860	2105,1	2543,2
Année	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Dépenses fonctionnement	1642,7	2096,7	2593,7	2659,1	3797,3	4925,1	4332,6	4714,5
Dépenses d'équipement	1552,1	1782,1	2597,7	1807,9	1934,2	2251,3	2544,2	2941,7
Total	3194,8	3878,8	5191,4	4467	5731,5	7176,4	6876,8	7656,2

**Source :** Etabli par nous-mêmes à partir des données de la DGT.

**Figure N°17 :** Évolution de dépenses budgétaire selon leur nature (1999-2014)



**Source :** Etabli par nous-mêmes à partir des données de la DGT.

<sup>5</sup> Le total des dépenses ne pas compter la résultat qui sont négligeable par rapport au total. Ce qui explique le décollage des dépenses avec le tableau n° 09 de la page 76.

## **CHAPITRE 4 : L'impact de fluctuation du prix de pétrole sur la politique budgétaire**

---

A partir de l'année 2000, les dépenses publiques concernant le budget de fonctionnement ont enregistré une augmentation de l'ordre de 73,4%, qui été de 830 milliers de dinar des dépenses totale alors que celle d'équipement étaient de l'ordre de seulement de 26,6%, qui été de 265.5 milliers de dinar des dépenses totale.

La période allant de 2001-2005, a été caractérisée par une importante hausse des dépenses budgétaires. Elles ont progressé de 43% pour s'élever à 2105,1 milliers de dinars en 2005 contre 1251 milliers de dinars en 2001. Sur la même période, les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 18,8%.

Les dépenses de fonctionnements ont enregistré en 2008 un important montant de l'ordre de 2096,7 milliers de dinar, soit une augmentation de 39,4% par rapport à 2007. Cette augmentation est justifiée par les différentes charges de l'Etat.

Par ailleurs, les dépenses d'équipement ont enregistré une amélioration significative surtout à partir de 2005. Sa part dans les recettes totales a atteint 48,6% en 2007. Cet accroissement est expliqué par les différentes actions prises par les pouvoirs publics en matière du développement économique et social qui est inscrit dans les différents programmes de relance économique (PSRE, PCSC).

### **2. Le solde budgétaire**

Le solde budgétaire (recettes-dépenses) est considéré comme un bilan de la politique budgétaire menée pendant l'année. On parle de déficit budgétaire lorsque les dépenses son supérieure aux recettes, et on parle de l'excédent lorsque les dépenses sont inférieures aux recettes.

Autrement dit, le solde budgétaire est la différence entre les recettes et les dépenses de l'Etat. Une période de croissance aura un effet positif sur le solde budgétaire alors qu'une période de récession aura effet négatif.

#### **2.1. Solde budgétaire déficitaire**

En période de récession, le budget sera dans la quasi-totalité des cas déficitaire. En effet, l'Etat va chercher à stimuler l'activité économique par les dépenses publiques afin de relancer la croissance.

## CHAPITRE 4 : L'impact de fluctuation du prix de pétrole sur la politique budgétaire

### 2.2. Solde budgétaire excédentaire

En période de croissance, la discipline budgétaire permet de réduire le déficit public. En effet, durant cette période, les recettes augmentent et les dépenses baissent du fait que l'activité économique est déjà dans un cercle vertueux.

**Tableau N° 09 : Le solde budgétaire (1999 à 2014 en milliards)**

(En milliards DA)

Année	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Total des recettes	972,7	1190,7	1234	1576,6	1517,6	1528	1629,7	1835,4
Les dépenses budgétaires	1034	1178,1	1321	1550,6	1766,2	1831,8	2052	2453
Solde budgétaire	-61,31	14.66	-17	26	-235	-392	-322	-707
Solde budgétaire en %	-0,35	+0,35	-0,38	0,57	-4,46	-6,41	-4,25	-8,30
Année	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Les recettes budgétaires	1949	2822,8	2786,6	3074,6	3403,1	3804	3878,7	2850,7
Les dépenses budgétaires	3108,5	4191	4214,3	4466,9	5853,6	7058,1	6024,2	3529,7
Solde budgétaire globale	-1281,9	-1452,3	-2404,9	-1496,5	-2395,4	-3246,2	-2310,4	-679
Solde budgétaire en %	-13,62	-13,15	-23,72	-12,47	-16,41	-20,02	-13,88	-3,94

**Source :** établi par nous-mêmes à partir des données de DGT.

Les évolutions des dépenses budgétaires ont fait passer le solde budgétaire de 61 milliards de DA en 1999, à un excédent de 14,6 milliards de DA en 2000 environ de -0.35%. Mais en 2003, compte tenu de la baisse des recettes budgétaires de 3,2 % et de la progression des dépenses budgétaires de 12,3 %, le déficit budgétaire a atteint 235 milliards de DA, soit - 4,46 % du PIB.

L'examen des finances publiques laisse apparaître un déficit budgétaire en 2004 de 392 milliards de DA, soit un ratio de -6,41% par rapport au PIB, dont la somme courante intègre une valeur ajoutée des hydrocarbures calculée sur la base des prix effectivement réalisés (38,6 \$/bl). Le budget a dégagé au titre de l'année 2005 un excédent de 13%, si l'on tient compte de l'ensemble des recettes. Mais c'est un déficit de -4.25% si l'on ne tient

## **CHAPITRE 4 : L'impact de fluctuation du prix de pétrole sur la politique budgétaire**

---

compte que des seules recettes budgétisées sur la base d'un prix de référence de 19 dollars le baril.

La poussée budgétaire en 2006 à 2012, au plan de la dépense publique, face à une stabilité de la ressource budgétaire s'est traduite par un déficit budgétaire de 707 milliards DA à 2346,2 milliards DA. Le budget de l'Etat demeurera très sollicité au double plan du fonctionnement et des investissements publics, induisant des équilibres budgétaires tendus, nécessitant impérativement le recours aux Fonds de Régulation des Recettes pour le financement.

EN 2014, le budget de l'Etat a dégagé un déficit de 679 milliards de DA, avec la baisse des dépenses budgétaires par rapport aux années précédentes, qui passant de 7058,1 milliards DA en 2012 à 3529,7 milliards DA en 2014.

On peut financer ce déficit budgétaire par trois instruments qui sont:

Par l'impôt en augmentant la taxe sur le chiffre d'affaire des entreprises ainsi la fiscalité procurée par les recettes des hydrocarbures. .

On peut le financer aussi par la création monétaire, auxquelles l'Algérie n'a pas fait recours à la création monétaire sans contrepartie, au cours de la période étudiée (1999-2014) pour financer ses dépenses publiques (dépenses de fonctionnement, dépenses d'équipements et dépenses des transferts publics).

### **3. Les Fonds de Régulations des Recettes (FRR)**

#### **3.1. Définitions des FRR**

Le Fonds de Régulation des Recettes de l'Algérie est un fonds domestique de stabilisation, hors budget, appartenant au Trésor Public, alimenté par la plus-value sur fiscalité pétrolière, exprimée en monnaie locale, logé à la Banque d'Algérie et gouverné par le Ministère des finances. Ce fonds garantit l'évolution certaine de dépenses publiques contre des prévisions incertaines du niveau des recettes de l'Etat qui dépendent d'un prix de pétrole très versatile sur le marché, dans le but de retrouver l'effet de stabilisation de l'économie nationale étant une économie de rente pétrolière»<sup>6</sup>.

---

<sup>6</sup> Le Fonds de Régularisation des Recettes est un sous-compte en dinars à faible taux d'intérêt de l'administration centrale auprès de la banque centrale.

## CHAPITRE 4 : L'impact de fluctuation du prix de pétrole sur la politique budgétaire

Le Fonds de Régulation est donc un instrument complémentaire d'utilisation des réserves de change algériennes qui ne saurait être qualifiée de fonds souverain. Il a pour objectif de protéger l'économie nationale des chocs économiques et financiers à la fois exogènes (versatilité du marché mondial de l'énergie) et endogènes (baisse de la production nationale du pétrole et l'évolution irrésistible des dépenses publiques) sur le moyen terme.

**Tableau N° 10 :** Le rapport entre l'évolution des prix du pétrole et les versements annuels faits dans le FRR sur la période 1999-2014

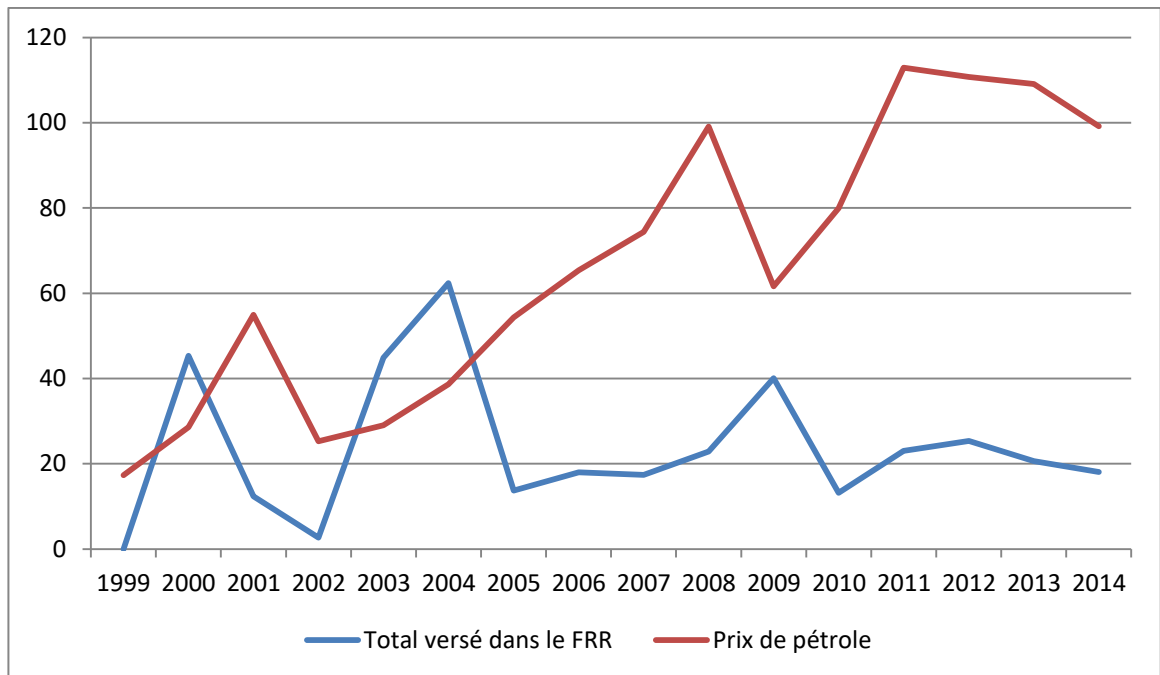
(En milliards de DA)

Année	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Total versé dans le FRR	0	453,2	123,8	26,50	448,9	623,4	1368,8	1798
Prix de pétrole(\$)	17,28	28,60	24,90	25,30	28,99	38,63	54,33	65,40
Année	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Total versé dans le FRR	1738,8	2288,1	400 ,6	1318,3	2300,3	2535,3	2062,2	1810,6
Prix de pétrole	74,40	99,06	61,6	79,91	112,87	110,74	109,08	99,17

**Source :** Zakia AKLI, nature du Fonds de Régulation des Recettes et son rôle dans le financement de l'économie de l'économie algérienne sur la période 2000-2014, année 2015.

## CHAPITRE 4 : L'impact de fluctuation du prix de pétrole sur la politique budgétaire

**Figure N° 18 :** Le rapport entre l'évolution des prix du pétrole et les versements annuels faits dans le FRR sur la période 1999-2014



**Sources :** établi par nous-mêmes à partir des données DGT

Dans le tableau n°08, nous constatons que les recettes annuelles versées dans le Fonds de Régulation vont de pair avec l'évolution du prix du pétrole sur le marché. Toute évolution favorable à la hausse des prix se traduit par une augmentation des recettes versées dans le fonds, et toute chute de prix se conjugue par une plus forte baisse des versements faits sur le compte du FRR. On constate également une relation inverse entre le prix de pétrole et le versement par le FRR, ce titre du rééquilibrage de la politique budgétaire.

### 3.2. Contribution des FRR au financement des déficits budgétaires depuis 2006

Avant 2006, les déficits du Trésor Public étaient financés principalement par trois lignes de financement : le financement bancaire, non bancaire, et le financement extérieur. En 2006, dans le projet de Loi de finances complémentaire<sup>7</sup>, vient s'ajouter une quatrième ligne de financement, c'est le Fonds de Régulation des Recettes.

Depuis, les prélèvements sur le fonds faits dans le but de combler les déficits budgétaires se sont poursuivis avec une cadence accélérée notamment sur les quatre dernières années.

<sup>7</sup> Le recours au financement du déficit du Trésor à partir des disponibilités du FRR a été autorisé par l'article 25 de la Loi de finances complémentaire pour l'année 2006.



## CHAPITRE 4 : L'impact de fluctuation du prix de pétrole sur la politique budgétaire

Le tableau ci-dessous illustre ce contexte:

**Tableau N°11** : Contribution du FRR au financement des déficits budgétaires

(En milliards de DA)

Année	Déficit budgétaire	Contribution du FRR à la couverture du déficit budgétaire	Contribution du FRR dans la couverture des déficits du trésor en %
2006	611,1	91,530	14,97%
2007	1159,5	531,952	45,87%
2008	1288,7	758,180	58,83%
2009	910,0	364,282	37,51%
2010	1392,4	791,937	56,88%
2011	2363,8	1761,455	74,52%
2012	3254,2	2283,260	70,16%
2013	2128,8	2132,472	100,17%
2014	3071,9	2965,672	96,54%

**Source** : Zakia AKLI, nature du Fonds de Régulation des Recettes et son rôle dans le financement de l'économie de l'économie algérienne sur la période 2000-2014, année 2015.

La part du déficit budgétaire, qui fait l'objet d'un refinancement annuel par prélèvement sur les ressources du Fonds de Régulation, est devenue régulière et de plus en plus considérable. Comme première contribution dans la couverture des déficits du Trésor en 2006, le fonds est intervenu avec un montant de 91,5 milliards de DA, en 2014 le montant prélevé sur les avoirs du fonds avoisine les 2 965,7 milliards de DA, soit 33 fois plus le premier montant prélevé.

On peut conclure que ce n'est qu'à travers les interventions devenues régulières et de plus en plus importantes du FRR dans la couverture des déficits budgétaires que se maintient, somme toute, l'équilibre et la viabilité économiques des finances publiques algériennes. Les disponibilités de ce fonds représentent une assise financière considérable qui permettra d'assurer une exécution sereine des programmes quinquennaux d'investissement public dans des conditions soutenables, et ce par la couverture des futurs déficits budgétaires qui peuvent en résulter sur le moyen terme (trois exercices successifs selon le ministère des finances).

Cela dit que la sécurisation des dépenses est assurée sur le moyen terme grâce au Fonds de Régulation des Recettes.

## **CHAPITRE 4 : L'impact de fluctuation du prix de pétrole sur la politique budgétaire**

---

### **Section 2 : L'impact des fluctuations du prix du pétrole sur la balance des paiements et le PIB.**

Les dernières décennies, la situation de la balance des paiements algérienne est très encourageante avec des soldes commerciaux positifs. Cette situation s'explique par la hausse des prix du pétrole. On étudiera dans ce qui suit, les déséquilibres de la balance des paiements algérienne à partir des déterminants de la balance commerciale, de la balance des opérations de capital.

#### **1. L'impact des fluctuations prix du pétrole sur la balance commerciale**

La balance commerciale est un élément de comptabilité nationale qui permet de répertorier les exportations et les importations de biens et de services. Elle offre ainsi une comparaison entre les exportations et des importations.

Pour calculer le solde de balance commerciale, il est procédé à l'évaluation de la valeur des exportations et des importations de biens et de services dans un pays donné à partir des valeurs douanières, lorsque la valeur des exportations est excédentaire par rapport à celle des importations, on parle d'excédent commercial. Et lorsque la valeur des exportations est inférieure à celle des importations, on parle de déficit commercial.

#### **1.1. La structure des exportations**

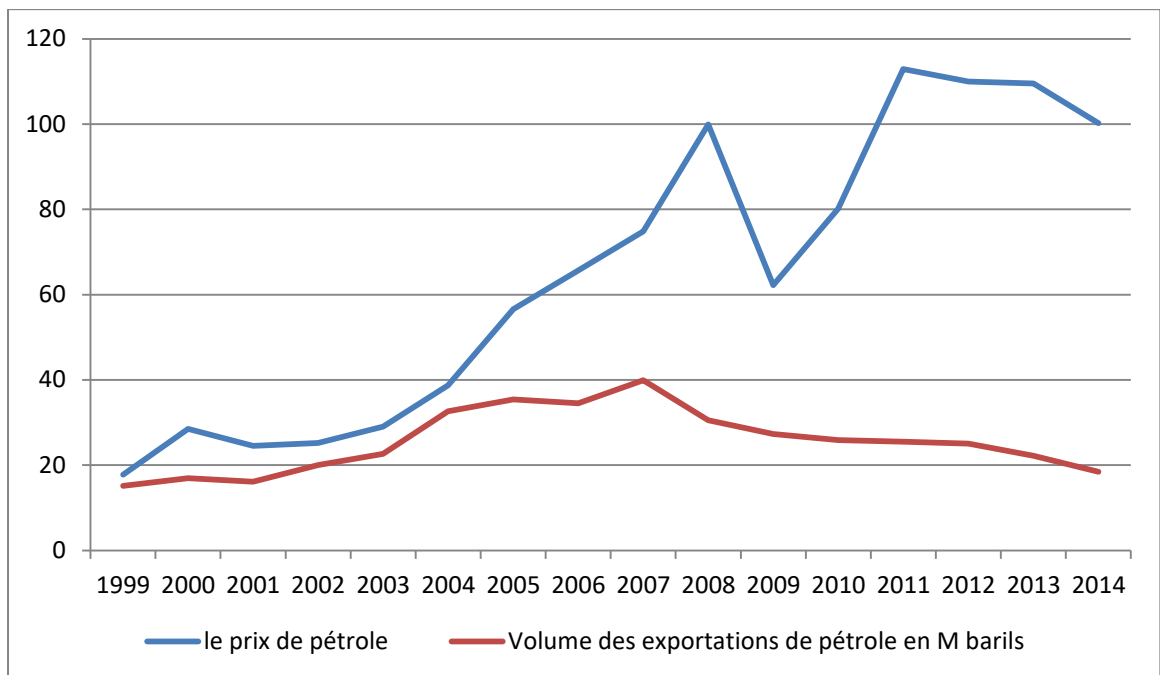
La vulnérabilité des indicateurs externes est également considérable. Les exportations algériennes sont parmi les moins diversifiées des pays exportateurs du pétrole. Les hors hydrocarbures représentent environ 3% des exportations totales.

##### **1.1.1. Les exportations**

Les exportations de l'économie algérienne continuent à être quasi exclusivement composées de produit d'hydrocarbures.

## CHAPITRE 4 : L'impact de fluctuation du prix de pétrole sur la politique budgétaire

Figure N° 19 : Le volume des exportations de pétrole en millions barils



Source : établi par nous-mêmes à partir des données de la banque centrale.

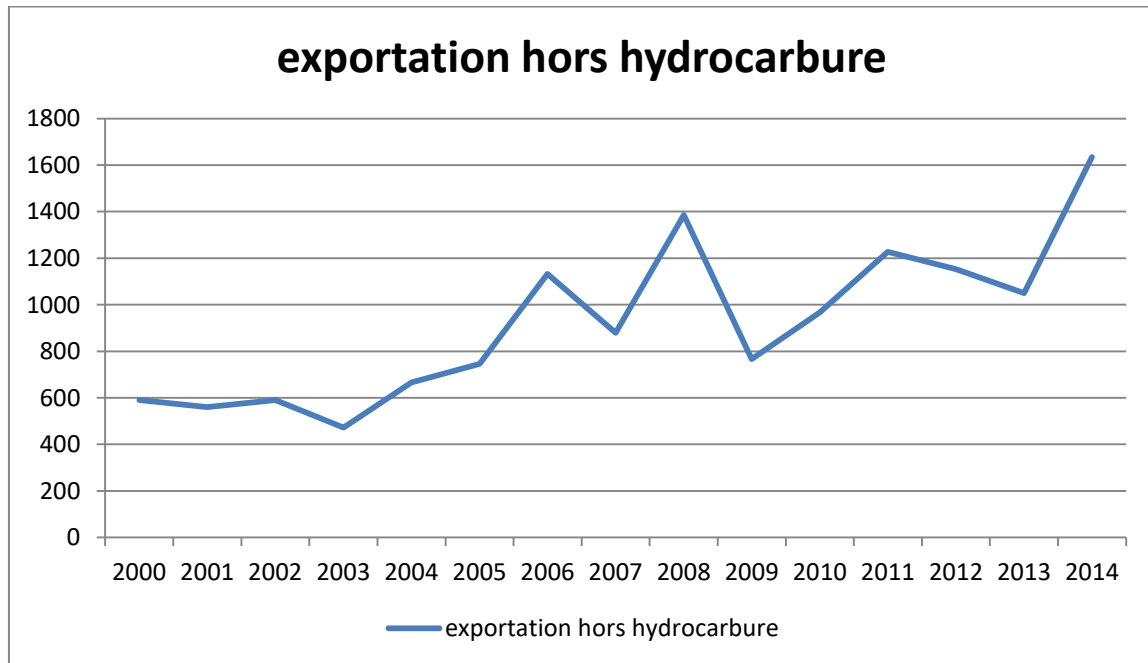
On remarque à chaque fois que le prix de pétrole augmente le volume des exportations augmente, dans la période de 1999 à 2007, et diminution de la quantité exporté dans la période 2008 jusqu' 2014, qui passent de 305,5 millions de barils en 2008 à 184,5 millions barils en 2014, mais le prix de pétrole couvrir cette diminution de volume des exportations.

### 1.1.2. Les exportations hors hydrocarbures

Les exportations hors hydrocarbures demeurent toujours marginale, en 2000, celle-ci ont représenté seulement 2,7% du volume global des exportations soit l'équivalent de 590 million de dollars.

## CHAPITRE 4 : L'impact de fluctuation du prix de pétrole sur la politique budgétaire

Figure N° 20 : Les exportations des hors hydrocarbures en million de dollar



Source : établir par nous-mêmes à partir des données de la banque centrale

On constate que les exportations hors hydrocarbures sont très faibles pendant toute la période 2000 à 2014, passant de 590 millions de dollars en 2000, à 1634 millions de dollars en 2014.

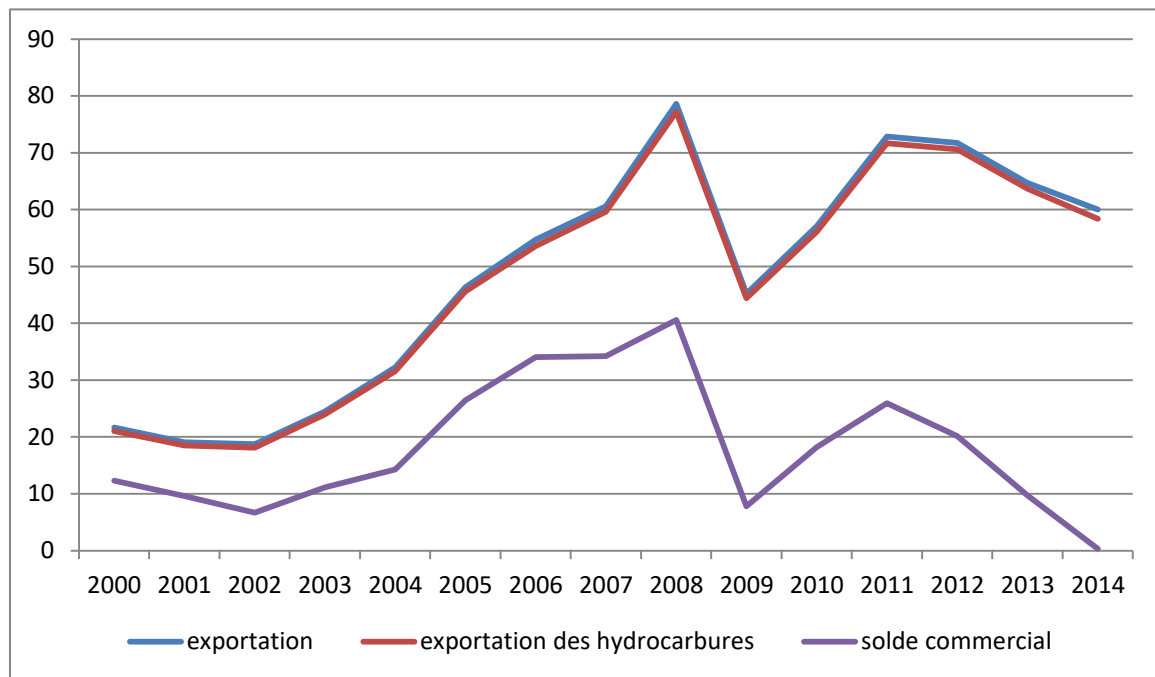
### 1.2. La structure des importations

À partir des données de la banque centrale (annexe 8), en 2001, le volume des importations n'a pas cessé d'augmenter. Ce dernier était, en 2001, de 9,5 milliards de dollars et l'excédent commercial était de 9,6 milliards de dollars, il s'élève, en 2005, à 22,3 milliards de dollars et l'excédent commercial a atteint les 23,5 milliards de dollars. En 2011, le volume des importations était de 39,7 milliards de dollars avec un excédent commercial de 22,8 milliards de dollars.

L'effet du mouvement à la hausse des importations ne contracte pas l'excédent de la balance commerciale du fait que les exportations connaissent souvent un accroissement similaire ou supérieur dû généralement à l'augmentation du prix du pétrole. Ce mouvement équilibré des deux flux du commerce extérieur permet de maintenir l'excédent commercial en engendrant une variation positive des réserves officielles brutes.

## CHAPITRE 4 : L'impact de fluctuation du prix de pétrole sur la politique budgétaire

Figure N° 21: Evolution de la balance commerciale avec les prix du pétrole



Source : établi par nous-mêmes à partir des données de la banque centrale

A travers cette figure, on peut observer l'étroite dépendance de la balance commerciale à l'égard des exportations d'hydrocarbures et prendre ainsi la mesure de l'ampleur des chocs commerciaux sur la balance des paiements algérienne. Sous l'effet de la chute du prix de pétrole, la balance courante accuse un déficit considérable, en 1999 la baisse du prix pétrole (environ 10 dollars/baril) a été suivie par la dégradation de la balance commerciale algérienne en enregistrant un solde d'environ 2,8 milliards dollars.

Durant la décennie 2000, la hausse du prix du pétrole a permis d'améliorer la situation de la balance commerciale, en effet, les exportations (hydrocarbure et autres) sont passées de 21,65 milliards de dollars en 2000 à 78,59 milliards de dollars en 2008 et plus de 72,88 milliards de dollars en 2011 (dont 98,05% sont des exportations d'hydrocarbures, soit l'équivalent de 71,66 milliards de dollars). L'évolution du prix du pétrole est quasiment dans le même ordre de hausse : il passe de 28 dollars le baril en 2000 à 99 dollars baril en 2008. Cependant, la chute du prix du pétrole en 2009 et 2014, entraîne une baisse sensible de l'excédent commercial.

La prédominance du secteur des hydrocarbures dans les exportations totales algériennes pose la question de la nécessité de la diversification des exportations et de la

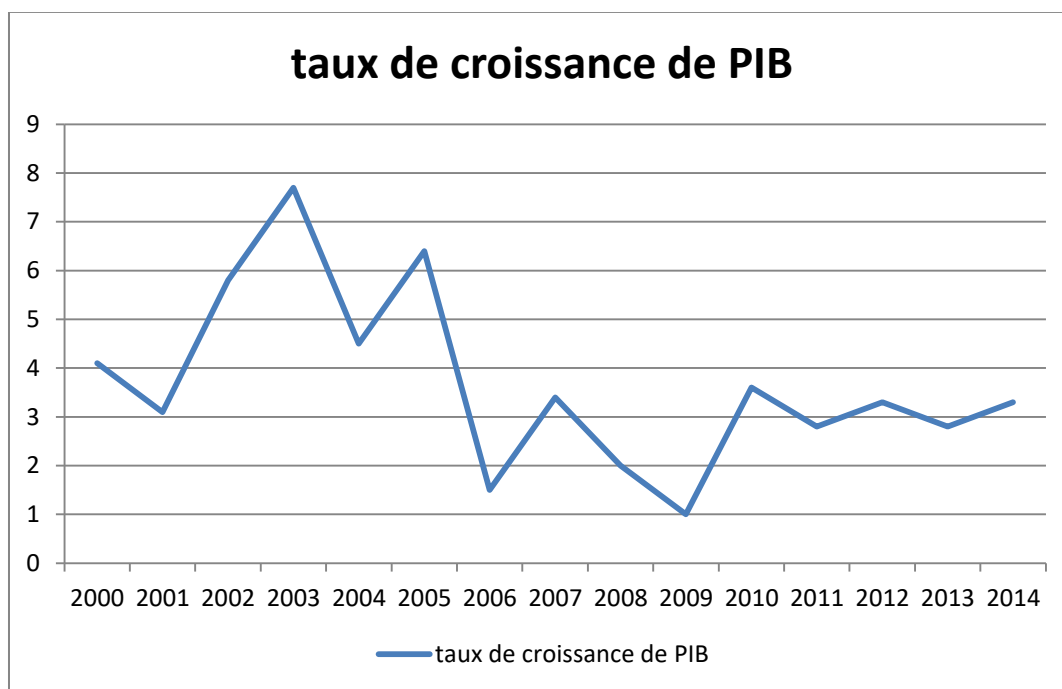
## CHAPITRE 4 : L'impact de fluctuation du prix de pétrole sur la politique budgétaire

compétitivité externe de l'économie dans un contexte d'ouverture à la concurrence internationale.

### 2. L'impact des fluctuations des prix du pétrole sur le Produit Intérieur Brut (PIB).

Le PIB qui mesure la croissance économique d'un pays est, en Algérie, fortement sensible aux fluctuations du prix du pétrole. Le PIB est un agrégat macroéconomique déterminé par six principales variables économiques : la production brute, la valeur ajoutée, la consommation intermédiaire, la consommation finale des ménages, les investissements et les importations. Les fluctuations du prix du pétrole exercent un impact direct sur l'ensemble des déterminants du PIB. De ce fait, les déterminants du PIB sont des canaux de transmission des effets des fluctuations du prix du pétrole sur le PIB.

**Figure N°22** : Taux de croissance du PIB réel en Algérie (en pourcentage)



**Source** : Etabli par nous-mêmes à partir des données de l'ONS.

On constate une croissance positive du PIB avec un pic avoisinant les 7,9 % enregistré en 2003. En volume, le PIB est passé de 4546 milliards de dinars (57,1 milliards de dollars) en 2002 à 7544 milliards de dinars (102,7 milliards de dollars) en 2005 à 9306 milliards de dinars (134,3 milliards de dollars) en 2007 et puis à 10994 milliards de dinars (170,2 milliards

## CHAPITRE 4 : L'impact de fluctuation du prix de pétrole sur la politique budgétaire

de dollars) en 2008<sup>8</sup>. Cependant, la crise des subprimes et le choc pétrolier de 2008 ont entraîné une baisse brutale du taux de croissance du PIB réel qui est passé de 6,4% en 2005 à 1% en 2009.

La comparaison de l'évolution du prix du pétrole et le PIB en Algérie montre une corrélation frappante entre les deux variables économiques. Le tableau ci-dessous indique l'impact de la baisse de 50% des prix du pétrole.

**Tableau N° 12:** les effets globaux de la baisse de 50% du prix du pétrole sur les principaux déterminants du PIB (variation en pourcentage par rapport à la situation de référence)

Indicateurs économiques	La variation en %
Production brut	-2,94
Valeur ajoutée	-1,40
Consommation intermédiaire	-5,77
Importation	-14,5
Investissement (en volume)	-21,40
Consommation finale des ménages	-25,40

**Source :** OUKACI Kamel, « impact de la crise financière internationale sur l'économie algérienne : cas des prix du pétrole », Colloque International, « crise financière internationale, Ralentissement économique mondial et effets sur les économies eur-maghrébines », 2009, p.11.

Une baisse de 50% du prix du pétrole conduit à une chute de la production brute de (-2,94%). A cet effet, une analyse approfondie des productions sectorielles laisse entendre que cette baisse de la production brute est due essentiellement à la chute de l'output de la branche (BTP), suivie de la branche industrie et de branche hydrocarbures. Dans un deuxième lieu, une baisse des importations de 14% et la chute de la consommation finale de plus de 25%. Ces baisses s'expliquent par la chute des revenus des entreprises (-18,66%) et ceux des ménages (-7,10%).

<sup>8</sup>Rapport des services du FMI N°11/39, « Algérie : les consultations de 2010 au titre de l'article IV », juin 2016, p.22.

## CHAPITRE 4 : L'impact de fluctuation du prix de pétrole sur la politique budgétaire

---

### Section 3: Les stratégies adoptées face aux fluctuations du prix du pétrole

Les contres chocs pétroliers, notamment celui de 1986, au servis de révélateurs aux déséquilibres macroéconomiques qui ont déterminé l'ensemble des contraintes dans lesquelles se placent les politiques d'ajustement et les modalités de développement et de diversification de l'économie algérienne.

les tentatives de diversifications des activités économiques en Algérie, qu'il s'agit de celles engagées dans les années 1970, dans le cadre du système économique centralisé, de l'initiative prématurément interrompue du gouvernement de 1989-1991, ou celle de « *l'ouverture économique* », entreprise sous l'égide du FMI depuis 1994, ont systématiquement échoué et l'économie a demeure' toujours de déterminée par la dépendance aux hydrocarbures.

#### 1. La fixation des grands objectifs économiques

Tout d'abord, l'Etat est tenu de fixer les grands objectifs économiques à atteindre en terme de création de richesses, d'emplois et d'entreprises, dans les différents secteurs d'activité économique. L'Algérie entant que pays pétrolier, doit se baser sur l'utilisation des revenus pétroliers afin de sortir du piège de l'économie rentière en les mettant au service du développement économique du pays. Dans un premier temps, les réformes économiques et structurelles devraient avoir comme axes principaux:

- Le développement des avantages comparatifs dans les secteurs d'activités hors-hydrocarbures (l'agriculture, l'industrie, et tous les autres secteurs de pointe);
- La constitution d'un tissu comportant des entreprises de diverses tailles, compétitives au niveau national et international, dirigées par entrepreneurs compétents et innovateurs et une main-d'œuvre qualifiée;
- La mise en place d'un système financier efficace et régulé, comprenant toute la gamme des instruments de financement de l'économie;
- La réduction de l'économie informelle pour atteindre un véritable développement économique.



## **CHAPITRE 4 : L'impact de fluctuation du prix de pétrole sur la politique budgétaire**

---

Dans un second temps, ces réformes permettront de limiter très strictement la part des recettes des hydrocarbures passant dans le circuit économique et bancaire et d'augmenter celles provenant des secteurs hors hydrocarbures d'où une transformation de l'économie algérienne, d'une économie rentière dépendante de la conjoncture du marché pétrolier vers une économie diversifiée.

### **1.1 .La définition des politiques économiques**

L'Etat définit par la suite, les grandes politiques économiques (politiques budgétaire, monétaire, de change, d'investissement, etc.) à conduire et qui serviront à la réalisation des objectifs ainsi cités.

### **1.2. La politique de gestion des revenus pétroliers**

Pour un pays mono exportateur de pétrole comme l'Algérie, la réussite de tout programme économique repose sur une gestion optimale des revenus pétroliers. Ces derniers doivent soutenir l'accélération de la croissance économique et cela se fera par la mise en place d'un mécanisme constitutionnel ayant pour finalité d'assurer que les revenus pétroliers ne puissent être utilisés que de trois manières différentes, qu'on peut résumer dans les points suivants:

- L'alimentation du fonds pétrolier
- La promotion des investissements
- La revalorisation de la fonction publique

### **1.3 .Les politiques de promotion des secteurs hors hydrocarbures**

Dans un contexte d'expansion de la dépense publique, la promotion des secteurs de production hors hydrocarbures permettra d'améliorer la compétitivité prix à l'exportation et de substituer les importations via un encouragement de la production domestique. Les incitations économiques pouvant encouragé l'émergence et le développement d'un secteur productif hors hydrocarbures se trouvent à trois niveaux: macroéconomique, et microéconomique et institutionnel.

## CHAPITRE 4 : L'impact de fluctuation du prix de pétrole sur la politique budgétaire

---

### 1.3.1. Les incitations institutionnelles

Il ne peut y avoir de hausse soutenue de la croissance économique algérienne sans une accélération des réformes institutionnelles et structurelle susceptibles d'accroître la productivité. Pour créer des emplois et favoriser une croissance durable, il faut développer un secteur privé hors hydrocarbures puissant. Cependant, en Algérie, on parle de « *désincitations institutionnelles* », envers l'essor des activités productives qui apparaissent, notamment, dans les politiques monétaires restrictives qui limitent l'accès au crédit et accentuent les coûts de transaction. Par ailleurs, la présence d'une rente pétrolière risque de renforcer encore les « *désincitations institutionnelles* »<sup>9</sup>.

### 1.3.2. Les incitations macroéconomiques

Les incitations macroéconomiques<sup>10</sup> sont les plus développées en Algérie, elle concernent principalement la politique d'investissement dans les biens publics qui augmentent la rentabilité de l'industrie telle que les infrastructures, le capital humain et la politique d'innovation, les incitations macroéconomiques sont développées et mises en place à travers un ensemble de programmes qui se déclinent en plusieurs volets dont les principaux sont :

- le plan de soutien à la relance économique « PSRE » (2001-2004) ;
- le programme complémentaire de soutien à la croissance « PCSC » (2005-2009) ;
- Le programme de développement des régions des hauts- plateaux et des wilayas du sud.

## 1.4 La présentation des réformes structurelles

L'État doit présenter les réformes structurelles qu'il faudrait mener dans l'administration économique afin de conduire les politiques économiques adoptées et atteindre les objectifs fixés. Les réformes structurelles qui permettront d'atteindre les objectifs fixés sont celles qui permettent d'améliorer la capacité d'absorption des

---

<sup>9</sup> Rapport des services du FMI N° 11/39, « Algérie: consultation de 2010 au titre de l'article IV », mars

<sup>10</sup> TALAHITE FATIHA et HAMADACHE AHMED, « l'économie algérienne dans le contexte de la crise financière

## **CHAPITRE 4 : L'impact de fluctuation du prix de pétrole sur la politique budgétaire**

---

liquidités ou des revenus pétroliers d'une manière productive et d'établir les équilibres macroéconomique

### **1.4.1. La création d'un fonds de régulation des recettes pétrolières**

Face au gonflement très important des recettes publiques issues de l'industrie pétrolières, il est devenu urgent de mettre en place un mécanisme d'immobilisation d'une partie de ces recettes et préserver ainsi le cadre macroéconomique. Le fonds de régulation des recettes a comme principale mission de réguler les recettes pétrolières en recevant toutes les recettes non budgétisées. À sa création en 2000 et jusqu'à 2006, les ressources versées sur ce fonds ne pouvaient être utilisées que pour:

- La compensation des moins-values de la fiscalité pétrolière résultant d'un niveau de recettes d'hydrocarbures inférieur aux prévisions des lois de finances ;
- La réduction de la dette extérieure

### **1.4.2 L'adoption d'un programme d'ajustement structurel**

La croissance des déséquilibres dans les pays en développement a conduit à une intervention de plus en plus marquée des organisations internationales dans la définition même des politiques économiques des pays en question. Ainsi, en 1992, les autorités algériennes ont adopté un programme d'ajustement qui visait à corriger les déséquilibres économiques grâce à des mesures monétaires, budgétaires et fiscales prudentes, à la reprogrammation de la dette extérieure et à l'instauration de réformes structurelles.

### **Conclusion**

Ce chapitre a tenté d'identifier les fluctuations du prix du pétrole sur la politique budgétaire.

En testant le type de relation existant entre le prix du pétrole et les autres indicateurs de, notre objectif était d'évaluer si les fluctuations du prix du pétrole affectent réellement les principaux indicateurs reflétant l'état de santé de l'économie algérienne. Nos conclusions vont majoritairement dans le sens de l'opinion dominante selon laquelle le pétrole joue un rôle majeur dans les économies exportatrices nettes du pétrole. De ce

## **CHAPITRE 4 : L'impact de fluctuation du prix de pétrole sur la politique budgétaire**

---

fait, nous avons montré que les fluctuations du prix du pétrole impactent sur politique budgétaire en Algérie.

Cet impact s'explique par le poids du secteur des hydrocarbures dans l'économie et l'inefficacité des politiques économiques adoptées jusqu'à présent dans le but de diversifier l'économie algérienne et d'atténuer sa sensibilité aux fluctuations du prix du pétrole.

# **CONCLUSION GENERALE**

### Conclusion générale

L'économie algérienne étant une économie rentière mono-exportatrice des hydrocarbures, les fluctuations du prix du pétrole se traduisent par un déséquilibre de l'ensemble des indicateurs économiques étudiés. Ainsi, le budget de l'Etat, les investissements, la balance des paiements subissent lourdement les effets des fluctuations du prix du pétrole notamment en périodes de fortes baisses de ce dernier. Le principal objectif de notre recherche étant d'étudier l'impact des fluctuations du prix du pétrole sur la politique budgétaire en Algérie.

L'objectif de ce travail était de proposer une analyse statistique empirique de l'impact des fluctuations du prix du pétrole sur politique budgétaire en Algérie. La pertinence de cette étude basée sur les motivations qui nous ont poussés à analyser ce phénomène et ces motivations présentent l'intérêt de répondre à l'exigence de la présentation d'un travail scientifique.

Pour mieux comprendre la relation qui existe entre la variation du prix du pétrole et la croissance de l'économie algérienne, on a tenté de mesurer le lien empirique et statistique entre les prix du pétrole et la politique budgétaire par une analyse graphique, statistique, sur la période 2000- 2014.

Ce travail a permis de montrer la vulnérabilité aux fluctuations du prix du pétrole sur la politique budgétaire. Les résultats de notre analyse concluent sur le fait que:

- l'instabilité du prix du pétrole exerce réellement un impact sur la politique budgétaire, cet impact s'explique par la forte dépendance de l'économie vis-à-vis des recettes issues de l'exportation des hydrocarbures;
- les fluctuations importantes du prix du pétrole induisent une volatilité importante de la balance des paiements, des recettes d'exportation, des revenus budgétaires, source de fragilité majeure pour l'économie dans son ensemble et pour la cohérence et la continuité des politiques économiques notamment, des programmes d'investissements à long terme.
- Les fluctuations du prix du pétrole induisent un impact sur le budget de l'État.

Initialement, le fonds de régulation a été créé pour financer tout déficit budgétaire consécutif à une chute du prix du pétrole en dessous d'un prix de référence budgétaire. Autrement, il a été utilisé dès sa première année pour effectuer des remboursements du principal de la dette

## Conclusion générale

---

publique. Par ailleurs, l'évolution favorable du prix du pétrole sur le marché est d'autant plus remarquable que le fonds a été utilisé entre-temps, essentiellement, pour financer partiellement les déficits du Trésor. Les revenus des hydrocarbures contenus dans le Fonds de Régulation ont permis à l'Algérie de conforter sa position financière extérieure et, par conséquent, asseoir une certaine résilience aux chocs induits par la l'instabilité du marché pétrolier (crise financière 2008).

A l'instar de la plupart des pays producteurs, l'Algérie, pays riche en pétrole et en gaz, n'a pas réussi à passer du statut d'économie rentière au rang de puissance industrielle. Ainsi, notre analyse nous a conduits à poser des impératifs qui s'inscrivent dans le cadre de la mise en place d'une stratégie d'atténuation des effets négatifs des fluctuations du prix du pétrole sur les indicateurs économiques en Algérie. Il s'agit de :

- l'importance de la diversification des activités économiques, des exportations et des sources de financement;
- L'importance de promouvoir une rationalisation des dépenses, comme condition préalable pour une gestion équitable des revenus provenant principalement des recettes des hydrocarbures;

Par ailleurs, nous souhaitons souligner le fait que l'Etat algérien se doit de se tourner vers d'autres ressources, tout en ayant une bonne maîtrise des dépenses de fonctionnement ; et ce, sans avoir pour autant recours au fonds de régulation des recettes ; qui malheureusement demeurent tributaires de la rente pétrolières. Pour cela, l'Algérie doit redéfinir son modèle de croissance qui est gravement fragilisée par sa dépendance vis-à-vis des recettes provenant des exportations d'hydrocarbures, et se tourner vers l'industrie et l'agriculture.

# Liste des tableaux



## LISTE DES TABLEAU

---

### LISTE DES TABLEAU

<b>Tableau N° 01</b> : Les fondamentaux du marché pétrolier (millions de barils par jour).....	30
<b>Tableau N° 02</b> : Évolution du prix du Sahara Blende sur la période 2000-2014.....	56
<b>Tableau N° 03</b> : Les revenus du pétrole algérien (1970-1980) .....	61
<b>Tableau N° 04</b> : Les revenus du pétrole algérien 1987-1985.....	62
<b>Tableau N° 05</b> : Les revenus du pétrole algérien (1992-1998).....	62
<b>Tableau N° 06</b> : L'évolution de l'endettement extérieure en Algérie (2000-2012).....	63
<b>Tableau N° 07</b> : L'évolution des recettes budgétaire de l'État 1999-2014.....	68
<b>Tableau N° 08</b> : Evolution des dépenses budgétaires selon leur nature (1999-2014).....	72
<b>Tableau N° 09</b> : Le solde budgétaire (1999 à 2014) .....	74
<b>Tableau N° 10</b> : Le rapport entre l'évolution des prix du pétrole et les versements annuels faits dans le FRR sur la période 1999-2014 .....	76
<b>Tableau N° 11</b> : Contribution du FRR au financement des déficits budgétaires .....	78
<b>Tableau N° 12</b> : les effets globaux de la baisse de 50% du prix du pétrole sur les principaux déterminants du PIB .....	84

# Liste des figures

## LISTES DES FIGURE

---

### LISTES DES FIGURE

<b>Figure N° 01 :</b> Effet d'une politique budgétaire expansive selon la théorie keynésienne .....	19
<b>Figure N° 02:</b> Effet a une baisse des prélèvements obligatoires .....	23
<b>Figure N° 03:</b> Evolution du prix de pétrole .....	27
<b>Figure N° 04:</b> Evolution des réserves prouvées du pétrole en Algérie (1979-2014) .....	48
<b>Figure N° 05:</b> Evolution de la production de gaz naturel en Algérie (1979-2013).....	49
<b>Figure N° 06:</b> L'Évolution des réserves prouvées de gaz naturel en Algérie (1979-2014) ....	50
<b>Figure N° 07:</b> L'évolution de la production du pétrole en Algérie (1979-2014) .....	52
<b>Figure N° 08:</b> L'évolution des exportations du pétrole en Algérie (1979-2014) .....	53
<b>Figure N° 09:</b> Évolution de la production de gaz naturel en Algérie durant la période 1970-2014 .....	54
<b>Figure N° 10:</b> L'Évolution des exportations de gaz naturel en Algérie (1979-2014) .....	55
<b>Figure N° 11:</b> Evolution du prix de pétrole (2000-2014).....	57
<b>Figure N° 12:</b> La contribution des hydrocarbures au PIB en 2014 .....	60
<b>Figure N° 13:</b> L'évolution de la dette extérieure de l'Algérie (2000-2012) .....	64
<b>Figure N° 14:</b> L'évolution des recettes budgétaires de L'État 1999-2014.....	69
<b>Figure N° 15:</b> La part des recettes des hydrocarbures dans le total des recettes budgétaires .	70
<b>Figure N° 16:</b> Évolutions de dépenses budgétaires (1999-2014) .....	71
<b>Figure N° 17:</b> Évolutions de dépenses budgétaires selon leur nature (1999-2014) .....	72
<b>Figure N° 18:</b> Le rapport entre l'évolution des prix du pétrole et les versements annuels faits dans le FRR sur la période 1999-2014 .....	77
<b>Figure N° 19:</b> Le volume des exportions de pétrole .....	80
<b>Figure N° 20:</b> Les exportions des hors hydrocarbures .....	81
<b>Figure N° 21:</b> Evolution de la balance commerciale avec les prix du pétrole .....	82
<b>Figure N° 22:</b> Taux de croissance du PIB réel en Algérie .....	83

# Bibliographie

# Bibliographie

---

## Bibliographie

### Ouvrages

- ALAIN.B; ANTOINE. C ; Christine Dollo ; Anne-Marai ; « dictionnaire des sciences économique » ; Édition, Paris 2001.
- ASTIER, FRANCOISE ; « finances publiques » ; droit budgétaire ; Edition marketing S.A ; Paris 1996.
- BENNASY-Agnés,BENOIT-queré,COEURE-Pierre,FERRY-jacquet, « la politique économique » Edition de brock université, deuxième édition,2010,bruxelles
- BIGAUT CHRISTIAN ; « finances publiques, droit budgétaire » ; Edition Ellipses ; Paris 1995.
- CARRIERE, M ; « Analyse des prix du pétrole »Edition, Paris 2015.
- CARON MATTHIEU ; « budget et politiques budgétaires » ; édition bréal ; Paris2007.
- CHEVALIER, J-M. « économie de l'énergie », Dalloz, paris, 1986.
- DUROUSSET.M ; « le marché du pétrole, ellipses », éd marketing S.A, Paris, 1999.
- DI PIERRE Malta ; « finances publiques » ; Edition presse Universitaire de France ; Paris 1999.
- HUART FLORENCE; « Économie des Finances Publiques » ; Édition Dunod; Paris 2012,
- FAVENNEC, JEAN-Pierre ; « géopolitique de l'énergie, besoins, ressources, échanges, mondiaux » Édition, technos, Paris, 2009.
- PARKIN. MICHAEL ; ROBIN BADE : BENOITE CARMICHAEL ; « Introduction à la Macroéconomie Moderne » ; Edition, Paris 1998.
- MICHELLE J. L et MAYOR.T « économie internationale ». Édition Dalloz, avril Paris, 2005.
- MERITET, S ; « Déterminants des prix du pétrole », Université paris dauphine, Edition, Paris 2006.
- GIRAUD-NOEL, P;« Initiation à l'économie »cerna ,2004-2005, Paris.
- UCHAVTARD SOPHIE, « géopolitique et pétrole », Édition study rama, 2007.

## Bibliographie

---

### . Thèses et mémoires

- AKLI Zakia, « nature du Fonds de Régulation des Recettes et son rôle dans le financement de l'économie de l'économie algérienne, sur la période 2000-2014 », juin 2015.
- BONNAZH ; « les gouvernements utilisant-ils la politique budgétaire pour atténuer les cycles économique » Paris 1996.
- CHATAIL Cyrille, « finance publique », centre de publication universitaire, 2001-2002, Paris.
- HAOUA Kahina « L'impact des fluctuations du prix du pétrole sur les indicateurs économiques en Algérie », juin 2012.
- HOMEVOR ALEXANDRE « Intégration régionale et promotion des investissements dans l'espace UEMOA » université Cocody-Centre Ivoirien de Recherche Economique et social, 2000.
- MEKHELFI, A., (2012), « Evolution des exportations gazières de l'Algérie et son impact au sein de l'opec », université KasdiMerbah-Ouargla, N°05.
- MERROUCHE KHADIDJA, SILVA BIOTE CARINE JACIRA « la politique budgétaire et la croissance économique, cas de l'Algérie de 1970 à 2013 » mémoire de master en économie appliquée et ingénierie financière, université Bejaia 2013.
- OUKACI Kamel, « impact de la crise financière internationale sur l'économie algérienne : cas des prix du pétrole », Colloque International, « crise financière internationale, Ralentissement économique mondial et effets sur les économies eur-maghrébines », 2009.
- TALAHITE Fatiha et HAMADACHE Ahmed, « l'économie algérienne dans le contexte de la crise financière

### Rapport et article

- Article 01 de loi organique n° 84-17, relative aux lois de finance publié le 10 juillet 1984.
- Banque de France, Rapport Zone France, 1999.

## Bibliographie

---

- BUDDOR, J., (1998), « l'industrie pétrolière mondiale : raréfaction, cout de production et surplus pétrolier », Revue d'économie industriel, n°86.
- HACHEMAOUI.M, « la nouvelle loi algérienne sur les hydrocarbures : les enjeux d'une libéralisation », avril, 2005.
- JEAN-MARIE CH., (2010), « Rapport du travaille sur la volatilité des prix du pétrole ».
- J. KERGUERIS et Claude SAUNIER, Rapport d'information fait sur les perspectives d'évolution du prix des Hydrocarbures à moyen et long terme, 2005
- Rapport du FMI-Algérie, (2006), «Algérie: question choisie», N°.05/52.
- Rapport de l'OPEP du 14 décembre 1960.
- Rapport des services du FMI N° 11/39, « Algérie: consultation de 2010 ai titre de l'article IV », mars, 2010.
- Rapport FMI perspective de l'économie mondial, (2009), « le pétrole », 2009.

### Dictionnaire

- Dollo CHRISTINE;Jean-pierre Guidon ; Alain le dardez ; « dictionnaire Des Sciences Économiques » ; Édition Armand colin. Paris 1991.
- R.Leurio, M.Biales,C.Biales J.L.RIVAUD ;; « Dictionnaire d'économie et des faits économiques et sociaux contemporains » Edition foucher, paris-1996.
- ROBERT MICRO, « dictionnaire du français primordial », éd broder et taupin, Paris, 1987.

### Sites internet

- [http://yves.michel.escbx.free.fr/poleco/politique budgétaire](http://yves.michel.escbx.free.fr/poleco/politique_budgetaire)
- [www.banquemonial](http://www.banquemonial.com).
- [www.journal officiel.dz](http://www.journal-officiel.dz)
- [www.ONS.dz](http://www.ONS.dz)

# Table des matières



# Table des matières

---

## Table des matières

**Remerciement**

**Dédicaces**

**Liste des abréviations**

<b>Introduction générale</b> .....	1
<b>CHAPITRE 01 : Notions de base sur la politique budgétaire</b> .....	4
<b>Section 1 : Le budget et la loi de finances</b> .....	4
1. Le budget de l'État .....	4
1.1. La nature du budget de l'État .....	4
1.1.1. Les fonctions du budget de l'État .....	5
A. L'aspect financier du budget de l'État .....	5
B. L'aspect politique du budget l'État .....	6
C. L'aspect juridique du budget de l'État .....	6
2. Caractéristiques du budget de l'État.....	6
2.1 Un acte de prévision .....	6
2.2. Un acte d'autorisation.....	7
3. Les principes d'élaboration du budget de L'État .....	7
3.1. Le principe de l'annualité .....	7
3.2. Le principe de l'unité budgétaire.....	7
3.3 Le principe de l'universalité budgétaire .....	8
3.4. Le principe de spécificité budgétaire .....	8
4. La loi de finance .....	9
4.1. La notion juridique de loi de finances .....	9
4.2. Les différentes lois de finances .....	9
4.2.1 La loi de finances de l'année .....	9
4.2.2. La loi de finances complémentaires ou modificative .....	10

## Table des matières

---

4.2.3. La loi de règlement .....	10
<b>Section 02 : Généralités sur la politique budgétaire .....</b>	<b>10</b>
1. Définition de la politique budgétaire.....	11
2. Les objectifs de la politique budgétaire.....	11
2.1. Les Objectifs conjoncturelles .....	12
2.2. Les objectifs structurels .....	12
3. Les instruments politiques budgétaires .....	13
3.1. Les instruments des dépenses publiques .....	13
3.1.1.La politique de l'emploi.....	13
3.1.2. La politique de revenu.....	13
3.1.3. La politique industrielle .....	14
3.2. Les instrument des recettes fiscales.....	14
3.2.1. La politique fiscale.....	14
3.2.2. La politique commerciale.....	15
3.2.3. Le solde budgétaire .....	15
4. Les typologies de la politique budgétaire.....	15
4.1. La politique budgétaire expansionniste .....	15
4.2. La politique budgétaire restrictive .....	16
4.3. La politique budgétaire volontariste .....	16
4.4. La politique budgétaire de demande.....	16
4.5. La politique budgétaire de l'offre .....	16
<b>Section 03 : Théories de la politique budgétaire.....</b>	<b>17</b>
1. Les politiques de relance Keynésienne reposent sur le principe du multiplicateur.....	17
1. 1. Effet de multiplicateur .....	17
1. 2. L'approche keynésienne .....	18
1.3. Les limites du modèle.....	20
2. L'approche néoclassique .....	20

## Table des matières

---

2.1. L'Équivalence ricardienne.....	21
2.2. Le critique de Milton friedman.....	21
3. Une nouvelle approche de la politique budgétaire : la réduction de la dépense publique ...	22
3.1. Débat.....	22
3.2. Approches mixtes .....	24
<b>Chapitre02 :Généralités sur l'économie pétrolière mondiale .....</b>	<b>25</b>
<b>Section 01: Généralités sur le marché pétrolier .....</b>	<b>25</b>
1. Définition et Historique de l'évolution des prix du pétrole .....	25
1.1 Définition du pétrole.....	25
1.2. Evolution des prix du petrole.....	26
1.2.1 Première phase 1930-1973.....	28
1.2.2Deuxième phase 1973 – 1979 .....	28
1.2.3. Troisième phase 1981 - 1986 :.....	28
1.2.4. Quatrième phase 1987 - 2000 .....	29
1.2.5. Cinquième phase 2000 - 2008.....	29
2. Les fondamentaux et déterminants des prix du pétrole sur marché pétrolier :.....	30
2.1. Les fondamentaux du marché petrolier .....	30
2.2. Les déterminants des prix du pétrole.....	31
2.2.1 Les déterminants à court terme.....	31
2.2.2 Les déterminants à long terme.....	34
<b>Section2 : Marché pétrolier mondial .....</b>	<b>35</b>
1-Evolution du marché pétrolier .....	35
2. Les acteurs du marché .....	38
2.1. Les grandes sociétés pétrolières .....	38
2.2. L'organisation du pays exportateur de pétrole (OPEP) (organisation of pétrolant).....	39
2.3. L'Agence Internationale de l'Energie (AIE) (International Energy Agency (IEA)).....	39
2.4. Les nouveaux acteurs.....	40

## Table des matières

---

3. Les différents types du marché pétrolier .....	40
3.1. Le marché physique au comptant .....	40
3.2. Le marché physique à terme .....	41
3.3. Marché à terme ou financier futur .....	41
<b>Section03 : Les différents chocs pétroliers .....</b>	<b>41</b>
1. Les chocs pétroliers .....	41
1.1. Le premier choc pétrolier de 1973 .....	42
1.2. Le deuxième choc pétrolier en 1979 .....	42
1.3. Le troisième choc pétrolier en 2008 .....	43
2. Les contre-chocs pétroliers .....	43
2.1. Le contre-choc pétrolier de 1986 .....	43
2.2. Le contre-choc pétrolier de 1997-1998 .....	44
2.3. Le contre-choc pétrolier de 2009 .....	44
2.4. Le contre-choc pétrolier de 2014 .....	45
3. L'impact des chocs pétroliers sur l'économie algérienne .....	45
<b>Chapitre 03 : présentation du secteur des hydrocarbures en l'Algérie. ....</b>	<b>47</b>
<b>Section 01 : Les réserves prouvées des hydrocarbures .....</b>	<b>47</b>
1. Les réserves prouvées des hydrocarbures en Algérie .....	47
1.1. Les réserves prouvées de pétrole brut .....	47
1.2. La production de gaz naturel .....	48
1.3. Les réserves prouvées de gaz naturel .....	50
<b>Section02 : Production et exportation des hydrocarbures en Algérie .....</b>	<b>51</b>
1. Les hydrocarbures en Algérie .....	51
1.1. Le pétrole en Algérie .....	51
1.1.1. La production du pétrole .....	51
1.1.2. Les exportations du pétrole brut .....	53
1.2. Le gaz naturel en Algérie .....	53

## Table des matières

---

1.2.1. La production gazières .....	53
1.2.2. Les exportations gazières .....	55
2. Les facteurs explicatifs de la fluctuation du prix du pétrole depuis le début des années 2000. .....	56
2.1. Sur la période 2000-2006 .....	57
2.2. Sur la période 2007-2009 .....	58
2.3. Sur la période 2010-2014 .....	59
2. La contribution des hydrocarbures au PIB .....	59
<b>Section 3. Le rôle du secteur des hydrocarbures dans l'économie algérienne.....</b>	<b>60</b>
1. Les revenus du pétrole de l'Algérie quand le prix du pétrole augmente.....	61
2 Les revenus du pétrole algérien quand les prix du pétrole baissent .....	62
3. Les revenus du pétrole algérien dans le cadre du nouveau mouvement des prix du pétrole	63
<b>CHAPITRE 4 : L'impact de fluctuation du prix du pétrole sur la politique budgétaire</b>	<b>65</b>
<b>Section 1 :L'impact des fluctuations du prix du pétrole sur le budget de l'État.....</b>	<b>65</b>
1. Le budget de l'Etat .....	66
1.1. L'évolution de la politique économique en Algérie avant 2000 .....	66
1.2. Les éléments du budget en Algérie.....	67
1.2.1. Les ressource .....	67
1.2.2. Les dépenses publiques.....	70
A. Dépenses de fonctionnement .....	70
B. Dépenses d'investissements .....	71
2. Le solde budgétaire .....	73
2.1. Solde budgétaire déficitaire .....	73
2.2. Solde budgétaire excédentaire .....	74
3. Les Fonds de Régulations des Recettes (FRR) .....	75
3.1. Définitions des FRR .....	75
3.2. Contribution des FRR au financement des déficits budgétaires depuis 2006 .....	77

## Table des matières

---

<b>Section 2 : L'impact des fluctuations du prix du pétrole sur la balance des paiements et le PIB.</b> .....	79
1. L'impact des fluctuations prix du pétrole sur la balance commerciale.....	79
1.1. La structure des exportations .....	79
1.1.1 Les exportations .....	79
1.1.2. Les exportations hors hydrocarbures.....	80
1.2.La structure des importations .....	81
2. L'impact des fluctuations des prix du pétrole sur le Produit Intérieur Brut (PIB). .....	83
<b>Section 3: Les stratégies adoptées face aux fluctuations du prix du pétrole</b> .....	85
1. La fixation des grands objectifs économiques .....	85
1.1 .La définition des politiques économiques .....	86
1.2. La politique de gestion des revenus pétroliers.....	86
1.3 .Les politiques de promotion des secteurs hors hydrocarbures .....	86
1.3.1. Les incitations institutionnelles.....	87
1.3.2. Les incitations macroéconomiques .....	87
1.4 La présentation des réformes structurelles .....	87
1.4.1. La création d'un fonde de régulation des recettes pétrolières.....	88
1.4.2 L'adoption d'un programme d'ajustement structurel .....	88
<b>Conclusion générale</b> .....	90

### Bibliographie

### Liste des figures

### Liste des tableaux

### Annexes

## Résumé

La dépendance de l'économie algérienne vis-à-vis des recettes d'exportation des hydrocarbures se traduit essentiellement par une grande sensibilité ses indicateurs économiques aux fluctuations du prix du pétrole sur le marché mondial.

A ce titre, l'objectif de notre travail de recherche consiste à étudier la problématique de l'impact des fluctuations du prix du pétrole sur la politique budgétaire (hausse et baisse du prix (la balance des paiements, budget de l'État) de l'économie algérienne.

Dans ce sens, des réformes sont indispensables en vue de réduire la vulnérabilité de l'économie algérienne face à la volatilité des prix du pétrole. Ces solutions se basent sur des politiques macroéconomiques, monétaires, budgétaires et structurelles qui visent la diversification économique en matière des secteurs d'activités, d'exportations, sources de financement, d'épargne et d'investissements.

## ملخص

اعتماد الاقتصاد الجزائري الشبه كلي علي عائدات صادرات النفط والغاز يترجم أساسا إلى مؤشرات اقتصادية أكبر حساسية للتقلبات في أسعار النفط في السوق العالمية

على هذا النحو، فإن الهدف من العمل البحثي لدينا هو دراسة القضية من تأثير تقلبات أسعار النفط على السياسة المالية (أسعار أعلى وأدنى) (ميزان المدفوعات، الموازنة العامة للدولة) من الاقتصاد الجزائري

في هذا المعنى، ضرورة للحد من تأثير الاقتصاد الجزائري لتقلبات أسعار النفط. وتعتمد هذه الحلول على التنويع الاقتصادي في الاقتصاد الكلي والنقدي والمالي والهيكلية يهدف من حيث القطاعات، والصادرات، ومصادر التمويل والإدخار والاستثمار

## Summary

The dependence of the Algerian economy and hydrocarbon export revenues primarily results in sensitivity of economic indicators of fluctuations in oil prices in the world market.

At this case, the goal of our research work is to study the issue of the impact of oil price fluctuations on fiscal policy (higher and lower prices (balance of payments, state budget) of the Algerian economy.

Furthermore, solutions will be proposed to reduce the vulnerability of the Algerian economy to the volatility of oil prices, these suggestions are based on macroeconomic, monetary, fiscal and structural economic, diversification in areas activities, exports, sources of financing, savings and investment.